

Université de Montréal

L'agriculture soutenue par la communauté et le développement des communautés
rurales en milieux périurbains : le cas de Montréal

par

Vincent Philibert

Département de Géographie

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès sciences (M. Sc.)
en géographie

Décembre, 2006

© Vincent Philibert, 2006



6
59
U54
2007
V.003

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :
L'agriculture soutenue par la communauté et le développement des communautés
rurales en milieux périurbains : le cas de Montréal

présenté par :
Vincent Philibert

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Mme Thora Martina Herrmann
président-rapporteur

M. Christopher R. Bryant
directeur de recherche

M. André Fleury
membre du jury

Sommaire

L'agriculture dite conventionnelle fait face à des critiques sans cesse grandissantes. Face aux préoccupations liées aux modes de production agricole actuels, certains producteurs et consommateurs s'unissent afin de trouver de nouvelles possibilités. Un de ces modes de production alternatifs est l'agriculture soutenue par la communauté, pratique à travers laquelle un lien direct entre le producteur et le consommateur est créé. Ce dernier s'engageant à acheter d'avance une partie de la production de l'agriculteur, l'exploitation agricole bénéficie d'une sécurité souvent déficiente dans le milieu conventionnel. Également, le lien direct qui est créé entre le producteur et le consommateur permet à ce dernier de démystifier la production agricole derrière son alimentation, forçant par la même occasion une remise en question de la part du consommateur de ses choix alimentaires. Le but de cette étude est de voir si les vertus théoriques de l'agriculture soutenue par la communauté se transposent bien dans la réalité, mais également d'évaluer la vision que les agriculteurs qui la pratiquent en ont. Pour ce faire, des producteurs participants situés en périphérie de Montréal ont été rencontrés. Les résultats de cette enquête, quoique soulignant certaines faiblesses dans la pratique, permettent d'arriver à deux conclusions : 1- les agriculteurs pratiquant l'agriculture soutenue par la communauté sont convaincus quant à ses qualités auprès des communautés rurales; 2- le potentiel théorique prêté à l'agriculture soutenue par la communauté est bien réel et le projet s'avère être un outil utile à l'élaboration de voies de développement de communautés rurales situées en milieux périurbains et à leur stabilisation.

Mots clés : agriculture durable, agriculture alternative, communautés rurales, agriculture périurbaine, marché de proximité, acteurs locaux

Summary

Conventional agriculture is facing endlessly growing criticism. Facing preoccupations linked to the actual production modes, some producers and consumers unite in order to find new possibilities. One of those new alternative production modes is community supported agriculture, a practice through which a direct link is created between the producer and the consumer. The latter commits to pay in advance a part of the farmer's production, the farm enjoying therefore a security often lacking in conventional milieus. Also, the direct link created between both parties allows demystification of agricultural production, forcing the consumer to rethink his or her choices in regards to food. The aim of this study is to see whether the theoretical virtues given to community supported agriculture are easily transposed in reality, but also to assess the vision the participating farmers have of the project. In order to do so, participating farmers located in Montreal's periphery have been interviewed. The results of this study, although showing also some of the weaknesses of the project, bring forth two conclusions: 1- the farmers members of the community supported agriculture project are convinced about the qualities of the project for rural communities; 2- the theoretical potential given to community supported agriculture is real and the project turns out to be a useful tool in the elaboration of development paths for rural communities located in periurban milieus and their stabilisation.

Key words: alternative agriculture, sustainable agriculture, rural communities, periurban agriculture

Table des matières :

Sommaire.....	p.iii
Summary.....	p.iv
Table des matières.....	p.v
Liste des tableaux.....	p.viii
Liste des figures.....	p.x
Liste des sigles et abréviations.....	p.xii
Remerciements.....	p.xiii
1. Introduction	p.1
2. Méthodologie.....	p.5
3. Mise en contexte : survol de l'agriculture canadienne.....	p.9
3.1 Préoccupations.....	p.17
3.1.1 La pollution environnementale.....	p.18
3.1.2 La diversité biologique.....	p.20
3.1.3 Les biotechnologies.....	p.22
3.1.4 Le réseau agroalimentaire.....	p.23
3.1.5 L'eau.....	p.23
3.1.6 Le sol.....	p.24
3.1.7 Les élevages.....	p.24
3.1.8 La santé.....	p.25
3.1.9 Les allergies.....	p.25
3.1.10 Synthèse des préoccupations.....	p.26
3.2 Critique du système de production actuel.....	p.27
3.3 Une vision globale.....	p.30
3.4 Une vision locale.....	p.34
3.4.1 L'agriculture urbaine et périurbaine.....	p.36
3.4.2 L'impact de l'étalement urbain sur l'agriculture périphérique.....	p.38
3.4.2.1 Les paysages ruraux.....	p.43
3.4.2.2 L'adaptabilité de l'agriculture.....	p.46

4. L'agriculture durable.....	p.50
4.1 Qu'est-ce qui la compose?.....	p.50
4.2 Comment atteindre la durabilité?.....	p.53
5. L'agriculture alternative.....	p.58
6. L'agriculture soutenue par la communauté.....	p.62
6.1 Les racines de l'ASC.....	p.62
6.2 Définition de l'ASC.....	p.63
7. Différents concepts touchant l'ASC.....	p.65
7.1 Le développement local et la multifonctionnalité de l'espace rural périurbain.....	p.65
7.2 Le capital social et le rôle des acteurs locaux.....	p.67
7.3 Les réseaux et l'accès à l'information.....	p.71
7.4 L'utilité de la proximité urbaine pour les communautés rurales.....	p.74
7.5 Les marchés de proximité.....	p.76
8. La durabilité de l'agriculture soutenue par la communauté et son potentiel dans le développement des communautés rurales.....	p.81
9. Les résultats.....	p.86
9.1 Un portrait des exploitations.....	p.89
9.2 Un regard sur l'évolution des exploitations.....	p.92
9.3 Un survol des principales raisons pour participer à l'ASC.....	p.93
9.4 Les éléments importants dans l'agriculture soutenue par la communauté.....	p.95
9.5 Les perspectives futures et les stratégies.....	p.96
9.6 L'agriculture soutenue par la communauté et la communauté.....	p.101
9.7 Les limites de l'agriculture soutenue par la communauté.....	p.104
10. Analyse des résultats.....	p.107
10.1 Une synthèse des résultats.....	p.107
10.2 Une analyse croisée des résultats.....	p.109
10.3 Les conclusions des résultats.....	p.112
11. Conclusion.....	p.115
Bibliographie.....	p.120

Annexe 1 : Le questionnaire.....	p.137
Annexe 2 : Comparaison des paradigmes de l'agriculture conventionnelle et de l'agriculture alternative selon Beus et Dunlap (1990).....	p.145
Annexe 3 : Tableau transitionnel : De l'agriculture conventionnelle à l'agriculture durable selon Hill et MacRae (1995).....	p.148
Annexe 4 : Analyses de réponses à l'enquête.....	p.150
Annexe 5 : Croisements entre questions.....	p.168

Liste des tableaux

Tableau 1 : Principaux auteurs.....	p.5
Tableau 2 : Impacts environnementaux liés à l'agriculture.....	p.27
Tableau 3 : Caractéristiques des agricultures conventionnelle et alternative.....	p.59
Tableau 4 : Raisons pour lesquelles l'ASC est un outil important dans le développement d'une communauté rurale selon les agriculteurs rencontrés.....	p.103
Tableau 5 : Raisons expliquant que certains agriculteurs biologiques ne participent pas à un réseau d'ASC.....	p.105
Tableau 6: Forces et faiblesses de l'agriculture soutenue par la communauté.....	p.116
Tableau 7 : Points forts des paradigmes des agricultures conventionnelle et alternative.....	p.146
Tableau 8 : Transition de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture durable.....	p.149
Tableau 9 : Réponses à la question 3.....	p.151
Tableau 10 : Réponses à la question 5.....	p.152
Tableau 11 : Réponses à la question 8.....	p.153
Tableau 12 : Réponses à la question 9.....	p.154
Tableau 13 : Réponses à la question 12.....	p.155
Tableau 14 : Premières réponses à la question 13.....	p.156
Tableau 15 : Deuxièmes réponses à la question 13.....	p.157
Tableau 16 : Réponses à la question 14.....	p.158
Tableau 17 : Réponses à la question 15.....	p.159
Tableau 18 : Premières réponses à la question 16.....	p.160
Tableau 19 : Deuxièmes réponses à la question 16.....	p.161

Tableau 20 : Dernières réponses à la question 16.....	p.162
Tableau 21 : Réponses à la question 17.....	p.163
Tableau 22 : Réponses à la question 24.....	p.164
Tableau 23 : Réponses à la question 25.....	p.165
Tableau 24 : Réponses à la question 26.....	p.166
Tableau 25 : Réponses à la question 27.....	p.167
Tableau 26 : Réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 16.....	p.169
Tableau 27 : Réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 16.....	p.169
Tableau 28 : Réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des question 3 et 26.....	p.171
Tableau 29 : Réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 26.....	p.171
Tableau 30 : Réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 27.....	p.173
Tableau 31 : Réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 27.....	p.173
Tableau 32 : Réponses au croisement des questions 19 et 20.....	p.175
Tableau 33 : Réponses des moins de 4 ans d'expérience au croisement des questions 9 et 25.....	p.176
Tableau 34 : Réponses des plus de 4 ans d'expérience au croisement des questions 9 et 25.....	p.176

Liste des figures

Figure 1 : Variation du nombre total de fermes par rapport à leur taille....	p.11
Figure 2 : Variation des recettes agricoles par rapport au nombre et à la taille des fermes (1996-2000).....	p.12
Figure 3 : Nombre de fermes par régions administratives.....	p.86
Figure 4 : Nombre de fermes par régions administratives comptant au moins un point de chute dans la région.....	p.87
Figure 5 : Fréquence des réponses à la question 3.....	p.151
Figure 6 : Fréquence des réponses à la question 5.....	p.152
Figure 7 : Fréquence des réponses à la question 8.....	p.153
Figure 8 : Fréquence des réponses à la question 9.....	p.154
Figure 9 : Fréquence des réponses à la question 12.....	p.155
Figure 10 : Fréquence des premiers choix à la question 13.....	p.156
Figure 11 : Fréquence des deuxièmes choix à la question 13.....	p.157
Figure 12 : Fréquence des réponses à la question 14.....	p.158
Figure 13 : Fréquence des réponses à la question 15.....	p.159
Figure 14 : Fréquence des premiers choix à la question 16.....	p.160
Figure 15 : Fréquence des deuxièmes choix à la question 16.....	p.161
Figure 16 : Fréquence des derniers choix à la question 16.....	p.162
Figure 17 : Fréquence des réponses à la question 17.....	p.163
Figure 18 : Fréquence des réponses à la question 24.....	p.164
Figure 19 : Fréquence des réponses à la question 25.....	p.165
Figure 20 : Fréquence des réponses à la question 26.....	p.166
Figure 21 : Fréquence des réponses à la question 27.....	p.167

Figure 22 : Fréquence des réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 16.....	p.170
Figure 23 : Fréquence des réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 16.....	p.170
Figure 24 : Fréquence des réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 26.....	p.172
Figure 25 : Fréquence des réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 26.....	p.172
Figure 26 : Fréquence des réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 27.....	p.174
Figure 27 : Fréquence des réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 27.....	p.174
Figure 28 : Fréquence des réponses au croisement des questions 19 et 20	p.175
Figure 29 : Fréquence des réponses des moins de 4 ans d'expérience au croisement des questions 9 et 25.....	p.177
Figure 30 : Fréquence des réponses des plus de 4 ans d'expérience au croisement des questions 9 et 25.....	p.177

Liste des sigles et abréviations

ASC : agriculture soutenue par la communauté

INPACT : Initiative pour une agriculture citoyenne et territoriale

UPA : Union des producteurs agricoles du Québec

Remerciements

Tout d'abord, un merci particulier au Professeur Christopher R. Bryant sans qui ce mémoire n'aurait pas été possible. C'est grâce à son support académique et financier que la rédaction de ce mémoire a pu être complétée. Merci pour m'avoir accompagné, guidé, corrigé et encadré à travers tout le projet, de ses débuts à sa fin!

Je tiens également à remercier toutes les personnes qui ont permis à cette étude de se faire. Un merci tout spécial à tous les agriculteurs qui ont accepté de me recevoir chez eux et qui ont répondu avec enthousiasme à mes nombreuses questions.

Finalement, merci à toute ma famille, particulièrement mon épouse, pour avoir cru en moi, pour m'avoir encouragé, supporté et pour avoir été là pour moi tout au long de la rédaction de ce travail.

1- Introduction

*« Ill-suited agriculture has ended more civilizations than armies have crushed
– and done it more permanently. » (Savory, 1994 : 139)*

L'agriculture, comme tout mode de production, en est un qui évolue. Elle se transforme, s'adapte en fonction de ce que les producteurs recherchent mais aussi, et surtout, en fonction de ce que les marchés demandent. Ainsi, au fil des ans, de nouvelles méthodes de production, de nouveaux produits, mais aussi de nouvelles contraintes sont apparus pour former ce qu'est l'agriculture actuelle. Cette agriculture actuelle tend à prendre un visage industriel et ce nouveau visage n'en est pas un qui plaise à tous.

Il s'agit en fait d'une agriculture qui adopta dans le cours de son évolution au 20^e siècle les principes de la production industrielle retrouvés dans d'autres domaines économiques : les économies d'échelle, la mécanisation, les intrants chimiques et les nouvelles technologies de pointe. Cependant, on note de plus en plus un questionnement face à un tel mode de production, et ce autant chez les producteurs que chez les consommateurs. On se demande de plus en plus si cette agriculture devenue conventionnelle en est une qui convienne à notre société, à ses besoins, à ses intérêts et à ses préoccupations; et c'est dans cette optique que vient s'insérer le sujet de ce mémoire.

De ces questionnements naissent des moyens de production alternatifs, dont l'agriculture soutenue par la communauté (ASC). L'ASC, une production biologique à travers laquelle l'agriculteur développe un lien étroit directement avec le consommateur, s'inscrit donc dans ce mouvement de protestation face à la production agricole dite conventionnelle ou productiviste, cette production de grande surface qui dépend fortement d'intrants chimiques, de machinerie et de marchés éloignés.

L'ASC est un partenariat direct qui prend place entre le producteur et le consommateur (Henderson, 1999). C'est « une relation de support mutuel et d'engagement entre le fermier local et des membres de la communauté qui paient au fermier des frais annuels afin de couvrir les coûts de production à la ferme » (The Community Supported Agriculture Center, <http://www.csacenter.org/movement.html>, page consultée le 7 septembre 2004; traduction libre de l'auteur).

Le but de ce travail est de définir l'agriculture soutenue par la communauté en tant que moyen de production alternatif en milieu périurbain, d'expliquer d'où elle vient, quelles sont les innovations qu'elle amène et quels sont les rôles des producteurs et des consommateurs. Il est également important de comprendre son rôle dans le développement des communautés rurales se situant en zones urbaines et périurbaines de la région métropolitaine de Montréal, tout en essayant d'évaluer comment les agriculteurs la pratiquant la perçoivent. L'intérêt de ce travail est donc de comprendre ce qui pousse certains agriculteurs à adopter cette pratique agricole plutôt qu'une autre tout en explorant la question des marchés alternatifs de proximité pour la durabilité de l'agriculture périurbaine.

Il est clair que les points de vue diffèrent sur les façons de gérer les aléas de la production agricole actuelle et que le cadre peut changer d'un pays à un autre, voire d'une région à une autre. Il est donc important de noter que le but de ce travail est d'étudier une méthode particulière (l'ASC) dans un milieu précis (la périphérie de Montréal). Ainsi, certaines conclusions de ce travail, même si elles touchent certains concepts globaux, ne sont pas nécessairement généralisables à tous les différents contextes et certains groupes d'agriculteurs, évoluant dans différents contextes, sous différentes politiques, ne s'y retrouveront peut-être pas toujours.

Pour atteindre son but, ce travail est composé de deux parties : une partie théorique et conceptuelle et une partie de terrain pratique. Dans la première partie, l'agriculture est mise en contexte afin d'expliquer d'où vient l'idée, voire le besoin, de l'agriculture soutenue par la communauté. À travers cette importante mise en

situation nous traitons de l'industrialisation de l'agriculture, des préoccupations qui en découlent (préoccupations concernant l'environnement et craintes concernant la santé des consommateurs suite à l'utilisation de produits chimiques ou au développement de nouvelles espèces modifiées génétiquement), des conséquences de cette industrialisation (endettement des fermiers, disparition de fermes, agrandissement des fermes, rejet du mode de production industrielle, et ainsi de suite), pour terminer en mettant l'agriculture en contexte, global dans un premier temps, puis local dans un second. Ces deux mises en contextes permettent de relativiser le développement de l'agriculture en la mettant en relation avec des influences tantôt globales (mondialisation des marchés, entre autres), tantôt locales (étalement urbain, entre autres), tout en permettant d'aborder certains concepts tels la multifonctionnalité de l'espace périurbain et l'étalement urbain.

Suite à cette mise en contexte générale de l'agriculture, il est intéressant d'étudier la question de la durabilité de l'agriculture, qu'est-ce qui la compose, comment l'atteindre, mais surtout quel est le rôle des méthodes alternatives de production dans la recherche de cette durabilité. Est-ce que les méthodes de production alternatives représentent la seule voie pour atteindre la durabilité? Nous étudions ainsi le concept de durabilité de l'agriculture en regardant la dualité qui existe entre la production conventionnelle et les méthodes de production alternatives.

Le chapitre suivant ce regard sur la durabilité de l'agriculture traite de l'agriculture soutenue par la communauté, qui est ici définie et mise en contexte pour ensuite être mise en relation avec d'autres concepts et idées tels l'agriculture durable, l'agriculture alternative, le développement local et la multifonctionnalité de l'espace rural périurbain, le capital social et le rôle des acteurs locaux, les réseaux et l'accès à l'information et les marchés de proximité. Les différents concepts présentés à travers ce travail en sont tous qui touchent directement ou indirectement l'ASC. Certains, tels l'urbanisation, l'agriculture périurbaine, la multifonctionnalité du territoire rural périurbain et la proximité des marchés définissent le cadre au sein duquel l'ASC se développe. D'autres, tels le capital social et les réseaux constituent des éléments

contribuant au développement de l'ASC; alors que des concepts tels la durabilité de l'agriculture et le développement local constituent des finalités de l'ASC.

Suite à cette étude de l'interaction entre l'ASC et ces différents concepts, nous pouvons voir concrètement quel effet celle-ci a sur la durabilité de l'agriculture. Plusieurs méthodes de production alternatives existent et toutes n'ont pas le même effet sur la durabilité de l'agriculture. Nous cherchons ainsi à définir le potentiel de l'ASC sur la recherche de durabilité au sein du système de production agricole actuel. S'agit-il d'un effet direct ou indirect? D'un effet valable ou non? Autrement dit, l'ASC permet-elle l'atteinte d'une agriculture durable, et si oui dans quelle mesure?

Tel que mentionné auparavant, un des objectifs de ce travail est de comprendre le but de l'ASC mais également les raisons qui poussent certains agriculteurs à opter pour cette pratique. La deuxième partie de ce travail cherche donc à saisir comment l'agriculture soutenue par la communauté est perçue par celles et ceux qui la pratiquent et qui en dépendent, et ce par l'examen d'une étude de cas portant sur les agriculteurs pratiquant l'agriculture soutenue par la communauté dans la grande région métropolitaine de Montréal et faisant partie du *Réseau Équiterre*, réseau administrant l'effort d'agriculture soutenue par la communauté au Québec et touchant près de 150 fermes réparties à travers la province (Équiterre, 2006). Cette étude de cas permet donc d'ajouter un côté palpable à cette étude conceptuelle de l'ASC.

2- Méthodologie

La réalisation de ce travail implique une double méthodologie de travail. Dans un premier temps, une démarche principalement conceptuelle par laquelle certains concepts et idées clés sont définis est utilisée. Cette démarche conceptuelle implique l'utilisation d'un nombre important de textes de sources diverses ayant comme point de ralliement l'agriculture, son évolution, sa durabilité et ses nouvelles méthodes de gestion alternatives. Le tableau 1 suivant permet d'allier les principaux auteurs consultés aux différentes orientations et différents concepts que ce travail abordera. Sur ce tableau ne figurent que les auteurs dont les écrits sont considérés comme étant essentiels à la rédaction de ce mémoire. Certains de ces auteurs se retrouvent, par la généralité de leurs travaux, dans plus d'une thématique. D'autres auteurs, d'autres écrits ont aussi été consultés pour l'élaboration de ce travail mais ne figurent pas sur le tableau 1 puisque considérés comme étant moins indispensables, quoique fort utiles.

Tableau 1 : Principaux auteurs

Thématiques	Auteurs
Évolution de l'agriculture	Altieri, M.A., 1998; Buckwell, A. et S. Armstrong-Brown, 2004; Dahlberg, K.A., 1992, 1994; Grey, M.A., 2000; Horrigan et al., 2002; Robertson, A., 2000 ; Thompson, P.B., 2000; Troughton, M.J., 1986, 1992; Walford, N., 2003; Zilberman et al., 1999; Zinati, G.M., 2002
Évolution et adaptation de l'agriculture périurbaine	Blobaum, R., 1987; Bryant, C.R., 1989, 1992a, 1997; Bryant, C.R., et al., 1991; Bryant C.R. et Johnston, T.R.R., 1992; Bryant, C.R. et C. Marois, 1998; Deslauriers, P., et al., 1991; Des Roches, S., 1999; Lockeretz, W., 1987; Marois, C., 1993; Richard, M., 1998; Vail, D., 1987
Multifonctionnalité de l'espace rural périurbain, étalement urbain et rôle de l'agriculteur	Bonerandi, E. et al., 2003; Buckwell, A. et S. Armstrong-Brown, 2004; Burton, R.J.F., 2004; Dahlberg, K.A., 1992, 1994; Donadieu, P., 1998; Donadieu, P. et A. Fleury, 2003; Fleury, A. et P. Donadieu, 1997; Gillham, O., 2002; Hendrickson, M.K. et H.S. James Jr, 2005; Kerkstra, K et P. Vrijlandt, 1990; Lamonde, P., 1992; Ritchot, G., Mercier, G. et S. Mascolo, 1994; Thonon, A et B. Georges, 1992; Weersink, A., 2002
Agriculture alternative	Abaidoo, S. et H. Dickinson, 2002 ; Antle, J.M. et S.M. Capalbo, 2002 ; Beauchesne, A., 1999 ; Beus, C.E. et R.E. Dunlap 1990, 1994 ; Bouffard, D.-P., 1993 ; Bryant, C.R., 1987, 1997, 1999 ; Buttel et al., 1986 ; Elmaz, Ö, et al., 2004 ; Grey, M.A., 2000; Hill, S.B. et R.J. Macrae, 1995; Johnston, T.R.R., 1987; Thompson, P.B., 2000; Zinati, G.M., 2002 (suite)

Agriculture soutenue par la communauté	Cone, C.A. et A. Myhre, 2000 ; Grey, M.A., 2000
Agriculture durable	Altieri, M.A., 1998; Bowler, I., 2002; Dahlberg, K.A. 1994; Dakers, S., 1992; Epps, R., 2002; Horrigan et al., 2002 ; Hulse, J.H., 1995 ; INPACT, 2001; Savory, A., 1994; Seitz, J.L., 2002 ; Shand, H.J., 1998
Préoccupations environnementales et de santé	Altieri, M.A., 1998; Buckwell, A. et S. Armstrong-Brown, 2004; Crouch, M.L., 1995; Dahlberg, K.A. 1992, 1994; Firbank, L.G., 2005; Horrigan et al., 2002; Robertson, A, 2000; Weersink, A., 2002; Wilson, C. et C. Tisdell, 2001 ; Zilberman et al., 1999
Marchés de proximité et marchés alternatifs	Appleby, 2005; Bryant, 2002; Cocklin et al., 2002; Epps, 2002; Ilbery et Maye, 2005a, 2005b; Polèse 1994
Développement local, réseaux et capital social	Bryant, C.R., 1992b, 1995, 2002; Callois et Angeon, 2004; Durlauf et Fafchamps, 2004; Marsden, 1999; O'Toole et Burdess, 2004; Polèse, M. et W.J. Coffey, 1982; Polèse, 1994; Trigilia, 2001; Troughton 1986

La deuxième partie de ce travail, c'est-à-dire l'étude de cas, nécessite une méthodologie plus pratique que la première partie. Il s'agit en fait d'un questionnaire de 31 questions qui fut administré à des agriculteurs faisant partie du réseau d'agriculture soutenue par la communauté et ayant pour marché principal la ville de Montréal et ses environs. Pour cette étude, 42 agriculteurs furent sollicités, dont 22 répondirent favorablement à la demande de participer à cette étude. Ces agriculteurs furent sélectionnés selon deux critères principaux : 1- être membre du réseau d'agriculture soutenue par la communauté du *Réseau Équiterre*; 2- desservir la grande région métropolitaine de Montréal (p. ex : ferme située au sein de la région métropolitaine, points de chute situés dans la région métropolitaine, et ainsi de suite). Le premier critère permet d'évaluer l'utilité de l'organisation en tant que réseau, tandis que le deuxième permet de mieux évaluer le rôle de la proximité du marché métropolitain dans l'évolution de l'agriculture soutenue par la communauté. Ces deux critères sont donc très importants dans le traitement de la mise en marché de l'ASC.

Le questionnaire fut administré au printemps 2005, tout juste avant le début des travaux aux champs, pendant la période de recrutement d'« associés » par les agriculteurs. La période de recrutement est cruciale pour la majorité des agriculteurs

puisqu'elle leur permet de s'assurer un revenu pour la saison à venir. C'est aussi une période où les agriculteurs sont peut être davantage attentifs aux principes de l'agriculture soutenue par la communauté, ses avantages et inconvénients, d'où l'intérêt de les questionner à cette période de l'année.

Le questionnaire (présenté en annexe 1 à la page 137) comprend des questions à choix de réponses tout comme quelques questions à court développement. Celui-ci fut administré par l'enquêteur lors de rencontres chez les agriculteurs répondants. Le questionnaire fut adapté après quelques rencontres afin d'y ajouter deux questions permettant une évaluation plus précise et personnelle de la pensée et de la situation des répondants face à l'ASC. Les questions à développement, laissant une plus grande liberté de réponse aux répondants, offrent la possibilité d'avoir des réponses plus personnelles que les questions à choix de réponses établies par l'enquêteur. Un tel questionnaire permet ainsi d'évaluer certains éléments que l'enquêteur considère importants à la définition de l'ASC (questions à choix de réponses) ainsi que certaines perceptions propres à chacun des répondants (questions à développement court). Des questions du type : « classez en ordre d'importance pour vous ces éléments... » permettent de regrouper ces deux types d'éléments de réponse. Le but de ce travail étant de bien saisir l'intérêt des agriculteurs à participer au réseau d'ASC, il est primordial que le questionnaire puisse évaluer les facteurs considérés importants par les agriculteurs dans l'ASC en général tout comme leurs points de vue personnels sur la question de l'ASC en particulier.

Les résultats de ce questionnaire sont analysés en trois étapes. Premièrement, étant donné le caractère personnel de la plupart des réponses, chacune des questions est analysée individuellement afin de bien comparer les réponses de chacun des répondants pour chaque question et ainsi pouvoir effectuer un traitement des réponses en cas par cas, celles-ci représentées en tableaux ou sous forme de statistiques. Deuxièmement, les questions sont regroupées en catégories afin de pouvoir effectuer des associations dans les réponses et ainsi essayer d'en sortir des lignes conductrices. Ces regroupements sont de sept ordres : 1- un portrait des exploitations; 2- un regard

sur l'évolution des exploitations; 3- un survol des principales raisons pour participer à l'agriculture soutenue par la communauté; 4- les éléments importants dans l'agriculture soutenue par la communauté; 5- les perspectives futures et les stratégies; 6- l'agriculture soutenue par la communauté et la communauté; et 7- les limites de l'agriculture soutenue par la communauté. Finalement, des croisements entre réponses sont tentés afin d'apprécier les relations qui existent entre différents objets que le questionnaire tente d'évaluer. Par exemple, il est intéressant de voir si l'ancienneté de la participation au réseau d'ASC joue un rôle décisif dans la nécessité perçue qu'a l'agriculteur de s'adapter au marché. Aussi, une généralisation des résultats est effectuée afin de voir s'il y a des tangences qui ressortent.

Cependant, avant de s'attaquer aux résultats en tant que tel, commençons tout d'abord par explorer l'évolution de l'agriculture canadienne afin de bien comprendre dans quel contexte cette étude se situe. Malgré qu'une telle mise en contexte puisse paraître exhaustive, elle est cependant nécessaire à la compréhension du besoin qui se cache sous l'agriculture soutenue par la communauté.

3- Mise en contexte : survol de l'agriculture canadienne

Comme nous l'avons mentionné, l'agriculture est un mode de production qui est en constante évolution. Après l'industrialisation de l'agriculture qui s'est faite au cours des dernières décennies (Conseil de la conservation et de l'environnement, Gouvernement du Québec, 1990), on remarque de nos jours une sorte de retour du balancier visant à analyser, expliquer et comprendre les conséquences de ce mode de production, qu'elles soient actuelles ou futures. De plus en plus on remarque, autant chez le producteur que chez le consommateur, un questionnement sur la durabilité d'un tel mode de production agricole. Pourtant, cette façon de produire n'est pas d'hier. Comme le mentionne Troughton (1986), la production agricole canadienne a été fortement influencée par la Révolution Industrielle, et donc, depuis la fin du dix-huitième siècle, le but visé est devenu l'entreprise agricole commerciale. Selon Buckwell et Armstrong-Brown (2004), l'industrialisation de l'agriculture constitue la deuxième « génération agricole », la première débutant avec les premiers efforts de culture et d'élevage et s'échelonnant jusqu'à la Révolution Industrielle. Cette évolution de l'agriculture a été fortement accélérée après la Deuxième Guerre mondiale. Bon nombre de produits et techniques furent ainsi développés après la guerre, surtout en Amérique du Nord où la demande pour la production agricole crue de façon importante, et ce sans compter les produits et machineries qui furent empruntés directement à la machine de guerre tels les avions arroseurs, les herbicides (DDT) et autres produits développés durant ces années de conflits (Kroese, 2002).

Tel que le fait remarquer Thompson (2001) en s'inspirant des écrits de Cronon (1991), la deuxième moitié du 19^e siècle représente une époque où les villes vinrent à dominer le paysage nord-américain. Avec le développement du chemin de fer, l'agriculture devint emmêlée dans une toile industrielle conçue pour acheminer de la nourriture bon marché aux employés des usines industrielles grossissantes. On remarqua alors une traduction des découvertes émanant de la science dans des technologies qui pouvaient devenir utiles dans la bataille pour la production (Kroese, 2002).

Ainsi, une grande partie des changements apportés à l'agriculture, du moins jusqu'à la fin des années 1970, « représentent l'intégration du modèle de production industriel dans l'agriculture » (Deslauriers et al., 1992 : 77). Cette intégration amena une mécanisation de l'agriculture, une dépendance croissante envers les intrants externes à la ferme, une consolidation de l'entreprise agricole et un effritement de la base d'emploi (Deslauriers et al., 1992). Cette mécanisation de l'agriculture bouleversa le visage de l'agriculture canadienne qui devint ainsi une agriculture intensive à grande échelle. On voit donc apparaître une dépendance accrue envers les combustibles fossiles, mais aussi on remarque une tendance vers l'uniformisation des cultures (Troughton, 1992). La poussée pour l'efficacité et le développement de l'agriculture dans une orientation capitaliste enleva l'emphase sur les productions diversifiées pour la mettre sur la spécialisation (Grey, 2000). Ainsi, l'être humain, ayant cultivé la terre depuis plus de 10 000 ans, n'est devenu dépendant des engrais et pesticides synthétiques et de la machinerie agricole alimentée de combustibles fossiles que depuis près de cinquante ans (Horrigan et al., 2002).

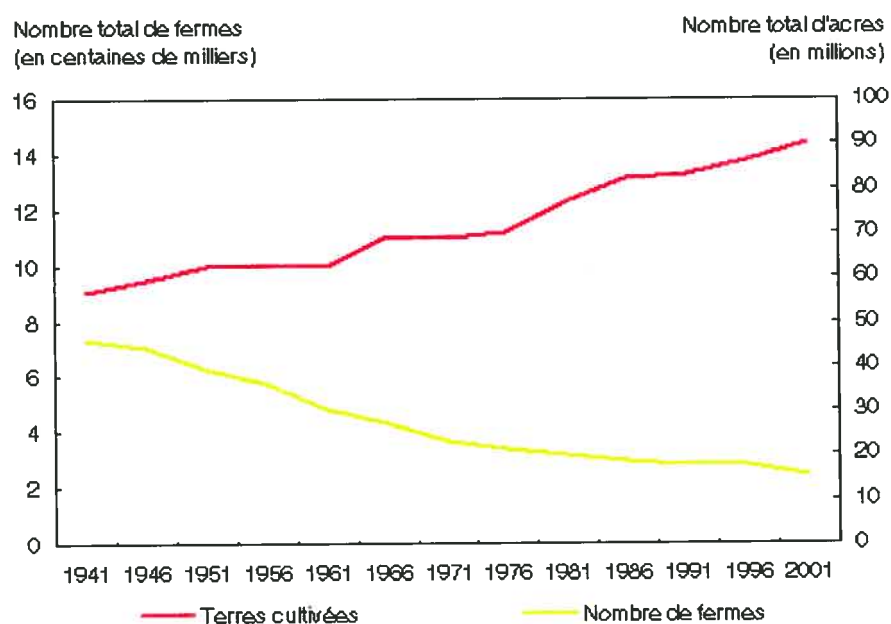
Cette mécanisation et le développement de nouveaux intrants permettant un meilleur rendement des cultures auront de lourdes conséquences sur le monde agricole canadien. Par exemple, entre 1939 et 1961, époque à laquelle la mécanisation de l'agriculture s'est rapidement développée, on remarque un déclin massif dans l'emploi sur les fermes (qui est aussi explicable par l'attrait des emplois en ville à proximité (Deslauriers et al., 1992)) et dans le nombre total de fermes. Ainsi, en une vingtaine d'années, on note une diminution de 50% de l'emploi et une perte de près de 35% des fermes (Troughton, 1992).

Si on regarde des données plus récentes, afin de voir si la tendance s'est maintenue ou a été renversée, on remarque, et ce selon les chiffres de Statistique Canada (Recensements de l'agriculture et de la population, 2001), que le nombre de fermes continue de diminuer, au pays comme au Québec. On note donc au Canada entre 1996 et 2001 une perte de 10,7% du nombre total de fermes. Le Québec, avec la même diminution, soit 10,7%, suit la tendance nationale. En même temps, on

remarque une diminution de la population agricole, passant de 3 % de la population canadienne totale en 1996 à 2,4 % en 2001. Pour ce qui est du Québec, le pourcentage de population qui pratique l'agriculture passe de 1,6 % en 1996 à 1,3 % en 2001.

Cependant, même si le nombre total de fermes au Canada a diminué, on remarque, et ce toujours selon les chiffres du recensement de Statistique Canada de 2001, une croissance dans la superficie des fermes restantes. Ainsi, de 1981 à 2001, on remarque une perte de 71 438 fermes au pays alors que la superficie moyenne des fermes restantes passe de 207 hectares en 1981 à 273 hectares en 2001. Pour ce qui est du Québec, pour le même laps de temps, on remarque une perte de 16 005 fermes pour une augmentation de superficie passant de 78 hectares à 106 hectares. On peut donc clairement voir que même si le nombre de fermes diminue, leur taille augmente. La figure suivante (figure 1) permet encore mieux de voir cette tendance inverse qui existe entre le nombre de fermes et leur superficie.

Figure 1 : Variation du nombre total de fermes par rapport à leur taille

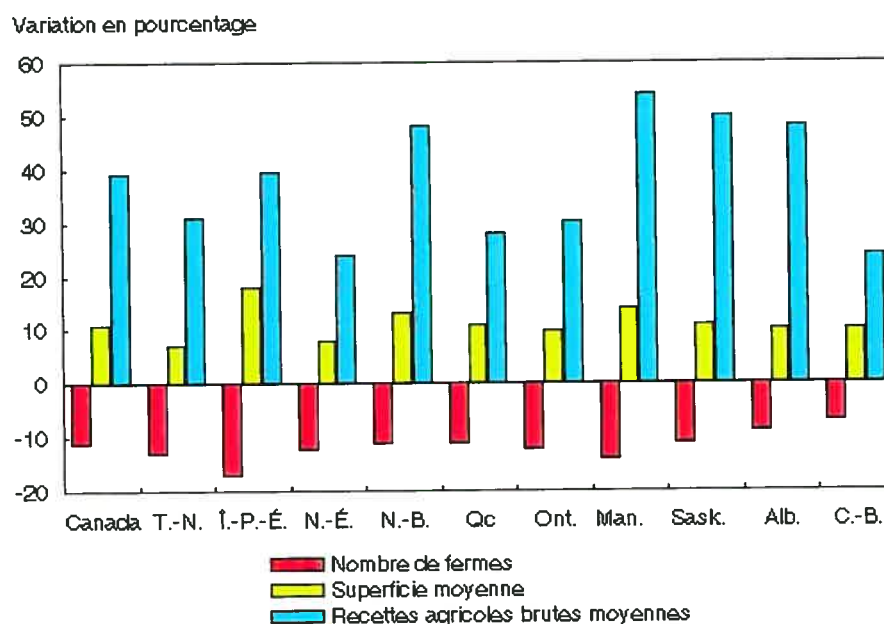


Source : Statistique Canada, 2003

L'industrialisation, caractérisée par la standardisation, la production de masse et la spécialisation, permit une croissance substantielle de la production (Hendrickson et James, 2005). Ces systèmes agricoles industriels permirent d'accroître les récoltes tout en diminuant les besoins de main-d'œuvre (Zinati, 2002). La mécanisation qui s'y opéra résulta au fait qu'une main-d'œuvre plus petite, mais mieux formée, est maintenant nécessaire aux travaux agricoles (Walford, 2003).

Étant donné que la quantité de fermes diminue mais que le nombre total d'hectares cultivés augmente, nous sommes en droit de nous demander si ces changements technologiques ne constituent pas une panacée face aux problèmes de production alimentaire. Du point de vue simplement monétaire, les récompenses financières des fermiers furent obtenues par l'augmentation de la production (Burton, 2004). On voit donc une certaine augmentation dans les revenus des agriculteurs, et ce tant au Canada qu'au Québec. On peut voir, sur la figure suivante, la relation qui existe entre le nombre de fermes, leur superficie et leur rendement.

Figure 2 : Variation des recettes agricoles par rapport au nombre et à la taille des fermes (1996-2000)



Source : Statistique Canada, 2003

Par contre, à cause du poids financier des infrastructures, des intrants et des machineries demandés pour un tel type de production, on observe en même temps une hausse du coût de production qui vient nuire aux bénéfices monétaires de la production à grande échelle, donnée qui manque au tableau produit par Statistique Canada. Ainsi, selon Statistique Canada (2001), on observe une hausse des revenus d'exploitation totaux moyens au pays de 73,4 % entre 1992 et 2001, mais en même temps on remarque que les dépenses d'exploitation totales moyennes augmentent de 77,8 %.

À titre indicatif, afin d'illustrer la lourdeur financière des infrastructures, l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA, 2006) déclare qu'il faut 5\$ d'actifs pour générer 1\$ de revenu. À la lumière de ces chiffres, on peut dire que l'industrialisation massive de l'agriculture et la croissance de ses besoins en intrants externes (p. ex : engrais, pesticides, essence) a eu pour conséquence d'augmenter le fardeau monétaire des agriculteurs canadiens. Ainsi, le fermier canadien moyen gagnait, en 2002, 34 127\$, soit une baisse de 16% par rapport au revenu net moyen de l'année précédente, et ce principalement dû à une hausse des dépenses moyennes d'exploitation de 7% au pays (Statistique Canada, janvier 2004)¹. De ce fait, la dette agricole totale du Québec (en dollars courants) est passée de 613 710 000\$ en 1971 à 9 982 603 000\$ en 2004 (Statistique Canada, novembre 2004; mai 2005). Or, malgré l'augmentation des recettes agricoles que le tableau invoquait un peu plus tôt, l'agriculture québécoise est loin de rouler sur l'or et, subséquemment, un des défis importants à relever pour le futur est de s'assurer de trouver des moyens pour diminuer l'endettement agricole qui croisse sans cesse.

Pour certains, la solution est de produire plus pour vendre encore plus et augmenter les revenus. On a donc vu depuis quelques décennies, tel que mentionné plus tôt, l'agriculture se tourner d'un mode de production alimentaire de petite échelle à un

¹ Le revenu net comptant moyen chuta à 25 311\$ en 2003, une différence de 26 % par rapport à 2002. Cependant, cette chute étant grandement causée par la diminution drastique des revenus dus à la vente de bétail suite aux cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (maladie de la vache folle), ces derniers chiffres ne sont pas pris en compte dans le présent travail puisqu'ils sont considérés comme ne reflétant pas une évolution normale (Statistique Canada, décembre 2004).

mode de production alimentaire de commerce, et ce de plus en plus suite à l'industrialisation de notre société. Les producteurs ne produisent donc plus seulement pour les besoins immédiats de leur famille mais plutôt comme source de revenu afin de répondre à ces mêmes besoins. Les fermes ne sont plus des entités familiales mais plutôt de vraies entreprises, avec la conséquence que « passant de l'agriculture familiale à l'agriculture d'entreprise, l'agriculteur troque sa condition, son état, son mode de vie et jusqu'à sa façon d'être pour une profession qu'il exercera à côté de sa vie familiale » (Thonon et Georges, 1992 : 951). Ainsi, la vision populaire de la ferme traditionnelle comme étant diversifiée et centrée sur la famille est maintenant rarement exacte (Grey, 2000). L'agriculture est ainsi passée d'une production diversifiée, de petite échelle, dépendante des systèmes de marketing locaux et d'un travail principalement humain et animalier, à des systèmes de monocultures de grande échelle dépendants d'énergie bon marché et de larges marchés (Dahlberg, 1992).

Ce virage vers une production commerciale fait en sorte que depuis des décennies nous cherchons à améliorer la productivité de nos récoltes. Les producteurs agricoles recherchent de meilleurs profits, mais aussi des profits plus stables (Zilberman et al., 1999). Ainsi, « les fermiers impliqués dans une agriculture industrielle sont des gens d'affaires; leur objectif principal est de produire de la nourriture et d'en tirer un profit raisonnable » (Robertson, 2000 : 415; traduction libre de l'auteur). On cherche de nouveaux produits, autant dans les engrais et les pesticides que dans les semences, qui permettront aux agriculteurs d'augmenter leurs récoltes et ainsi rentabiliser les productions agricoles. Avec cette quête de profits, la production agricole devient dépendante, tel que mentionné plus tôt, de marchés plus larges. Les prix de plusieurs denrées et intrants agricoles sont donc déterminés par des transactions faites sur des marchés interrégionaux et internationaux (Zilberman et al., 1999). Les agriculteurs vont ainsi adapter leur production aux fluctuations des prix sur les marchés, de la main d'œuvre, des produits agrochimiques et à la qualité des divers intrants (Zilberman et al., 1999).

Cette recherche constante de profits, et donc de nouveaux produits, a mené à des investissements majeurs de grandes entreprises dans la recherche et le développement agricoles. L'expression « Révolution Verte » est utilisée pour nommer ce développement scientifique de produits et techniques agricoles. Cette expression représente en quelque sorte la concrétisation de cette recherche constante de meilleure profitabilité des terres. La campagne pour l'intensification des systèmes agricoles a été un point important des décennies *productivistes*, où on encouragea les fermiers à accroître les rendements et à rationaliser l'usage des ressources locales (Walford, 2003). On cherchait à se dégager des intrants locaux coûteux et potentiellement laborieux pour des matériaux industriellement produits, ce qui eût pour conséquence que les fermiers devinrent plus dépendants des fournisseurs industriels d'intrants agrochimiques et de machinerie en remplacement de la main d'œuvre (Walford, 2003).

Cette industrialisation, demandant de larges ressources financières, mena au développement de grosses corporations et à la concentration du capital et du contrôle dans le système agricole et alimentaire (Hendrickson et James, 2005). Ainsi le contrôle se déplaça des fermes indépendantes vers des firmes non fermières (Grey, 2000). Les dangers d'un tel type de production industriel, en plus de la perte des unités de production (fermes) économiquement non-viables, résident dans le fait que les fermiers perdent le contrôle de leur propre production. Ainsi, les fermiers « opèrent dans un marché où les décisions sont prises hors du milieu rural et où les intrants sont également contrôlés de l'extérieur » (Troughton, 1986 : 14; traduction libre de l'auteur); alors que les entreprises (*agribusiness*) de fourniture d'intrants et de distribution et transformation de la production sont celles qui ont le plus bénéficié de l'industrialisation de l'agriculture (Troughton, 1992).

En conséquence, ceux qui sont responsables de la production – fermiers, employés de la ferme et employés transformant la nourriture – ont perdu leurs aptitudes, les décisions quittant de plus en plus le réel point de production et laissant les fermiers avec des emplois économiquement marginaux (Hendrickson et James, 2005).

Ainsi, la tendance qu'a l'agriculture à se tourner vers des fermes plus grosses et plus mécanisées a également des conséquences sociales, Strange (1988, dans Horrigan et al., 2002) affirmant que la consolidation des fermes mène à la détérioration du tissu social rural. L'importante question concernant qui prend les décisions face à ce qui est produit et consommé joue un rôle considérable dans la responsabilité qu'a l'agriculteur à travers la production, mais aussi par rapport à la valeur que le reste de la société accorde au rôle d'agriculteur en général. À une époque où les décisions face à la production agricole sont de plus en plus prises par de grands propriétaires terriens, l'élite rurale et de plus en plus l'industrie alimentaire (Dahlberg, 1994), et où le pouvoir économique et politique se trouve de plus en plus à la ville (Savory, 1994), on ne peut que se questionner sur le rôle du petit agriculteur, celui qui tente toujours de conserver une production de type familiale, alliant une agriculture de type industrielle à une agriculture de subsistance (Thonon et Georges, 1992).

Les agriculteurs se retrouvent donc pris dans un système de production de type industriel dans lequel ils ont de moins en moins le dernier mot et qui dépend de plus en plus de ressources non renouvelables, mais aussi dans un système agricole où les retours financiers émanant de la production vont en premier lieu au capital, et non à la terre ou à la main-d'œuvre (Thompson, 2000). En plus des conséquences sociales ci-dessus énoncées, cette dépendance envers la machinerie et les intrants agrochimiques ont de lourdes conséquences sur l'environnement, sur l'économie et sur notre santé, conséquences qui préoccupent de plus en plus de gens (Altieri, 1998). Les augmentations de production résultant du transfert de technologies ont été réalisées aux dépens de l'environnement, de l'autosuffisance locale et de la stabilité communautaire (Crouch, 1995). Ce qui nous amène au prochain volet de ce travail, c'est-à-dire les préoccupations environnementales et de santé.

3.1- Préoccupations

L'agriculture conventionnelle fait donc de plus en plus l'objet de critiques concernant sa durabilité. Selon Horrigan et al. (2002), plusieurs inquiétudes sont liées au mode de production actuel :

- Les monocultures érodent la biodiversité au sein des plantes et animaux.
- Les pesticides et engrais chimiques synthétiques polluent le sol, l'air et l'eau, faisant du mal autant à l'environnement qu'à l'être humain.
- Le sol est érodé plus rapidement qu'il ne peut être reconstitué, perdant la fertilité et les nutriments qui nourrissent les plantes et ceux qui les mangent.
- L'eau est consommée à un rythme insoutenable dans plusieurs zones agricoles.

Aussi, l'agriculture industrielle est considérée non durable parce qu'elle dépend principalement de ressources non renouvelables, tels les combustibles fossiles, et parce que la consommation de certaines ressources s'effectue à un rythme plus élevé que celui de la régénération de ces mêmes ressources (Horrigan et al., 2002). Les pratiques agricoles conventionnelles constituent une grande demande en énergie non renouvelable pour la confection d'engrais et de pesticides, mais aussi pour les besoins de la machinerie agricole (Zinati, 2002). Subséquemment, malgré tous les progrès en terme de production amenés par cette « Révolution Verte », beaucoup lui ont trouvé de graves conséquences. On lui reproche de plus en plus d'être néfaste pour l'environnement, mais aussi d'être dangereuse pour la santé des gens (Horrigan et al., 2002).

3.1.1- La pollution environnementale

Au niveau des préoccupations environnementales, on note une crainte croissante envers les produits utilisés dans la production agricole et leurs effets sur l'environnement, certains chercheurs américains allant même jusqu'à qualifier les fermiers de groupe, parmi les groupes sociaux majeurs, le plus anti-environnemental

(Buttel et al., 1986). La production agricole et l'utilisation d'intrants peut affecter l'environnement de deux façons : premièrement par l'épuisement de ressources naturelles in situ; deuxièmement par les mouvements ex situ de produits polluants, par exemple des écoulements de sol, de nitrates ou de pesticides (Zilberman et al., 1999). Ainsi, beaucoup de pesticides, d'engrais et d'herbicides utilisés dans la production agricole se retrouvent, souvent par écoulement ou infiltration, dans des cours d'eau, dans la nappe phréatique, dans les sols, et ce souvent en dose nuisible à l'environnement (Horrigan et al., 2002). Certains estiment que seulement un tiers à une moitié des nitrogènes appliqués en tant qu'engrais sont absorbés par les plantes (Tilman 1998, dans Horrigan et al., 2002), le reste se retrouvant dans l'environnement.

Le problème est que puisque l'industrialisation de l'agriculture favorisa une homogénéisation de la production, les nutriments du sol sont souvent épuisés. Avant qu'il y ait cette uniformisation des cultures, les fermiers pratiquaient généralement une production où on alternait les productions sur la terre pour favoriser une régénération des nutriments dans le sol. Par exemple, une année on plantait du blé, l'année suivante des légumes, l'année d'après du maïs, et ainsi de suite. Cette rotation des cultures faisait en sorte que, toutes les productions ne nécessitant pas nécessairement les mêmes nutriments, chacune apportait ou permettait de fixer différents nutriments dans le sol (Altieri, 1998). Les nutriments du sol étaient ainsi naturellement régénérés. Par contre, avec l'industrialisation de l'agriculture, les fermiers pratiquent beaucoup moins la rotation des cultures. Ainsi, chaque année les mêmes nutriments sont utilisés dans le sol sans jamais être remplacés de façon naturelle. Afin de contrecarrer ceci, les fermiers utilisent des engrais chimiques qui permettent de remplacer cet apport auparavant naturel.

Le malaise vient du fait que dans notre système agricole actuel, mené par une vision capitaliste, on favorisa le développement de fermes à grandes surfaces où on pratique une monoculture hautement spécialisée qui demande une mécanisation adaptée. Ces fermes spécialisées profitant des économies d'échelle, les incitatifs pour une diversité

des cultures sont remplacés par une plus grande utilisation d'engrais et de pesticides. Cette absence de diversité et de rotation de cultures fait disparaître des éléments autorégulateurs clés, faisant de ces monocultures des écosystèmes agricoles fortement vulnérables et dépendants des engrais chimiques (Altieri, 1998). Ainsi, selon Troughton (1986), l'orientation commerciale de l'agriculture et l'uniformité des méthodes utilisées, laissent les systèmes agricoles canadiens peu diversifiés et vulnérables, cette même uniformité limitant l'évolution et l'adaptation de tels systèmes.

Cette même uniformité des cultures entraîne aussi une plus grosse dépendance envers les pesticides et les herbicides (Walford, 2003). Puisque les cultures ne changent pas, les « prédateurs » de ces cultures deviennent plus envahissants puisqu'ils arrivent à s'immuniser et compter sur une source de nourriture fiable pour le développement de leur communauté. Ainsi, les fermiers doivent utiliser plus de pesticides et herbicides afin de chasser ces petites bêtes et plantes de leurs cultures, ce qui démontre la nature imprécise de l'utilisation de pesticides dans le monde agricole (Horrigan et al., 2002).

Cet usage de pesticides a de lourdes conséquences sur l'environnement. Alors que certains insectes ou petits mammifères disparaissent grâce aux pesticides, leurs prédateurs disparaissent aussi (Wilson et Tisdell, 2001). Ainsi d'entiers écosystèmes sont lourdement touchés par de telles pratiques. On peut retrouver des traces de pesticides loin dans la chaîne alimentaire, ce qui inquiète de plus en plus de biologistes. Personne ne connaît précisément l'étendue des dommages causés à l'environnement par les pesticides, surtout puisqu'ils peuvent avoir des effets dommageables sur d'autres productions par leur transport, telles les piscicultures (Wilson et Tisdell, 2001).

En plus de se retrouver dans l'environnement, les pesticides ne constituent bien souvent qu'un baume temporaire sur le problème des pestes (insectes et animaux) qui ravagent les cultures. Alors que leur bienfait est vite ressenti, l'effet de l'usage d'un certain pesticide s'estompe avec le temps, les espèces ciblées développant une

résistance contre le pesticide en question. Pour contrer ce problème, les agriculteurs doivent changer de pesticides ou augmenter la concentration de celui-ci. À un certain point, la résistance des pestes aux pesticides peut être telle que l'utilisation de pesticides n'est plus une option économiquement viable. À ce moment là, lorsque l'utilisation de pesticides cesse parce que trop coûteuse, la quantité d'insectes et d'animaux peut augmenter à des niveaux plus élevés qu'avant que des pesticides n'aient été utilisés, et ce d'autant plus que leurs prédateurs naturels ont souvent été également touchés, voir éliminés, par les pesticides (Wilson et Tisdell, 2001). Les bienfaits initiaux des pesticides sont alors vite oubliés, sans compter que les pesticides utilisés en concentrations de plus en plus élevées se retrouvent de plus en plus dans notre nourriture. Des études aux États-Unis démontrent des résidus de pesticides dans près de 35% de la nourriture consommée, dont 1 à 3 % ayant des taux plus élevés que la limite tolérée (Wilson et Tisdell, 2001), ce qui pourrait amener certaines personnes à se demander avec raison s'il est normal qu'il y ait une limite tolérée de présence de pesticides dans nos aliments.

Les pesticides ont donc des répercussions coûteuses sur les récoltes par la prolifération des pestes, sur certaines autres productions, sur l'environnement et sur notre santé (Wilson et Tisdell, 2001). Le problème est que les pesticides font partie intégrale du modèle de production industrielle et que plusieurs cultures découlant de la « Révolution Verte » sont dépendantes de ces pesticides, sans lesquels les fortes récoltes ne sont pas possibles (Wilson et Tisdell, 2001).

3.1.2- La diversité biologique

En plus de l'utilisation extensive d'intrants chimiques (pesticides et engrais) dont plusieurs ont des effets sur l'environnement (Horrigan et al., 2002), une autre conséquence de l'agriculture industrielle qui inquiète de plus en plus est la question de la diversité biologique. Plusieurs espèces maintenant modifiées pour subvenir aux besoins de l'industrie ont été restreintes à l'extrême (Iltis, 2002). Par exemple, Shand (1998 : 163; traduction libre de l'auteur) affirme que « l'étalement de l'agriculture

industrielle est la plus forte cause de la perte de diversité génétique des cultures et des élevages, que l'agriculture industrielle favorise l'uniformité génétique ». Il note donc que la « Révolution Verte » a eu un tel succès qu'elle a pratiquement complètement privé les communautés rurales de leurs plus importantes ressources internes, c'est-à-dire les connaissances traditionnelles des fermiers et les riches réservoirs de diversité génétique animale et végétale qu'ils ont construits pendant des générations. L'intégration du modèle industriel à l'agriculture facilita une intégration verticale de la production au sein de compagnies de plus en plus grosses, réduisant la contribution des connaissances des agriculteurs dans la gestion du système agroalimentaire (Robertson, 2000).

Certains, comme Norberg-Hodge (2002 : 14), ont une vision encore plus pessimiste de la chose:

« Before long, the credits built up in the gene banks by traditional, location-specific farming will be exhausted. It will no longer be possible to find sources of natural resistance to overcome the genetic adaptation of pests. It could then become impossible to grow major crops like wheat, rice, and maize, and since so many people are now dependant on these staples, starvation on a massive scale would follow. »

L'emphasis mise sur la monoculture dans la production agricole industrielle diminue la diversité biologique des espèces utilisées (Horrigan et al., 2002), les fermiers prenant part à cette production industrielle n'ayant souvent pas la gestion des ressources comme premier objectif, mais plutôt recherchant généralement, tel que mentionné plus tôt, le profit (Robertson, 2000; Zilberman et al., 1999). Également, les pressions visant à augmenter les productions amenèrent la destruction de boisés, de haies, de pâturages, de jachères et d'autres utilisations du sol qui fournissaient un habitat pour la faune locale (Dahlberg, 1992). Ainsi, l'industrialisation de l'agriculture érode la biodiversité non seulement à cause de monocultures, mais également parce que ces monocultures remplacent divers habitats (Horrigan et al., 2002), la mécanisation encourageant la conversion d'habitats semi naturels en

production agricole intensive demandant une augmentation de la taille des terres cultivées et une spécialisation des fermes (Firbank, 2005).

3.1.3- Les biotechnologies

La diversité, durement touchée par l'uniformité de la « Révolution Verte », risque de l'être tout autant par la prochaine révolution technologique, les biotechnologies, qui nous sont amenées par les mêmes groupes d'intérêts qui sont derrière la « Révolution Verte » et utilisant la même logique industrielle (Crouch, 1995). Afin de contrer les effets secondaires des intrants chimiques de la production alimentaire, on se tourne de plus en plus vers les biotechnologies dans le but de développer de nouvelles espèces qui n'auront pas besoin d'engrais, de pesticides, d'insecticides ou d'herbicides, limitant ainsi les coûts environnementaux et économiques (Altieri, 1998). Ces nouvelles espèces, développées en laboratoire, constituent également un danger à la biodiversité, et ce principalement parce que celle-ci se trouve à être attaquée directement à sa base, dans les gènes. En modifiant le bagage génétique de différentes espèces, les scientifiques espèrent développer des espèces qui permettront d'allier une production élevée au respect de l'environnement. On recherche ainsi de nouveaux moyens de fournir la commercialisation à grande échelle de la production alimentaire. Les biotechnologies accroissent ainsi la portée de commercialisation de la production alimentaire, et ce surtout parce que les biotechnologies sont par définition une manipulation des organismes pour un usage plus efficace de la ressource par l'industrie, détruisant les derniers enclaves d'autonomie agricole et accroissant notre dépendance envers les multinationales et leurs alliés (Crouch, 1995).

Les fermiers, dépendants de leur production, vont ainsi favoriser des semences qui garantiront un meilleur rendement. Cependant, ces semences, souvent développées loin du terrain, ne sont efficaces que lorsque utilisées avec les engrais, pesticides et herbicides produits par la même grande compagnie. On remarque ainsi une consolidation dans l'industrie des semences faisant en sorte que de moins en moins

de variétés se retrouvent sur le marché. Par exemple, en 1981, environ 5000 variétés végétales étaient disponibles par achat par catalogue. En 1998, 88% de ces variétés avaient été abandonnées, laissant beaucoup moins de choix aux cultivateurs (Whealy, 1999, dans Horrigan et al., 2002). Puisque les agriculteurs tendent à délaisser leurs espèces locales pour des espèces « universelles » plus performantes, la dépendance créée envers les mêmes ressources à travers le globe bénéficie aux grosses corporations (Norberg-Hodge, 2002). Le fermier entre donc dans un cercle vicieux où il doit se fier uniquement sur les produits des grandes compagnies.

3.1.4- Le réseau agroalimentaire

En plus des effets sur l'environnement causés par les produits utilisés dans l'agriculture actuelle, le réseau agroalimentaire a une influence sur l'environnement également par les techniques de distribution qu'il préconise. Alors que, tel que mentionné plus tôt, la production dépend fortement de pétrocarbures non renouvelables et polluants (Horrigan et al., 2002), il en va de même pour la distribution de cette production. La globalisation de la production que nous sommes en train de vivre fait en sorte que les populations urbaines dépendent de plus en plus du transport de longue distance pour recevoir leur nourriture, faisant en sorte que chaque livre de nourriture consommée est accompagnée de plusieurs livres de consommation de pétrole, de pollution et de gaspillages (Norberg-Hodge, 2002).

3.1.5- L'eau

L'agriculture est grande consommatrice d'eau. Elle affecte ainsi la ressource hydrique, et ce principalement de deux façons : 1- elle consomme beaucoup d'eau et donc détourne la ressource d'autres usages possibles; 2- les produits utilisés et le sol perdu par érosion se retrouvent souvent dans l'eau, polluant celle-ci et diminuant par le fait même sa disponibilité pour d'autres usages (Horrigan et al., 2002).

3.1.6- Le sol

Le sol est également touché par les productions agricoles actuelles, sa structure étant affectée par le passage de troupeaux et de machinerie pouvant causer davantage de ruissellement et d'inondations (Buckwell et Armstrong-Brown, 2004). Parallèlement, l'agriculture industrielle a accéléré l'érosion du sol de façon inconcevable, la Terre perdant depuis les dernières quarante années près du tiers de sa terre arable (Iltis, 2002). À ce sujet, l'érosion endommage la qualité et la quantité de l'eau autant, sinon plus, qu'elle n'endommage la productivité des terres (Buttel et al., 1986).

3.1.7- Les élevages

Pareillement, les troupeaux causent des pressions sur l'environnement, et ce autant par l'érosion causée par les déplacements, les pâturages excessifs et les déchets que par la consommation de ressources par les animaux. Ainsi, si nous incluons les populations d'élevages dans nos données démographiques, nous remarquons un tout autre classement des populations mondiales (Dahlberg, 1994). Ces populations doivent être considérées dans nos calculs pour bien comprendre la pression que subit notre environnement. La quantité et la qualité (consommables ou non par l'être humain) des ressources utilisées doivent être considérées. Également, les gaz emmenant des fumiers dans les élevages industriels sont un risque à la santé de la main d'œuvre qui y est employée. Ces gaz peuvent aussi causer des désagréments (maux de tête, irritation des yeux, nausées, problèmes respiratoires, et ainsi de suite) aux résidents habitant à proximité. Finalement, des ruissellements provenant de fumiers peuvent aussi polluer les sources d'eau locales (Horrigan et al., 2002). En fait, puisque le système industriel favorise la concentration de plusieurs animaux dans des endroits restreints, nous nous retrouvons avec une industrie produisant plus de fumier que peuvent en absorber les terres avoisinantes, et donc il y a présence de réservoirs à ciel ouvert possiblement dangereux pour l'environnement, sans compter

toutes les questions d'éthique liées aux traitements parfois douteux réservés aux animaux (Horrigan et al., 2002).

3.1.8- La santé

Les produits utilisés dans la production agricole, en particulier les engrais et les pesticides, provoquent également des craintes au sein de la population au point de vue de la santé. On remarque de plus en plus que certains de ces produits se retrouvent dans l'eau, dans l'air ou entrent dans la chaîne alimentaire et se trouvent par la suite assimilés par notre corps (Horrigan et al., 2002). Les effets à long terme des pesticides comptent un risque plus élevé de cancer et une perturbation des systèmes reproductifs, immunitaires et nerveux (Horrigan et al., 2002). Les antibiotiques utilisés dans la production animale sont également inquiétants pour la santé humaine, se retrouvant quelque fois dans notre système et causant le développement de certains microbes résistants aux antibiotiques chez l'être humain.

3.1.9- Les allergies

Du point de vue des nouvelles biotechnologies, une nouvelle problématique apparaît à l'horizon : le développement de nouvelles sources d'allergies suite aux biotechnologies (Horrigan et al., 2002). La puissance des biotechnologies vient du fait que les gènes peuvent être échangés entre n'importe quelle espèce et non seulement entre des variétés déjà parentes (Crouch, 1995). Le fait de prendre un gène d'une espèce et de l'introduire dans une autre espèce peut occasionner un problème pour quelqu'un qui serait allergique à l'espèce à laquelle le gène fut prélevé. Par exemple, quelqu'un allergique au poisson pourrait avoir des réactions si un gène d'un poisson était utilisé afin de développer une variété végétale dans laquelle on retrouverait un certain trait du poisson en question, par exemple une meilleure résistance au gel. Le risque vient du fait que le consommateur ne s'attend pas à retrouver des allergènes dans le produit qu'il consomme.

3.1.10- Synthèse des préoccupations

Comme nous avons pu le voir dans ce volet, l'agriculture industrielle comporte de nombreux effets secondaires, des effets qui attirent de plus en plus l'attention de la population. Cette prise de conscience et ces inquiétudes que développe la population face au système de production alimentaire actuel force l'industrie à s'adapter aux nouvelles demandes (Dahlberg, 1992). Afin de conclure ce volet sur les préoccupations environnementales, le tableau suivant résumera bien les différents impacts qu'a l'agriculture sur l'environnement, et ce en fonction des différents facteurs touchés par les pratiques agricoles actuelles. Ce sont ces mêmes impacts qui deviennent de plus en plus apparents et qui suscitent chez un nombre grandissant de gens de vives réactions et même un rejet du mode de production actuel. Alors qu'il fut un temps où les fortes productions étaient perçues comme étant le résultat de bonnes pratiques agricoles à travers lesquelles les agriculteurs allaient chercher une certaine reconnaissance sociale (Burton, 2004), nous voyons aujourd'hui d'un tout autre œil ces pratiques, allant même jusqu'à qualifier, tel que mentionné plus tôt, les agriculteurs de groupe social le plus polluant (Buttel, et al., 1986).

Tableau 2 : Impacts environnementaux liés à l'agriculture

Impacts environnementaux liés à l'agriculture	
Facteurs	Impacts
Qualité du sol	Érodibilité, approvisionnements en nutriments, la balance d'humidité et la salinité
Qualité de l'eau	Le ruissellement et le lessivage de sédiments, de nutriments et de pesticides
Quantité de l'eau	Consommation liée à l'irrigation, la capacité de rétention et la prévention d'inondations
Qualité de l'air	Émissions de poussières, d'ammoniaque, d'odeurs et de gaz à effet de serre
Biodiversité et habitats sauvages et semi naturels	Diversité animale et végétale
Paysages ruraux	Traits environnementaux d'espaces façonnés par l'agriculture

Source : Weersink, 2002, d'après l'OCDE, 1995

3.2- Critique du système de production actuel

Les défauts de plus en plus nombreux qu'on trouve à l'industrie agricole actuelle font en sorte que des pratiques alternatives prennent de plus en plus d'importance dans les marchés agroalimentaires (Zilberman et al., 1999). Ces méthodes de production alternatives ont comme point commun un rejet de la façon dont la nourriture est produite actuellement dans le système agricole conventionnel. C'est par opposition à ce mode de production qu'elles sont définies comme étant alternatives. Elles répondent au besoin de s'éloigner du mode de production industriel, s'éloigner des grandes monocultures, de l'énorme machinerie et diminuer notre dépendance envers les énergies non renouvelables (Savory, 1994). Elles répondent en même temps au besoin de retourner vers une agriculture de plus petite échelle favorisant la rotation et la diversification des cultures tout en utilisant des compostes, des fumiers et des engrais naturels (Savory, 1994).

Le mouvement alternatif a tendance à être fondé sur un système de valeurs qui rejettent le courant industriel. La production industrielle de nourriture ayant divisé

les producteurs et les consommateurs en détruisant les plus petites fermes, le mouvement alternatif vise à réconcilier ces deux parties en promouvant une nouvelle prise de conscience à propos de la source de la nourriture et sa qualité (Grey, 2000). Nous sommes donc à une époque où nous prenons de plus en plus conscience du rôle qu'a la société dans la production de sa nourriture. Et c'est là que vient se placer l'agriculture soutenue par la communauté. Si on prend pour acquis que l'humanité, la communauté et la nature constituent un système complexe d'échanges et qu'un changement à un pôle affecte les deux autres (Thompson, 2000), on comprend que le système alimentaire affecte plusieurs volets de notre société, dont les volets sociaux, de santé, symboliques et énergétiques (Dahlberg, 1994). Or le problème de l'agriculture industrielle ne peut venir seulement des avancées technologiques; on doit aussi porter attention aux questions sociales, politiques, économiques et culturelles qui ont affecté le système de production actuel (Altieri, 1998). « Ceci est d'autant plus vrai aujourd'hui où la domination politique et économique de l'agenda du développement rural par l'industrie (*agribusiness*) a prospéré au détriment des intérêts des travailleurs de la ferme, des petites fermes familiales, des communautés rurales, du public en général, de la nature et de l'environnement » (Altieri, 1998 : 66; traduction libre de l'auteur). Alors que les cris d'alarme émanant de la campagne sont rarement entendus dû à la concentration du pouvoir économique et politique au sein de l'industrie et dans les villes (Savory, 1994), une bonne gestion des ressources naturelles se doit de passer par la participation de la population en général (Robertson, 2000).

Cependant, il est difficile de convaincre un groupe puissant, telle l'industrie agroalimentaire, de changer son comportement en se basant sur des probabilités floues (Dahlberg, 1992), et ce surtout dans le cas des effets des biotechnologies sur l'environnement. Et comme le dit si bien Ehrenfeld (2002 : 30) :

« Our ability to manipulate the world, which goes beyond the dreams of the alchemists, is new and addictive. Never mind that the control we claim is almost always flawed, incomplete, and even self-destructive: we humans are poor at giving up power once we get a taste of it. »

Ceci est d'autant plus vrai lorsque ce « pouvoir » rapporte économiquement. Il est donc primordial de bien comprendre ce qui se cache derrière la production et la consommation alimentaire si on veut pouvoir la juger justement. Ainsi, il est important de bien comprendre les enjeux économiques qui leur sont attachés (Zilberman et al., 1999). Alors qu'il fut un temps où le rôle de l'agriculture était de fournir amplement de nourriture abordable aux ouvriers de la ville, désormais on note que les gens sont prêts à payer un peu plus s'ils ont la satisfaction d'acheter de la nourriture « verte », c'est-à-dire qui a été produite en respect avec l'environnement. C'est dans ces cas-ci que l'agriculture soutenue par la communauté, en tant que pratique agricole alternative, devient intéressante. Puisqu'elle nécessite la participation de la communauté (tel qu'indiqué par son nom), l'ASC bénéficie du rejet du système de production actuel par certains consommateurs.

Il est cependant important de noter que ces préoccupations de la part du consommateur sont souvent liées à une hausse du revenu familial (Zilberman et al., 1999), et donc, tel que mentionné avant, l'évolution du système de production agricole dépend fortement de facteurs économiques sous-jacents. Malgré cela, il est « important que le consommateur consacre un certain degré d'attention et de pensée délibérée à la façon dont sa nourriture est produite » (Thompson, 2000 : 227; traduction libre de l'auteur). C'est lorsque le consommateur effectue une pression sur le système de production que les politiques qui y sont liées ont le plus de chances de changer; et c'est ce qui arrive de plus en plus chez nous. Subséquemment, on note de plus en plus que les politiques supportant les bénéfices de la production portent également attention aux impacts négatifs de l'agriculture (Weersink, 2002). Toutefois, afin de mieux comprendre le rôle des politiques sous-jacentes à l'agriculture, il est important de jeter un coup d'œil au contexte dans lequel celle-ci évolue. Les prochaines parties du travail porteront donc sur le contexte global et sur le contexte local et leurs influences respectives sur l'agriculture.

3.3- Une vision globale

L'industrialisation de l'agriculture, malgré tous les effets négatifs qu'elle a eu (voir sections précédentes), a eu un effet positif majeur : celui d'augmenter les quantités de nourriture produites. Ainsi, grâce aux développements apportés par la « Révolution Verte », il est produit actuellement sur la Terre assez de nourriture pour tous ses habitants (Rerat, 1994). Cependant, il est important de noter que tous n'ont pas un accès égal à ces ressources et que, encore de nos jours, même si suffisamment de nourriture est produite, il y a des gens qui souffrent d'insécurité alimentaire. Souffre d'insécurité alimentaire quelqu'un qui n'a pas à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive lui permettant de satisfaire ses besoins énergétiques et ses préférences alimentaires pour mener une vie saine et active (Sommet mondial sur l'alimentation, 1996). Alors que les pays dits développés se préoccupent de plus en plus du caractère sain et nutritif de la nourriture (tel que mentionné plus tôt), encore plusieurs pays se préoccupent du manque de nourriture qui les afflige. Or, si assez de nourriture est produite pour tous mais que plusieurs en manquent encore, qu'arrive-t-il avec toute cette nourriture? Où est-elle? Pour bien comprendre ce qui se passe chez nous, il est important de mettre notre sujet d'étude en perspective avec d'autres échelles, de bien comprendre dans quel contexte notre agriculture évolue.

Nous avons vu, il y a quelques lignes, qu'assez de nourriture est produite, théoriquement, sur la Terre pour nourrir tous les gens qui s'y trouvent. En fait, puisque la « Révolution Verte » s'est faite particulièrement dans les pays dits « développés », et ce principalement étant donné les coûts qui y sont liés, la capacité de production se trouve en majorité dans ces mêmes pays. C'est donc dans ces pays, dont le Canada fait partie, que nous retrouvons les surplus de production qui permettent de dire que suffisamment de nourriture est produite pour tous. Cependant, ces surplus de nourriture ont de graves conséquences sur les marchés locaux. Cette intensification de la production a vite mené à une surproduction et a fait baisser les prix, ce qui entraîne le besoin d'aides gouvernementales (Troughton, 1992) de toutes

sortes (p. ex : achats des surplus, établissement de quotas, programmes de crédits, friches institutionnalisées).

Cette baisse des prix est simplement due au fait que les marchés locaux sont inondés de produits. Parallèlement, les marchés internationaux, qui auraient besoin de ces surplus, ne peuvent se les payer. Donc nous produisons « théoriquement » assez pour tous, mais beaucoup n'ont pas encore les moyens de se procurer cette production, ce qui entraîne dans les pays producteurs un gaspillage de ressources et d'argent important, et ce surtout lorsqu'on les met en relation avec la situation moyenne sur la Terre. Par exemple, si on compare les subventions gouvernementales des pays développés aux revenus des pays pauvres, on remarque que les vaches de l'occident reçoivent plus d'argent que bien des gens sur la Terre. Les vaches d'Europe reçoivent près de 2\$ américains en subventions par jour alors que les vaches japonaises près de 4\$, soit respectivement près du double et du quadruple du salaire moyen en Afrique (Commission for Africa, 2005). « Il se gaspille autant d'argent en subventions et aides gouvernementales de toutes sortes sur la production d'excédents non voulus qu'il n'en est gagné à travers l'Afrique tout entière, soit près de 1 milliard de dollars US par jour » (Commission for Africa, 2005 : 21; traduction libre de l'auteur).

Plusieurs pays développés adoptent des politiques agricoles visant à assurer un bon revenu aux agriculteurs sans pour autant prendre en considération les effets négatifs qui en découlent; ces politiques allant même jusqu'à supporter les prix agricoles en donnant de l'argent aux agriculteurs pour qu'ils retirent certaines terres de leur production et ainsi diminuent leur production (Zilberman et al., 1999). Ces subventions coûtent ainsi très cher aux divers gouvernements, et ce principalement pour encadrer ou limiter les excédents non voulus.

L'agriculture industrielle évolue dans un contexte global (Grey, 2000) à travers lequel les gouvernements dépensent d'incroyables montants afin d'assurer la survie du maximum d'agriculteurs, et ce à l'encontre de la logique de marché qui pourtant

contrôle la production alimentaire. Ceci est explicable par le fait que l'agriculture semble incapable de survivre dans une économie qui est contrôlée uniquement par le marché, ne serait-ce que par la volatilité des prix sur le marché et les coûts reliés à la terre et à l'utilisation des ressources (Cone et Myhre, 2000).

Les contraintes économiques créées par l'environnement économique agricole limitent grandement les options que l'agriculteur a devant lui (Hendrickson et James, 2005). Les marchés actuels encouragent l'adoption de pratiques biologiquement et physiquement non durables, telle l'utilisation excessive de pesticides. Ces techniques créeront à court terme une baisse des coûts de production et une augmentation de la productivité, mais éventuellement seront remplacés par une baisse de productivité et une hausse des coûts de production (Wilson et Tisdell, 2001). L'industrie agricole a une vision à court terme où on recherche une maximisation des profits le plus rapidement possible, et ce sans tenir compte des coûts externes d'une telle pratique. Tel que vu auparavant, les augmentations de production sont venues accompagnées de lourds coûts auprès de l'environnement et du tissu social, coûts qui ne sont généralement pas inclus dans le prix auquel nous payons notre nourriture : « ces bas prix nous donnent la fausse impression que notre nourriture ne coûte pas cher à produire, mais ils n'incluent pas les coûts du nettoyage de la pollution agricole, par exemple, ou les coûts des vastes subventions gouvernementales à l'agriculture » (Horrihan et al., 2002 : 446; traduction libre de l'auteur).

Constamment à la recherche de nouveaux marchés pour écouler la production, le système agricole industriel force de plus en plus vers une ouverture des frontières qui permettra d'accentuer la concentration de l'industrie agroalimentaire (Zilberman et al., 1999), et ce principalement parce que les surplus de production pourront être exportés plus facilement et les grandes compagnies pourront accroître leur sphère d'influence dans les produits et méthodes de production dans de nouveaux pays. Déjà que notre nourriture voyage énormément avant d'arriver à nos comptoirs de supermarchés (Spector, 2002), on se dirige vers une mondialisation de la production

alimentaire qui créera une spécialisation de la production à travers différents pays. On n'a qu'à penser aux républiques de bananes.

Le danger d'une telle mondialisation de la production alimentaire réside dans le fait que certains, devant des consommateurs mal informés et des standards environnementaux plus « souples », auront tendances à ignorer les règles environnementales pour avoir un avantage compétitif et ainsi aller chercher une plus grande part de marché. Cependant, en contre partie, d'autres utiliseront leur adhérence à des standards environnementaux plus élevés afin de conserver, et peut être même augmenter, leur part de marché en informant les consommateurs et du même coup limitant les importations venant de pays moins strictes (Zilberman et al., 1999).

Par contre, les agriculteurs évoluent, tel que mentionné plus tôt, de plus en plus en dépendance aux firmes agroalimentaires. Celles-ci gèrent souvent les productions sous forme de contrats qui les unissent aux agriculteurs, dictant ainsi ce qu'elles veulent en terme de production. L'agriculteur lié par contrat n'a souvent pas le choix quant à sa production. La structure du marché ayant changé pour lui, les décisions qu'il peut faire, par exemple au sujet des plants, des semences et des engrais qu'il utilise, sont de plus en plus restreintes (Hendrickson et James, 2005).

Également, la concentration du marché alimentaire à travers un nombre restreint de supermarchés et distributeurs permet à ceux-ci d'augmenter leur poids dans la gestion de la production et de dicter ce qu'ils veulent en terme de caractéristiques des produits qu'ils vendent. Se servant de leur lien direct avec le consommateur, ces firmes peuvent même aller jusqu'à spécifier les caractéristiques génétiques des céréales, fruits, légumes et viandes qu'elles vendent (Marsden, 2003 dans Hendrickson et James, 2005), enlevant encore une fois le pouvoir aux agriculteurs qui dépendent de ces marchés souvent importants.

Ainsi, l'agriculture actuelle évolue dans un système bien compliqué, système à la fois de plus en plus vaste et de plus en plus concentré dans les mains d'une minorité d'entreprises. Cette concentration exerce donc une pression sur les agriculteurs, et ce de façon globale. La majorité des agriculteurs se retrouvent dans une situation où ils sont dépendants de ces marchés plus grands, nationaux ou internationaux, afin d'écouler leur production. Cependant, il y a d'autres facteurs, cette fois-ci locaux, qui influencent également la pratique agricole. Le prochain volet traitera donc de ces facteurs qui, quoiqu'à une autre échelle, sont aussi importants dans la survie des communautés rurales.

Étant donné que l'agriculture soutenue par la communauté est un moyen de production alternatif plus souvent qu'autrement retrouvé en zone périurbaine, une attention toute particulière sera affectée à la problématique de l'agriculture périurbaine dans la partie suivante.

3.4- Une vision locale

Notre société actuelle évolue en grande majorité dans un cadre urbain. Présentement, un peu plus de 80 % de la population québécoise vivent en ville (Institut de la Statistique du Québec, 2001), et cette tendance pourrait encore s'accroître. Cette propension des gens à vivre dans un cadre urbain a grandement crû depuis les dernières cinquante années. Cet accroissement de la population urbaine a donc certainement eu une influence non négligeable sur les terres agricoles.

Actuellement, nous remarquons que la ville a tendance à s'étendre de plus en plus. Les citadins repoussent les frontières de la ville dans le but de chercher un nouveau cadre de vie qui leur convient davantage. Cet étalement urbain a cependant une multitude de conséquences sur l'espace qui entoure la ville. Étant donné que l'étalement est caractérisé par un repoussement des frontières de la ville, cette progression s'effectue au détriment d'espaces entourant la ville, espaces qui sont souvent d'utilisation non urbaine. Ainsi, la croissance de la ville force une pression

sur les espaces naturels, forestiers ou agricoles qu'il est possible de retrouver en périphérie de la ville.

Afin de bien comprendre son influence sur les territoires qui l'entourent, il est très important de bien comprendre le phénomène lui-même. L'étalement urbain « correspond à une croissance de la banlieue qui, loin de repousser devant elle la discontinuité entre l'urbain et le rural, franchit cette discontinuité. Le processus se traduit par l'implantation, en positions rurales, de formes conçues pour convertir des valeurs positionnelles urbaines » (Ritchot et al., 1994 : 261). Ainsi, en tant que « mouvement 'centro-périphérique', l'étalement diffuserait des occupations urbaines centrales aux dépens de périphéries rurales repoussées plus loin » (Ritchot et al., 1994 : 263). Ces développements prennent souvent une forme peu dense où on retrouve une séparation des utilisations du sol, des développements importants de commerces à grandes surfaces ou développés le long d'artères importantes, la prédominance de la voiture et une rareté d'espaces publics (Gillham, 2002).

Le problème de l'étalement urbain n'est pas nécessairement lié aux valeurs ou aux intérêts des gens qui se cachent derrière celui-ci, mais plutôt au fait que cet étalement se fait à l'intérieur de la périphérie de la ville. La périphérie, au sens strict du mot, n'est pas la ville. Elle est tout ce qui est autour de la ville sans en faire partie. Ainsi, lorsque l'étalement se produit, la ville prend possession de terrains, d'espaces qui n'étaient pas urbanisés, c'est-à-dire des milieux naturels, forestiers ou agricoles. Le problème concerne donc l'utilisation du sol. L'étalement urbain se fait nécessairement au détriment d'une autre utilisation du sol. Quelle utilisation doit-on cependant favoriser?

Nous avons donc raison de nous questionner sur les conséquences d'un tel étalement sur les milieux qui l'entourent. Sont-elles toutes mauvaises ou y a-t-il de bonnes conséquences à la pression de la ville sur les milieux l'entourant? À partir de ce point-ci de notre argumentation, nous centrerons notre étude sur la relation entre la

ville et la campagne qui l'entoure afin d'essayer, justement, de voir s'il y a de bonnes conséquences à l'étalement urbain pour l'agriculture périurbaine.

3.4.1- L'agriculture urbaine et périurbaine

L'agriculture urbaine est une agriculture liée à la ville, où l'agriculture est « l'ensemble des activités développées par l'homme, dans un milieu biologique et socio-économique donné, pour obtenir les produits végétaux et animaux qui lui sont utiles, en particulier ceux destinés à son alimentation » (Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse, 1982 : 203). Une agriculture devient donc urbaine lorsqu'elle entretient des liens solides avec la ville qui l'entoure : « est urbaine l'activité agricole dont les ressources, les produits et les services sont ou peuvent faire l'objet d'une utilisation urbaine directe » (Donadieu, 1998 : 13).

L'agriculture devient urbaine lorsqu'elle entretient des « rapports fonctionnels réciproques » avec la ville (Fleury et Donadieu, 1997 : 1). L'agriculture urbaine peut donc être définie par rapport à l'influence que la ville exerce sur celle-ci. L'agriculture urbaine et l'agriculture périurbaine sont en ce sens intimement liées. La différence semblerait être simplement que l'agriculture urbaine est plus enclavée dans les développements urbains que l'agriculture périurbaine. Mais cette dernière subit également les pressions de la ville. Nous sommes donc en présence d'une dichotomie spatiale importante, où l'espace urbain, à mesure que nous sortons de la ville, est remplacé par un espace rural. Cette dichotomie devient par contre de plus en plus floue. Ainsi, la ville, par son étalement, étend de plus en plus son emprise sur les terres agricoles et s'implante de plus en plus à travers ces terres.

Par contre, cette relation n'en est pas une à sens unique. Les agriculteurs ne subissent pas uniquement les foudres de l'étalement urbain, ils en profitent aussi jusqu'à un certain point. Ainsi, on remarque de plus en plus chez les agriculteurs un intérêt vers les avantages de la vie citadine, c'est-à-dire les services de scolarité, d'approvisionnement, de santé et d'administration qu'ils ne trouveraient pas dans les

campagnes rurales (Donadieu, 1998). D'ailleurs, plusieurs agriculteurs se considèrent comme étant des citadins dont le métier est d'être cultivateurs (Fleury et Donadieu, 1997).

Ce qu'on remarque, c'est que nous sommes en train de pousser cette frontière entre le monde agricole et le monde urbain de plus en plus loin. Il existe encore des espaces à vocation majoritairement agricole qui ne subissent que peu l'influence directe de la ville. Cependant, ces derniers sont de plus en plus loin puisque la ville agrandit constamment sa sphère d'influence; il suffit de penser aux trajets de plus en plus longs que les gens sont prêts à faire entre leur travail en ville et leur résidence en banlieues (1^{ère}, 2^e ou 3^e couronnes) pour voir cet accroissement de la zone d'influence de la ville.

Il en découle donc que les pressions de la ville sur la campagne se font de plus en plus nombreuses. On remarque l'influence de la ville dans de plus en plus d'endroits distincts, qui sont de plus en plus éloignés du centre-ville. « Même si la ville est devenue le centre de l'évolution, on peut affirmer que son action via l'urbanisation devient une diffusion de son entité à travers tout le territoire détruisant ainsi toute dualité entre le milieu urbain et le milieu rural » (Plamondon, 1980 : 3).

L'enjeu principal pour cette agriculture est donc de trouver un moyen de combattre les pressions de la ville pour assurer sa propre survie. Comme nous l'avons vu, l'étalement urbain se fait au détriment d'un autre type d'utilisation du sol. La question est de trouver un moyen de préserver l'utilisation agricole du sol en milieux urbains et périurbains, sans nuire au développement de la ville. Passons donc à la deuxième partie de notre argumentation, c'est-à-dire l'étude des impacts de l'étalement urbain sur l'agriculture périurbaine.

3.4.2- L'impact de l'étalement urbain sur l'agriculture périphérique

« There certainly is no lack of visible evidence to support the belief that agriculture and metropolitan development are locked in mortal conflict and that without strong intervention, and perhaps even with it, agriculture is the one that dies. » William Lockeretz, (1987 : xvii)

Comme le dénote cette citation de Lockeretz, beaucoup de gens s'entendent pour dire que l'étalement urbain sera la cause ultime de la perte de toute agriculture pratiquée à proximité des villes. Est-ce cependant vraiment le cas? L'étalement urbain cause plusieurs problèmes à l'agriculture périurbaine, et c'est un fait. Par contre, ce même étalement peut aussi avoir une influence positive pour l'agriculture périurbaine, ce qui est de plus en plus démontré dans la littérature sur le sujet, par exemple par Johnston et Bryant (1987).

Pendant longtemps, avant que les moyens de transports actuels ne permettent le contraire, il était profitable aux agriculteurs d'être à proximité de la ville parce qu'elle représentait le seul marché possible pour la vente de la production agricole. Principalement, plus l'exploitation était près de la ville, plus grands étaient les profits puisque moins grands étaient les coûts de transport. N'ayant que peu de distance à parcourir, les agriculteurs à proximité de la ville pouvaient aussi produire des aliments difficilement transportables. Ces aliments fragiles étant souvent de plus grande valeur parce que produits en moins grande quantité, donc plus rares, les agriculteurs pouvaient augmenter leurs profits. Le modèle de Von Thünen explique bien cette tendance, où les terres les plus près de la ville valaient plus cher parce qu'elles permettaient une production plus rentable. Il s'agit en fait du premier modèle d'utilisation du sol agricole en milieu périurbain qui démontre l'influence de la compétition dans l'appropriation du sol, et ce en fonction de la distance à la ville (Plamondon, 1980).

Également, cette agriculture périurbaine avait d'importants rôles à jouer dans l'évolution de la ville, comme le font remarquer Fleury et Donadieu (1997 : 2) : « outre son quasi-monopole de l'approvisionnement de la ville, cette agriculture jouait un rôle majeur de gestion environnementale; elle récupérait une large part des déchets urbains, y compris les eaux usées, pour l'entretien de ses sols. Elle était donc consubstantielle à la ville qu'elle nourrissait et assainissait : elle était profondément urbaine. »

Cette relation a cependant changé depuis. Il ne s'agit plus d'une compétition basée sur les différents types de production agricole, mais plutôt d'une compétition sur les différents types d'utilisation du sol. La lutte n'est plus entre les laitues et les carottes, mais plutôt entre les champs et les condominiums. Cependant, alors que les coûts de transport ne jouent plus un aussi grand rôle aujourd'hui, une chose n'a pas changé : le rapport entre le prix des terres et la proximité à la ville. Encore aujourd'hui les terres à proximité d'un centre urbain valent plus que celles situées en région, mais ce principalement dû à la compétition entre les utilisations agricoles et les utilisations non agricoles.

Principalement, les utilisations urbaines valent beaucoup plus que celles agricoles, ce qui amena certains chercheurs tels Sinclair et Russwurm à redéfinir ce rapport de force (Plamondon, 1980). Pour résumer leurs travaux, les terrains à proximité de la ville valent plus cher parce qu'ils sont plus enclins aux développements urbains, qui eux valent beaucoup plus cher que l'utilisation agricole.

Les exploitations agricoles périurbaines subissent donc une énorme pression des spéculateurs fonciers qui désirent y effectuer un certain développement urbain, souvent résidentiel mais également de plus en plus commercial, puisque suite aux développements résidentiels vient le besoin de commerces et d'industries (Westphal, 2001). Le gros de la problématique tourne donc autour du fait que la terre agricole vaut plus cher bâtie que cultivée. L'expansion urbaine signifie souvent que le prix du terrain reflète son potentiel de développement et non sa valeur agricole (Heffernan et

Elder, 1987). Ainsi, plusieurs propriétaires terriens, souvent agriculteurs, seront tentés de vendre leur terre, ce qui a pour conséquence de diminuer le nombre de fermes à proximité de la ville, et du fait même, de réduire la production alimentaire de la région.

En outre, il ne faut pas oublier que si la valeur d'une terre augmente, les taxes à payer, qui sont établies en fonction de la valeur du terrain, risquent d'augmenter aussi. Il se trouve donc certainement quelques villes qui souhaitent voir les valeurs foncières augmenter afin d'aller chercher plus de taxes, souvent leur principale source de revenus. Il s'agit donc d'un jeu de force sournois qui cause énormément de préjudice aux agriculteurs qui ne peuvent se permettre une hausse de taxes importante, et qui n'auront d'autre choix que de vendre. Cependant, il faut noter qu'une terre agricole coûte beaucoup moins cher qu'un développement résidentiel ou industriel à la municipalité qui l'abrite. En effet, des études ont démontré que les infrastructures nécessaires au développement bâti (rues, trottoirs, égouts, prélèvement des déchets, et ainsi de suite) et leur entretien coûtent souvent plus cher que ce que ces développements rapportent en taxes à la municipalité (Mariola, 2005).

Devant la pandémie qui sévit depuis quelques décennies, plusieurs instances gouvernementales ont pris des démarches pour freiner cet étalement dans le but de sauvegarder le patrimoine agricole qu'elles ont su maintenir jusqu'à maintenant. Ainsi, devant le véritable fléau foncier qui sévissait auprès des terres agricoles, plusieurs mesures ont été prises afin de diminuer le fardeau des agriculteurs (Brabec et Smith, 2002). Ainsi, dans la majorité des cas, les agriculteurs ne paient pas les taxes en fonction de la valeur de marché de leur terre. Certains zonages ont aussi été mis en place afin d'assurer une utilisation agricole de terres qualifiées de propices à l'agriculture.

Cependant, il reste encore plusieurs autres effets négatifs de l'étalement urbain sur les terres agricoles. Parmi ceux-ci, les développements routiers, les infrastructures municipales et les développements résidentiels qui coupent souvent des terres en

deux, augmentant la difficulté d'exploiter ces terres. Il se produit ainsi une fragmentation des territoires agricoles, et cette fragmentation est de deux échelles : premièrement il se produit une fragmentation régionale qui mène à une érosion de la base agricole régionale, et deuxièmement une fragmentation parcellaire qui rend une consolidation des terres afin d'accéder à des économies d'échelle impossible, et ce par une distribution en damier des terres (Brabec et Smith, 2002), ce qui nuit à la rentabilité de la terre.

Également, on retrouve comme autres effets négatifs de la proximité urbaine : un manque de disponibilité de terres (si on veut agrandir notre production par exemple), la difficulté à attirer la main-d'œuvre (puisque les salaires sont plus intéressants en ville), une perte de l'influence politique des agriculteurs là où on retrouve désormais plus de citoyens que de fermiers, des limites dans les méthodes de production à cause de plaintes faites par les voisins, la perte de fournisseurs (dans un cercle vicieux, le déclin de l'agriculture aura une influence sur les entreprises locales qui fournissent les fermes en intrants et qui manipulent les produits agricoles, rendant de plus en plus difficile la survie des fermes restantes (Vail, 1987)), du vandalisme et du vol (Lockeretz, 1987). À cela on peut ajouter un manque dans la relève, le passage progressif à des productions plus extensives, de faibles investissements (Marois, 1993) et une attente spéculative qui vise à laisser les terres à fort potentiel agricole en friche en attendant un dézonage dans le but ultime de vendre (Fleury et Donadieu, 1997).

Malgré toutes ces influences négatives du développement urbain sur les campagnes environnantes, il est également possible de trouver des effets positifs reliés à cette proximité urbaine. Tout comme à l'époque de Von Thünen, la ville continue de représenter un marché très important pour les agriculteurs qui évoluent autour de celle-ci. Ainsi, l'esprit entrepreneurial peut créer, à proximité de la ville, des systèmes agricoles durables (Blosbaum, 1987). En fait, comme le relatent Johnston et Bryant (1987), tous les changements qui s'opèrent dans les pratiques agricoles périurbaines découlent des capacités d'adaptation et d'innovation des agriculteurs. Il

existe ainsi trois types de changements au niveau de la ferme, l'adaptation positive, le changement normal et l'adaptation négative ou la dégénérescence agricole (Johnston et Bryant, 1987; Bryant, 1992a). Les changements normaux sont définis comme étant des ajustements qui sont typiques, caractéristiques ou prévisibles, plutôt que spécifiques à une situation particulière ou un lieu particulier; par exemple l'industrialisation de la production agricole qui s'est faite au cours des dernières décennies. Les changements adaptatifs sont, contrairement aux changements normaux, des ajustements qui sont spécifiques à une seule ferme ou un groupe relativement petit de fermes. Ils sont liés plus directement aux forces locales et aux circonstances exceptionnelles qui vont forcer ou encourager un individu à les adopter. Finalement, les adaptations négatives sont adoptées dans le but ultime de dissoudre l'exploitation agricole. Ainsi, l'adaptation négative est distincte de l'adaptation positive dans sa finalité.

Johnston et Bryant (1987) présentent 6 formes de stratégies d'adaptation : l'auto-cueillette, les kiosques de vente, l'exploitation intensive, les ventes directes de produits, l'emploi hors-ferme et la séparation d'une parcelle de terrain. Ainsi, toutes les approches qui favorisent une vente directe aux consommateurs (telle l'ASC) permettent un revenu plus élevé à l'agriculteur qui se trouve à couper dans les intermédiaires et donc peut augmenter ses profits en vendant au prix du marché. En ce qui concerne l'exploitation intensive, elle permet une augmentation des revenus par une augmentation de la production (économies d'échelles). Parallèlement, certains membres de la famille pourront aller chercher un emploi hors-ferme afin d'augmenter les revenus familiaux. Finalement, la vente d'une parcelle de terrain vouée à un petit développement immobilier permet à l'agriculteur d'aller chercher une source de revenu importante puisque la terre, comme mentionné plus tôt, vaut souvent beaucoup plus bâtie qu'en culture.

Il existe donc plusieurs façons de combattre la pression urbaine. L'adoption de ces différentes méthodes par les agriculteurs a une grande influence sur le paysage. Alors qu'il n'est pas rare de trouver que le paysage périurbain semble négligé (Bryant

et Johnston, 1992), une gestion du paysage peut être la clé salvatrice de l'agriculture périurbaine puisque plusieurs s'entendent pour dire que la sauvegarde du patrimoine rural en proximité de la ville est la raison qui pousse de nombreux groupes à combattre l'étalement urbain, certains de ces groupes venant de la ville elle-même. Comme mentionné plus tôt, beaucoup de gens vont s'installer en périphérie à cause de l'environnement plus « naturel » qui y règne. C'est cependant cette même tendance qui menace cet environnement, à un point où plusieurs résidents non ruraux qui y habitent montent aux barricades pour défendre le milieu qu'ils viennent de s'approprier. De ce fait, plusieurs efforts de préservation du territoire agricole viennent d'une mentalité de siège qui n'aide en rien à la vitalité de l'espace agricole (Lockeretz, 1987), mais plutôt confine ce dernier dans un état d'esprit défaitiste.

Également, la conservation d'espaces agricoles en périphérie rapprochée de la ville peut favoriser le développement de nouveaux projets de développement plus loin, et alors nous remarquerons que les valeurs foncières « ne suivent plus une décroissance linéaire du centre à la périphérie mais plutôt qu'elles s'accroissent autour des villes satellites » (Des Roches, 1999 : 21) qui se développent toujours en fonction de cette recherche d'un meilleur cadre de vie.

3.4.2.1- Les paysage ruraux

Apparaît donc un nouveau type d'utilisation de l'espace agricole. Alors qu'auparavant ces espaces périurbains alimentaient la ville en nourriture, ils alimentent désormais celle-ci en paysages. Cependant, cette nouvelle vocation des terres agricoles périurbaines tend à transformer l'agriculteur en simple paysagiste, ce qu'il n'est foncièrement pas. Le danger est que la fonction paysagère prenne le dessus sur la fonction nourricière. Surtout puisque cette fonction paysagère est « sélective et réductrice » (Donadieu et Fleury, 2003 : 22).

En effet, la valeur accordée au paysage que l'on veut sauvegarder dépend entièrement de la perception qu'en ont les gens. Par exemple, les serres ou les tunnels plastiques

de l'horticulture sont moins souhaités que les vignes, les vergers et les prairies verdoyantes, ces territoires agricoles offrant des spectacles si séduisants « que les habitants voisins n'admettent pas la modification des paysages champêtres dont ils jouissent depuis leur salon, comme s'ils faisaient partie de leur propriété et comme si les usages sociaux qui leur sont associés devaient être conservés » (Donadieu, 1998 : 17).

La recherche, de la part de citoyens, de ces paysages pittoresques et champêtres, amène une toute nouvelle demande de terrains. La demande pour les espaces verts ouverts au public est ainsi de plus en plus forte. Il a été prouvé que la valeur des terrains à proximité d'espaces verts recherchés par les citoyens augmente sur un modèle équivalent à celui de la valeur des terrains en fonction de la distance du centre-ville. De la sorte, les terrains les plus près du paysage recherché valent plus chers, tout comme les terrains les plus près du centre-ville (Wu et Plantinga, 2003). Ainsi, les terrains ruraux périurbains aménagés « sont susceptibles d'être reconnus pour leur valeur urbaine, ce qui justifie leur protection en tant que ressource d'espaces publics » (Donadieu et Fleury, 2003 : 21). Ce « rôle d'infrastructure verte de l'espace agricole, en tant qu'espace ouvert à tous » (Donadieu et Fleury, 2003 : 21) crée donc une nouvelle dynamique entre la ville et sa campagne. Ces espaces deviennent donc « des espaces porteurs à la fois des valeurs associées à l'urbanité et la modernité, et des valeurs associées à la qualité du cadre de vie » (Bonerandi et al., 2003 : 66). Des études ont même prouvé « que la présence d'agriculture à l'intérieur des zones urbaines et périurbaines peut avoir un impact positif sur l'équilibre psychique des résidents des villes » (Bouffard, 1993 : 11).

Par contre, si la préservation du territoire agricole veut dire simplement de protéger les terres agricoles du développement, ça ne veut pas dire que l'élément humain de l'agriculture va être préservé, non plus que la terre va être conservée dans une optique durable et productrice (Lockeretz, 1987). Pour réduire ce risque, les campagnes urbaines doivent devenir « des territoires de production agricole, voués en priorité à satisfaire les attentes urbaines, en particulier en matière de paysage, mais

conservant leur autonomie économique, basée pour partie sur leur production agricole » (Fleury et Donadieu, 1997 : 8).

Ceci semble à priori facile, mais il y a trois problèmes qui se cachent sous cette affirmation. Premièrement, tel que mentionné plus tôt, il y a un risque réel que les agriculteurs perdent le contrôle sur leur territoire, inondés qu'ils sont de citoyens qui ont une vision bien différente de la leur. Le monde agricole perd de plus en plus le leadership sur son propre territoire (Donadieu, 1998). Deuxièmement, de plus en plus, les rapports de voisinage entre les communautés agricoles et non agricoles deviennent de plus en plus ardues, et « comme les agriculteurs n'ont pas intérêt à prolonger les conflits avec des communautés urbaines grandissantes, éventuellement ils devront choisir entre la modification, la relocalisation ou l'abandon de leurs pratiques agricoles » (Des Roches, 1999 : 26). Finalement, les agriculteurs périurbains, pour parvenir à maintenir à flots leur production et rentabiliser leur exploitation, font face à de nombreux défis. Comme nous l'avons vu plus tôt, la possibilité d'agrandir leur terre diminue, la main-d'œuvre est difficilement trouvable, la machinerie coûte de plus en plus cher, et de plus en plus de voisins non agriculteurs se plaignent des nuisances liées à l'exploitation agricole. L'agriculteur doit donc s'adapter.

Toutefois, il est possible de profiter de cette proximité urbaine. La ville, tel que mentionné plus tôt, représente un important marché autant de consommateurs que d'utilisateurs. Ainsi, comme nous l'avons vu auparavant, il existe un pourcentage de plus en plus élevé de consommateurs qui portent attention à ce qu'ils mangent, qui recherchent des aliments frais et sains. Par exemple, il existe une demande de plus en plus forte pour des produits ethniques, des légumes miniatures et des produits biologiques, en plus de tous ces aliments non habituels que certains restaurants innovateurs recherchent (Bobaum, 1987). La proximité de la ville permet aussi de développer des pratiques d'auto-cueillette et de vente directe (comme l'ASC), ou de favoriser des techniques augmentant la durée de la saison, telles les serres, qui

permettent d'intensifier sur peu de terrain de 15 à 20 fois la production (Blobaum, 1987).

Un autre apport intéressant de la ville est celui d'opportunités d'emplois. L'agriculteur périurbain, ou un membre de sa famille, a la possibilité d'aller chercher un emploi en ville afin de compléter les revenus apportés par l'exploitation agricole. On note donc de plus en plus d'agriculteurs à temps-partiel à proximité de la ville (Johnston et Bryant, 1987).

Ainsi, la pression qu'exerce la ville sur la campagne qui l'entoure force les agriculteurs à innover et à s'adapter aux nouvelles contraintes. Par contre, ce n'est pas partout avec le même succès qu'ils y réussissent. Il y a certaines forces urbaines plus difficiles à combattre que d'autres, principalement l'augmentation de la valeur foncière. Subséquemment, on remarque dans l'espace une distinction dans l'adaptation des agriculteurs, et ce principalement parce que « chaque exploitant agit en tant qu'individu face à un ensemble de facteurs pesant sur les conditions de son exploitation » (Bryant, 1989).

3.4.2.2- L'adaptabilité de l'agriculture

Spatialement, il est possible de caractériser l'adaptabilité de l'espace agricole périurbain par rapport à la distance à la ville. Nous pouvons discerner principalement trois types de paysages : un paysage de dégénérescence de l'agriculture, un paysage d'adaptation de l'agriculture, et finalement un paysage de développement de l'agriculture (Bryant, 1992a). Le premier paysage, le plus près du centre, celui de dégénérescence, en est un où beaucoup d'influences négatives de l'urbanisation rendent la pratique agricole très difficile; par exemple une fragmentation excessive, des prix trop élevés des terres, beaucoup de vols et/ou de vandalisme, et ainsi de suite. Il s'agit donc d'un paysage où l'activité agricole est sur le déclin parce qu'elle n'arrive pas à combattre ces pressions. Ensuite vient le paysage d'adaptation, espace où les influences négatives de la ville sont contrecarrées par ses influences positives

plus nombreuses, permettant ainsi aux agriculteurs de répondre aux opportunités présentes. Finalement, le paysage de développement, qui est aussi celui le plus éloigné de la ville, en est un où l'influence de la ville se fait peu sentir et où le développement de l'agriculture suit son cours normal.

À la lumière de tous ces faits, nous pouvons désormais en arriver à une caractérisation globale de l'agriculture périurbaine et à un survol de ses rôles et fonctions. Les caractéristiques principales de cette agriculture, comparées à celles retrouvées dans les autres territoires agricoles, sont donc: « 1- les agriculteurs périurbains se perçoivent le plus souvent comme des citoyens dont le métier est l'agriculture; 2- le territoire n'est pas figé, il sera, à plus ou moins long terme urbanisé, et les agriculteurs en sont conscients; 3-le fermage est le mode de faire valoir dominant; 4- la valeur foncière habituellement estimée est bien plus élevée que celle correspondant au potentiel agricole » (Fleury et Donadieu, 1997 : 3). Les rôles et fonctions de l'espace agricole périurbain sont de trois ordres : 1- l'espace agricole soutient d'autres activités au même titre que la production agricole, par exemple l'agritourisme; 2- l'espace agricole soutient la gestion et l'entretien du paysage, qui devient un bien de consommation; 3- l'activité agricole entretient des liens étroits avec le milieu naturel (Bryant et Marois, 1998).

Les impacts de l'étalement urbain sur l'agriculture périurbaine nous permettent de mieux apprécier la situation dans laquelle les agriculteurs périurbains se trouvent. Cependant cette situation, quoique bien particulière à cette proximité de la ville, n'est pas indifférente aux défis retrouvés dans le système agricole plus général, d'où l'importance de cette mise en contexte plus générale au début de ce texte puisque, après tout, l'agriculture périurbaine se situe dans un ensemble plus général.

Suite à tous ces faits et observations, on peut se demander si l'agriculture québécoise actuelle est durable ou pas. En fait, de plus en plus d'observateurs nous préviennent que nous devons changer notre vision de la production agricole si nous voulons qu'elle devienne durable. Ainsi, « face à la baisse des prix, aux répercussions

environnementales de leurs pratiques, à la dégradation des sols et à l'augmentation des coûts de production, les agriculteurs modernes cherchent de nouveaux moyens de réduire les coûts de production et d'atténuer les répercussions néfastes de leurs méthodes d'agriculture » (Dakers, 1992 : 13).

On peut de la sorte se questionner sur la durabilité d'une telle production qui dépend de plus en plus d'intrants non renouvelables et de produits chimiques dommageables pour l'environnement. Ainsi on commence à douter des bienfaits tant vantés de la « Révolution Verte ». De plus en plus on remarque les effets néfastes de l'industrialisation de l'agriculture sur l'environnement et de plus en plus on note un endettement des fermiers qui n'ont d'autre choix que d'emprunter pour acheter tous les intrants externes nécessaires à leur production. La « Révolution Verte » a eu, et a encore, tendance à profiter aux producteurs bien nantis qui ont le pouvoir d'achat nécessaire à l'implantation de ces nouvelles machineries et de ces nouveaux engrais et pesticides (Seitz, 2002). Pour résumer le tout :

« Des percées ont été faites en productivité agricole dans des agro-écosystèmes favorables où le recours à l'irrigation, aux engrais, aux pesticides et aux semences d'hybrides a été intensif. Outre que la plupart des petits exploitants n'y ont pas accès, le recours intensif à ces intrants peut facilement infliger des dommages à l'environnement. » (Agence canadienne de développement international, 2003 : 16)

Conséquemment à tout ce dont nous venons de discuter, le but de ce travail se trouve à être justifié. Lorsqu'on regarde l'évolution de l'agriculture et son état actuel, il est intéressant, voire important, de porter une attention particulière à ces modes de production alternatifs telle l'agriculture soutenue par la communauté et de chercher à comprendre les mécanismes qui sous-tendent ce mode de production ainsi que les raisons qui poussent certains agriculteurs à se tourner vers ce mode de production. Sans permettre une généralisation de la réussite des modes de production alimentaire alternatifs, ce travail permet quand même d'en étudier un volet spécifique. À notre

époque de remise en question, il est donc important, pour bien comprendre un phénomène dans son entièreté, d'en étudier les différents constituants. Ce travail s'inscrit donc dans un effort global de caractérisation et, une fois situé dans ce cadre plus général, permet de mieux comprendre certaines préoccupations qui affectent autant les consommateurs que les producteurs, et ce autant au point de vue de l'apport en nourriture saine qu'aux points de vue économiques et sociaux.

Dans cette perspective, nous traitons dans les prochains chapitres de ce mémoire de la question de durabilité de l'agriculture actuelle, particulièrement comment la définir et comment l'atteindre. Nous examinons ensuite plus en détails ce qu'est l'agriculture soutenue par la communauté, et ce tout en étudiant quelques concepts qui y sont liés, entre autres le développement local, l'économie sociale, les réseaux, les marchés de proximité et la multifonctionnalité de l'espace rural périurbain. Nous regardons ensuite jusqu'à quel point l'agriculture soutenue par la communauté est durable, pour finir le tout avec notre étude de cas sur les agriculteurs oeuvrant dans la grande région métropolitaine de Montréal. Un retour sur ce que nous aurons vu au cours de ce mémoire permettra de lier ensemble tous ces éléments et ainsi d'en tirer des réflexions utiles à cet effort de caractérisation d'un moyen de mise en marché alternatif.

4- L'agriculture durable

« Once plants and animals were raised together on the same farms – which therefore neither produced unmanageable surpluses of manure, to be wasted and to pollute the water supply, nor depended on such quantities of commercial fertilizer. The genius of American farm experts is very well demonstrated here: they can take a solution and divide it neatly into two problems » (Wendell Berry, 1977: 62).

4.1- Qu'est-ce qui la compose?

Le concept de durabilité de l'agriculture en est un, nous venons de le voir, qui préoccupe une proportion grandissante de personnes. Or, celui-ci découle directement du concept de développement durable tel que défini par la Commission Brundtland en 1987, c'est-à-dire « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1989 : 51). Dans cette optique, l'agriculture durable « consiste à gérer les ressources essentielles et accessoires de manière à combler les besoins de tous ceux qui, pour l'heure, en dépendent sans nuire aux générations futures» (Hulse, 1995 : 118).

Selon le pôle INPACT, l'agriculture durable c'est « prendre en compte simultanément les 27 principes (du développement durable tels que ratifiés dans la déclaration de Rio) qui, rapportés aux domaines agricole et rural, peuvent se regrouper en quatre dimensions indissociables : efficience économique, équité sociale, protection de l'environnement et culture et éthique » (Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale, 2003 : 3). Il y a donc certaines grandes préoccupations qui sous-tendent l'agriculture durable : les besoins de mettre en place des systèmes de production diversifiés et efficaces, de conserver les écosystèmes et les ressources naturelles, de conserver les ressources d'énergie non renouvelables et

de mettre en place des systèmes de production viables économiquement et justes sur le plan social (Hulse, 1995).

Dans le même ordre d'idées, « l'agriculture durable, qui est un but plutôt qu'une série distincte de pratiques, fut défini par Benbrook (1991) comme un système de production de nourriture et fibres qui : (i) améliore la productivité du sol, de l'eau et d'autres ressources naturelles et systèmes de production de sorte que les agriculteurs puissent rencontrer les niveaux croissants de demande liée à la population et la croissance économique ; (ii) produit une nourriture sécuritaire, complète et nutritive, par le fait même promouvant la santé humaine ; (iii) assure un revenu net adéquat à la ferme afin de supporter un standard acceptable de vie pour les agriculteurs ; (iv) se plie aux standards de la communauté et rencontre les attentes sociales » (Bergström, Bowman et Sims, 2005 : 76 ; traduction libre de l'auteur).

Cependant, aucune définition exacte et précise de l'agriculture durable ne semble atteindre un consensus au sein du milieu scientifique. Alors que certains définissent une production agricole durable comme étant une production s'étant retirée du modèle agricole industriel, conventionnel de grande surface (Batie et Taylor (1989) dans Duram et Larson, 2001), d'autres affirment qu'il est même impossible d'en produire une définition unique étant donné qu'il existe plus d'une façon de définir la durabilité en elle-même (Wilkinson et Cary, 2002). Selon ces derniers, il n'existe pas de système agricole durable, mais plutôt une succession de systèmes moins dommageables. De la sorte, au fur et à mesure que notre société évolue, nous modifions et adaptons les moyens de production afin qu'ils répondent aux besoins et préoccupations actuels. Ainsi, « la durabilité n'est pas un état stable idéal et fixe, mais plutôt un procédé évolutionnaire tentant d'améliorer la gestion de systèmes à travers une compréhension et un savoir améliorés » (Wilkinson et Cary, 2002 : 382 ; traduction libre de l'auteur). Le résultat (la configuration précise d'un système de production agricole plus durable) n'est donc pas connu d'avance. Seul le point de départ est connu et c'est à partir d'un manque de durabilité observé à ce moment que nous pouvons nous questionner sur la durabilité du système et ainsi viser une

amélioration. Le système durable en est un en constante évolution qui représente une adaptation aux changements constants plutôt que d'être une finalité absolue qui résiste à toutes les attaques qu'il peut encourir (Wilkinson et Cary, 2002). Donc, « une nouvelle approche n'en est pas une meilleure sauf si elle constitue une solution à un problème actuel. Les gens ne changeront pas leur façon de travailler, leur système de production, sauf si ils considèrent que le changement résoudra un problème les concernant directement » (Wilkinson et Cary, 2002 : 382 ; traduction libre de l'auteur). Le système poursuit ainsi la durabilité par une succession de cycles de changements qui amènent ledit système à évoluer (Wilkinson et Cary, 2002).

Selon ce regard sur la quête de durabilité, on remarque que le changement n'apparaît que lorsqu'il y a une volonté de changement de la part des acteurs. Or, cette quête de durabilité est ardue dû au manque fréquent de volonté des individus et organismes qui ne sont pas prêts à sacrifier leur bien-être pour le bien commun (Van Kooten et Kennedy, 1990). La recherche et la perception de durabilité en agriculture dépendent fortement des contextes culturel et matériel dans lesquels les acteurs évoluent (Chiappe et Butler Flora, 1998). Ainsi, « l'agriculture offre un contexte complexe et variable dans son développement durable et une approche 'de taille universelle' (*one size fits all*) aura une réussite improbable » (Bowler, 2002b : 205 ; traduction libre de l'auteur).

Par contre, avons-nous raison de nous questionner sur la viabilité, voire la durabilité de l'agriculture actuelle? Selon Seitz, oui. Il affirme que « la majorité de la production agricole dans le monde utilise des pratiques fermières qui sont non durables en ce qui concerne l'environnement » (2002 : 101). Afin d'illustrer son point, il dénonce la forte dépendance de l'agriculture envers les combustibles fossiles. Il soutient que « l'agriculture occidentale transforme les combustibles fossiles en nourriture » (Seitz, 2002 : 80). Il avance que si on pouvait augmenter la diète mondiale globale au niveau de la diète américaine, nous consommerions, avec

les moyens de production actuels, l'entière des réserves mondiales connues de pétrole en 15 ans.

Également, en nous attardant davantage aux quatre dimensions de la durabilité agricole du pôle INPACT énumérées plus tôt, nous pouvons déduire sans équivoque que notre production alimentaire actuelle est loin d'être durable. Nous l'avons vu, avec la hausse des coûts de production et l'augmentation de l'endettement des fermiers, nous sommes loin de l'efficacité économique. La concentration des actifs agricoles chez les fermiers riches au détriment des plus petites fermes qui disparaissent ne répond pas au critère d'équité sociale. L'utilisation excessive de matières non renouvelables et la dégradation de l'environnement et des sols due à l'usage de produits chimiques va à l'encontre de la protection de l'environnement. Et finalement, l'intérêt commercial, le manque d'autonomie des fermiers face au marché, les déséquilibres biologiques causés par l'intensification des cultures et le manque de liens entre les acteurs du milieu sont tous des facteurs qui viennent contrecarrer le respect de la culture et de l'éthique agricoles. Voilà donc où nous en sommes dans notre système de production alimentaire actuel, à une prise de conscience qui remet les fondements de ce système en cause.

4.2- Comment atteindre la durabilité?

Lorsque l'on revient à la notion que la durabilité agricole est en constante évolution, la question 'comment l'atteindre' semble alors vaine. Cependant, c'est cette recherche de durabilité qui force les changements à travers les systèmes de production, et ce à travers le temps. Même si la durabilité est difficilement définissable de par son dynamisme intrinsèque, nous pouvons quand même établir des « bornes de changement » souhaitables. Une fois ces « bornes de changement » (ou améliorations) atteintes, le système n'est durable que jusqu'à ce qu'il s'avère à nouveau non durable (Wilkinson et Cary, 2002).

Une chose est par contre claire : la volonté de produire une nourriture saine et complète avec le moins d'effets néfastes sur l'environnement (Bergström, Bowman et Sims, 2005). Ainsi, « une transition des modes de production agricole industriels à des systèmes de nourriture et fibres régénératifs est un des éléments clés de la durabilité » (Dahlberg, 1994 : 170 ; traduction libre de l'auteur). Ces systèmes impliquent: « (i) une restructuration et une décolonisation de l'agriculture industrielle ; (ii) le maintien et le rehaussement de systèmes alimentaires autochtones et traditionnels ; (iii) des changements conceptuels et de valeurs vers des approches systémiques, des analyses contextuelles par niveau, et l'utilisation de modèles de santé plutôt que de modèles économiques/productivistes comme base évaluative » (Dahlberg, 1994 : 170 ; traduction libre de l'auteur).

On peut reconnaître trois volets à l'agriculture durable : l'environnement, l'économie et la société (Bowler, 2002a). La dimension environnementale concerne l'utilisation du capital naturel, comme une utilisation durable du sol et de l'eau, le rehaussement de la biodiversité et le recyclage des déchets agricoles. La dimension économique touche la conservation de l'approvisionnement de matières agricoles premières et des services autant aux populations agricoles que non agricoles, alors que la dimension sociale consiste à conserver un niveau optimal de population agricole, conserver un niveau de vie acceptable sur la ferme, distribuer de façon équitable les bénéfices matériels liés à la croissance économique et la construction de la capacité de participation de la communauté agricole dans le cheminement de développement à travers l'utilisation du savoir afin de développer de nouvelles possibilités et options à travers le temps (Bowler 2001a, dans Bowler 2002a). Il faut cependant noter la présence de certaines contestations relativement à certains termes comme 'optimal', 'acceptable' et 'équitable' au sein de la communauté, termes qui n'ont pas la même signification, la même importance selon les différents groupes (Bowler 2001a, dans Bowler 2002a).

Tel que mentionné plus tôt, le rôle des acteurs est primordial dans l'atteinte de durabilité, ou plutôt dans sa poursuite. Du point de vue de l'agriculture, la recherche

de durabilité implique un rapprochement entre les producteurs et les consommateurs (Horrigan et al., 2002) et que les consommateurs portent « un minimum d'attention et de pensée délibérée à la production de leur nourriture » (Thompson, 2001 : 227-228 ; traduction libre de l'auteur). C'est également ce qu'affirment Welsh et MacRae (1998), parlant de citoyenneté alimentaire (*Food Citizenship*), lorsqu'ils mentionnent l'importance pour le consommateur d'appartenir et de participer à tous les niveaux de la production alimentaire. Il est donc nécessaire, pour que tout mouvement en direction d'un système moins dommageable se fasse, qu'il y ait un mouvement social qui y soit associé, un mouvement allant jusque dans les rouages gouvernementaux. Ainsi, « à l'échelle de la société, adresser la durabilité est nécessaire pour la santé économique à long terme, et il pourrait y avoir plusieurs politiques initiatives afin de redresser la balance qui a eu tendance à favoriser des pratiques non durables – par exemple, une taxation ou une suspension de subventions en fonction d'une politique de 'pollueur payeur' » (Appleby, 2005 : 297 ; traduction libre de l'auteur). Puisque les forces du marché en agriculture ont souvent camouflé les considérations de protection environnementale, la durabilité est difficilement envisageable à moins qu'il n'y ait un « support régulateur progressif » (Bergström et al., 2005 : 76). Cependant, « la vaste majorité des fonds gouvernementaux pour des projets environnementaux en agriculture continuent d'être destinés aux agriculteurs conventionnels et aux organisations agricoles défendant la nécessité continue de l'agriculture commerciale chimique » (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 9 juin 2000, dans Hall et Mogyorody, 2001 : 404 ; traduction libre de l'auteur).

Mais il y a plus que la santé économique qui soit en jeu dans la recherche de durabilité. Pour plusieurs, les nuisances faites à l'environnement sont encore plus importantes que le besoin de durabilité économique. Il importe donc dans un premier temps de trouver un système de production qui aidera à restaurer l'équilibre écologique qui est grandement mis en danger par les pratiques conventionnelles (voire la section précédente sur les préoccupations environnementales). Certains vont même, comme c'est le cas pour Small (1997), jusqu'à établir des listes de priorités pour la diversité biologique du Canada. Dans son article intitulé

« Biodiversity Priorities from the Perspective of Canadian Agriculture : Ten Commandments », il dresse une liste des dix plus importantes préoccupations environnementales à ses yeux pour la durabilité de l'agriculture canadienne. On y trouve : « (1) préserver la diversité génétique disparaissante d'espèces domestiquées et leurs parents sauvages en utilisant des techniques *ex situ* ; (2) conserver les parents sauvages dans la nature ; (3) protéger les habitats sauvages, qui fournissent des réservoirs de pollinisateurs, des organismes du sol bénéfiques et des agents contrôlant les insectes et animaux nuisibles, et qui peuvent cacher des espèces précieuses économiquement non identifiées jusqu'à ce jour ; (4) étendre l'agriculture bonne pour l'environnement, incluant l'agriculture à faibles intrants (*low-input*) et biologique, la gestion intégrée des pestes et de la conservation du sol ; (5) minimiser les impacts des pratiques agricoles qui dégradent les systèmes planétaires de support à la vie ; (6) employer les propriétés mettant en valeur la biodiversité de la diversification des récoltes ; (7) minimiser les risques de dispersion d'organismes génétiquement modifiés ; (8) développer la durabilité en tant que concept qui bénéficie autant à la biodiversité qu'à l'agriculture ; (9) promouvoir l'harmonie entre l'agriculture et l'environnementalisme en rendant la biodiversité et la protection de la nature durable et profitable ; et (10) investir dans la recherche de la biodiversité » (Small, 1997 ; 487 ; traduction libre de l'auteur).

Ces commandements prennent tout leur sens lorsque l'on pense au fait que le Canada continue d'être un des appuis gouvernementaux les plus forts pour les organismes génétiquement modifiés (Hall et Mogyorody, 2001) et que certains programmes gouvernementaux ne font qu'encourager les pratiques moins respectueuses de l'environnement en basant les revenus garantis aux agriculteurs sur les récoltes passées, les poussant ainsi à cultiver les terrains marginaux afin d'augmenter les surfaces ensemencées ou à utiliser différents intrants chimiques afin d'accroître leur productivité (Van Kooten et Kennedy, 1990). Les garanties-récolte offertes par différents organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux ne font ainsi qu'inciter les agriculteurs à accroître leur production, peu importe le coût environnemental. Lorsque l'on regarde les faits amenés par Van Kooten et Kennedy

(1990), on remarque au Canada (comme ailleurs dans le monde) la présence d'une culture qui pousse à la production, et ce à un point tel que les autorités ont mis sur pied à différents moments des programmes visant à acheter les surplus de production afin de contrôler les prix sur le marché (Van Kooten et Kennedy, 1990). D'autre part, afin de freiner les effets néfastes de la production agricole conventionnelle, de plus en plus de programmes sont mis de l'avant afin d'encourager des pratiques plus durables. Ces programmes sont donc, en quelque sorte, mis en place afin de contrecarrer les effets des autres programmes gouvernementaux déjà en place (Van Kooten et Kennedy, 1990). On peut par conséquent se questionner sur la durabilité d'un tel système !

5- L'agriculture alternative

Les questionnements qui surgissent suite à cette remise en question de la production agricole conventionnelle, qu'ils concernent la durabilité environnementale, la durabilité économique ou même des questionnements d'ordre social, amènent certaines personnes à se tourner vers d'autres types alternatifs de production mis en place afin de « défier le modèle agro-alimentaire, spécialement son mode de production, et les impacts sur les gens et l'environnement, et la nature de la distribution et de la consommation hors de l'enceinte de la ferme. La prémisse sous-jacente est que le système agro-alimentaire industriel est indésirable de plusieurs points de vue et non durable à long terme » (Hill et Ramsay, 1976, dans Troughton, 2002 : 139 ; traduction libre de l'auteur).

Ce virage vers un système agricole alternatif amène un débat opposant l'agriculture alternative à l'agriculture conventionnelle. Ce débat « implique un spectre de valeurs et points de vue ; environnemental, scientifique, économique, social et politique, qui se concentrent sur les mérites relatifs de différents types d'entreprises et de chaînes de commodités » (Troughton, 2002 : 124 ; traduction libre de l'auteur). Ce débat est expliqué davantage par l'échelle des paradigmes de l'agriculture alternative et de l'agriculture conventionnelle de Beus et Dunlap (1990 et 1994). Cette échelle est constituée de deux pôles, respectivement l'agriculture alternative et l'agriculture conventionnelle, opposés par des philosophies divergentes. D'une part certains considèrent que l'industrie agricole, par ses effets destructeurs et les coûts cachés associés à sa pratique, cause plus d'inconvénients que de bénéfices. D'autre part, les partisans du modèle agricole industriel sont convaincus du bon fonctionnement du système actuel, à un tel point où les effets négatifs présents ne sont pour eux que temporaires et seront résolus par le progrès scientifique et technologique (Beus et Dunlap, 1990). Ce débat peut être mieux compris lorsque l'on regarde les principales caractéristiques de chacun de ces deux pôles tel qu'énumérées dans le tableau 3 (voir aussi le tableau 7 selon Beus et Dunlap présenté en annexe 2 à la page 129).

Tableau 3 : Caractéristiques des agricultures conventionnelle et alternative

Agriculture conventionnelle	Agriculture alternative
Centralisation	Décentralisation
Production, transformation et mise en marché nationales et internationales	Production, transformation et mise en marché locales et régionales
Concentration des ressources	Ressources dispersées
Moins de fermes	Plus de fermes
Individualisme et compétition	Communauté
Intérêt particulier (privé)	Forte coopération
Travail réduit	Travail constructif
Agriculture en tant qu'entreprise	Agriculture en tant que mode de vie
Coûts externes ignorés	Tous les coûts considérés
Succès matériel	Valeurs non matérielles
Paradigme scientifique	Reconceptualisation de la science
Spécialisation	Diversification
Production standardisée	Production localisée
Composantes agricoles	Agroécosystème

Source : adapté de Curry-Roper 1992 dans Bowler 2002b, traduction libre de l'auteur

Cependant, malgré les arguments proposés dans ce tableau, certains comme Antle et Capalbo (2002) affirment que le débat reste stérile étant donné le manque d'information permettant de bien comprendre l'agriculture « en tant que système intégré de procédés biophysiques et humains décisionnels » (Antle et Capalbo, 2002 : 2 ; traduction libre de l'auteur), et ce afin de saisir les implications à long terme des systèmes de production agricole prônés de part et d'autre. Selon eux, la compréhension de la complexité des interactions est essentielle afin de comprendre le comportement dynamique à long terme des systèmes agricoles (Antle et Capalbo, 2002). D'autres auteurs conseillent une approche prudente affirmant qu'il est dangereux de simplement catégoriser les agriculteurs en tant que *conventionnels* ou *alternatifs* étant donné que la relation entre les pratiques agricoles et les croyances, valeurs et attitudes est complexe (Walter, 1997; dans Abaidoo et Dickinson, 2002). Ainsi, malgré qu'il soit « vrai que ces deux paradigmes sont en opposition [, e]n réalité, par contre, la plupart des exploitations agricoles se retrouvent entre ces deux extrêmes 'idéologiques' » (Beauchesne, 1999 : 11). Cependant, tel que le mentionnent Beus et Dunlap (1990), il est plus facile de comprendre le débat en comprenant la polarité qui existe entre les deux paradigmes

puisque la majeure partie des désaccords ont lieu entre les fervents partisans de l'un ou l'autre des pôles opposés.

Étant donné le foisonnement de points de vue, de visions qui se situent entre ces deux pôles, définir les approches alternatives reste une tâche difficile. Ces approches incluent « l'agriculture biologique, l'agriculture durable, l'agriculture régénérative, l'écoagriculture, la permaculture, l'agriculture bio-dynamique, l'agroécologie, l'agriculture naturelle, l'agriculture à faibles intrants, et bien d'autres » (Buttel et al. (1986), dans Beus et Dunlap, 1990 : 594 ; traduction libre de l'auteur). Les approches alternatives sont caractérisées par une gestion flexible et adaptative de la ferme afin d'amener une vitalité environnementale, économique et sociale à long terme (Ehrenfield (1987); Lockeretz (1988); Kirschenmann (1989); Troughton (1995), dans Duram et Larson, 2001 : 84). Comme on peut le voir par ces caractéristiques, les approches alternatives tendent à se rapprocher du concept d'agriculture durable. Par contre, et prenons l'agriculture biologique en exemple, une chose est cependant à noter : ce n'est pas parce qu'une agriculture est biologique qu'elle est durable et, dans le même ordre d'idée, l'agriculture ne doit pas être biologique pour être durable. Certains, comme Savory, affirment même que ni l'agriculture biologique, ni l'agriculture industrielle ne présentent de réelles solutions à l'atteinte d'une agriculture durable étant donné que la réponse ne peut venir seulement de l'agriculture (Savory, 1994). D'où l'importance de considérer une approche holistique dans la définition de la durabilité de l'agriculture puisqu'il faut une approche systémique afin de résoudre les problèmes décisionnels, et aussi parce que l'agriculture doit être placée dans un contexte social à l'intérieur du contexte agroalimentaire dans son ensemble (Horrigan et al., 2002). Les méthodes utilisées dans les approches alternatives (p.ex. : rotation des cultures, diminution du labourage, gestion du sol, de la diversité et des nutriments, gestion des pestes intégrée, pâturages rotatifs) doivent donc prendre en considération des intérêts à long terme (p.ex. : la biodiversité et les communautés rurales) plutôt que les intérêts à court terme tels les profits (Horrigan et al., 2002).

Dans cette recherche de durabilité qui alimente les approches alternatives, nous remarquons une évolution des méthodes de production. Cette évolution se fait dans un certain ordre tel que remarqué par Hill et MacRae (1995). L'évolution passant du pôle conventionnel au pôle alternatif se fait selon une progression *efficience-substitution-redessin* (Hill et MacRae, 1995; voir tableau 8 en annexe 3 à la page 132). Dans la première étape de cette progression, soit l'*efficience*, les changements apportés face aux systèmes conventionnels concernent la réduction de la consommation et du gaspillage de ressources coûteuses et rares, par exemple réduire l'utilisation d'engrais, surveiller les animaux et insectes nuisibles (pestes) et évaluer une durée optimale des opérations. Dans la deuxième étape, c'est-à-dire la phase de *substitution*, les produits et procédures dommageables pour l'environnement sont remplacés par des équivalents inoffensifs pour l'environnement, par exemple des engrais de sources biologiques ou des pesticides et insecticides biologiques. Finalement, la dernière étape, celle du *redessin*, est atteinte lorsque les causes des différents problèmes sont reconnues, et donc prévenues par des approches de gestion *in situ* et particulières au moment précis, contrairement à une approche valorisant l'application d'intrants externes (Hill et MacRae, 1995).

C'est donc dans ce processus de transformation, d'évolution que s'insère l'agriculture soutenue par la communauté. L'ASC se situe ainsi près du pôle alternatif du modèle de Beus et Dunlap (1990) et est dépendante d'une pratique « redessinée », c'est-à-dire une gestion dépendante d'une vision holistique venant du milieu lui-même et non de l'extérieur.

6- L'agriculture soutenue par la communauté (ASC)

Dans le prochain volet de ce travail, regardons plus profondément une des différentes approches alternatives, soit l'agriculture soutenue par la communauté. Cette partie vise donc à présenter cette méthode de mise en marché qui croît sans cesse en popularité au sein de la population québécoise. Afin de mieux comprendre cette méthode, nous allons la mettre en situation, voir son évolution, son historique, pour ensuite la mettre en relation avec différents concepts qui l'affectent et qui la définissent.

6.1- Les racines de l'ASC

L'agriculture soutenue par la communauté prit racine dans deux mouvements qui se développèrent sur deux continents différents pour enfin se rejoindre et former l'ASC. Le premier mouvement duquel elle prend ses sources date des années 1970 et se développa au Japon. À l'époque, un mouvement fut mis en place par un groupe de personnes soucieuses du fait que leur alimentation dépendait largement de sources extérieures à la communauté et en même temps remarquant que les agriculteurs locaux éprouvaient des difficultés à être concurrents sur des marchés de plus en plus globaux. Elles prirent donc sur elles de soutenir les agriculteurs locaux en leur demandant une production locale de fruits et légumes en échange d'une garantie d'achat. En découlèrent donc le système des « Teikei », mot japonais signifiant *partenariat* (Hashimoto, 2004 ; et Japan Organic Agriculture Association (JOAA), 1993).

L'idée de l'agriculture soutenue par la communauté prend également racine dans un mouvement européen où des techniques biodynamiques furent de plus en plus utilisées par des agriculteurs, techniques prônant une vision holistique, naturelle et spirituelle visant à comprendre la relation complexe qui existe entre l'être humain et la nature (The Biodynamic Agricultural Association, 2006). Les techniques

biodynamiques amènent l'idée qu'il est important de voir la ferme comme étant une composante intégrale de l'écosystème dans lequel elle évolue (Henderson, 1999).

Le concept d'agriculture soutenue par la communauté tel qu'on le pratique aujourd'hui au Québec vient ainsi d'une métamorphose de ces deux mouvements suite à leur implantation aux États-Unis dans le début des années 1980. C'est à cette époque que l'idée d'instaurer des parts vendues en début de saison aux partenaires fut développée. Quoique l'idée de soutenir les agriculteurs par la communauté locale vienne plutôt du Japon, en passant par le biodynamisme européen, le concept tel que nous le connaissons aujourd'hui vient des États-Unis où des pratiques d'achats garantis existaient déjà. L'innovation fut donc d'instaurer ce système de parts prépayées qui assurent un certain revenu à l'agriculteur et où celui-ci devient le jardinier des partenaires, en plus d'inciter les agriculteurs à faire une gestion écosystémique de leur ferme.

6.2- Définition de l'ASC

Avant d'aller plus loin, définissons plus clairement ce qu'est l'agriculture soutenue par la communauté. Tel que mentionné en introduction de ce travail, l'agriculture soutenue par la communauté est un partenariat qui prend place directement entre le producteur et le consommateur. L'ASC, pour rappeler la définition mentionnée en ouverture, est « une relation de support mutuel et d'engagement entre le fermier local et des membres de la communauté qui paient au fermier des frais annuels afin de couvrir les coûts de production à la ferme » (The Community Supported Agriculture Centre, <http://www.csacenter.org/movement.html>, page consultée le 7 septembre 2004).

Le côté innovateur de ce système est que le fermier reçoit les recettes de sa production avant que celle-ci ne soit faite. Le consommateur achète des parts de production à venir, sans savoir si la récolte sera bonne ou non (Réseau Prairieland Community Supported Agriculture, 2006). Il partage donc le risque avec le fermier.

Si la récolte est mauvaise, le consommateur a moins de légumes. Si elle est meilleure, il en a plus. Tout ça pour le même prix établi par le fermier avant son ensemencement en fonction des marchés locaux. C'est donc la responsabilité de l'exploitant d'évaluer combien va lui coûter sa production (semences, machinerie, entretien et salaires) et combien celle-ci vaudra. Chaque consommateur achète donc une *part* de la production en fonction du prix que le fermier établit (The Community Supported Agriculture Center, 2004). Chaque *part* représente une livraison hebdomadaire de légumes (ou autres produits) durant la saison, et ce souvent sous forme de paniers ou de boîtes. Ce partenariat s'instaure donc dans une optique de remise en valeur du fonctionnement du système de distribution, mais aussi du système de production actuel. Il s'agit par conséquent d'un système d'approvisionnement local, le tout effectué dans un cadre d'agriculture biologique afin de répondre aux préoccupations environnementales et de santé (voir sections précédentes).

Selon l'exploitation agricole, la participation des partenaires peut varier grandement. Ainsi, certains agriculteurs peuvent demander aux partenaires (consommateurs) de participer aux tâches agricoles (Cone et Myhre, 2000). Ces corvées peuvent être facultatives ou obligatoires. Le but de ces corvées est en quelque sorte de rétablir le lien entre le consommateur et la source de sa nourriture tout en permettant de développer un lien plus fort au sein de la communauté locale entre le producteur et le consommateur (Grey, 2000). Afin de recréer ces liens maintenant dissous, les producteurs et consommateurs doivent forger un équilibre durable entre les différents styles et niveaux de vie que l'on retrouve au sein de la communauté, et ce à travers un engagement basé sur des valeurs communes (Cone et Myhre, 2000) telles les préoccupations environnementales. C'est à travers cet engagement que l'agriculteur peut aller chercher la sécurité financière dont il a besoin afin d'assurer la pérennité de son entreprise.

7- Différents concepts touchant l'ASC

Dans le but d'encore mieux comprendre l'agriculture soutenue par la communauté, passons désormais à l'étude de différents concepts qui touchent, plus ou moins directement, ce système de mise en marché. Dans la prochaine section nous passons donc en revue le développement local et la multifonctionnalité de l'espace rural périurbain, le capital social et le rôle des acteurs locaux, l'importance des réseaux et de l'accès à l'information, l'utilité de la proximité urbaine pour les communautés rurales et finalement les marchés de proximité.

7.1- Le développement local et la multifonctionnalité de l'espace rural périurbain

Concept utilisé à toutes les sauces, le développement local représente bien plus qu'un terme à la mode, il représente une finalité souhaitée dans toute approche de développement, c'est-à-dire que le processus de développement vienne de ceux qui en ont besoin : la population locale. Cependant, plusieurs obstacles se dressent devant une telle finalité. Afin de mieux les comprendre, regardons plus en détail le concept lui-même.

La notion de développement renvoie à la notion d'évolution à travers divers stades afin d'atteindre une certaine maturité. Il s'agit en réalité du fait pour quelque chose ou quelqu'un de progresser et de prendre de l'importance (Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse, 1982). Le développement est donc un processus en mouvement qui implique une certaine amélioration de statut. Le développement d'une communauté représente une transformation socio-économique débouchant sur une meilleure qualité de vie, et ce dans une optique irréversible et à long terme (Polèse et Coffey, 1982). Nous pouvons de ce fait dire que le développement d'une communauté a pour but ultime d'amener cette communauté à une maturité lui permettant de répondre à tous ses besoins quels qu'ils soient, et ce de façon durable.

Cependant, pour qu'un développement soit efficace, nous nous devons de prendre en considération tous les acteurs qui jouent un rôle, dominant ou pas, dans la communauté et les liens qu'entretient la communauté avec les communautés environnantes. De la sorte, le développement local est « un processus dont l'impulsion initiale peut venir de la région ou de l'extérieur, mais qui est assumé et soutenu par la population de la région, et qui aboutira à une économie régionale basée en bonne partie sur les talents, les initiatives et les connaissances des habitants de la région » (Polèse et Coffey, 1982 : 13). La gouvernance locale se base donc sur la construction de relations efficaces, principalement au sein de la communauté locale mais également avec l'extérieur et ce sans dépendre exclusivement de procédures bureaucratiques (O'Toole et Burdess, 2004).

Néanmoins, encore aujourd'hui, lorsque l'on parle de développement, on a tendance à mettre l'emphasis principalement sur le volet économique. Cependant, pour qu'un développement local soit durable, on doit adresser toutes les inquiétudes et questions qui affectent la qualité de vie de la communauté (Bryant, 1995a) et non seulement le revenu net. L'important, en matière de développement, est donc de prendre en compte les intérêts divers de tous, mais, plus encore, le développement doit être vu de la perspective de la communauté locale (Bryant, 1992b). Le développement doit donc impliquer un effort local, suite à des initiatives locales, et le tout en utilisant le plus de ressources locales possible (Bryant, 1992b). Ainsi, « une politique de développement local repose alors sur le pari suivant : qu'il se trouve dans les régions un potentiel local d'entrepreneurship jusque-là caché et entravé » (Polèse et Coffey, 1982 : 13).

Dans le cas du milieu rural, qui est, comme nous l'avons vu plus tôt, un espace très convoité où une multitude d'intérêts divergents s'opposent, nous devons réaliser, et ce surtout dans le cas du milieu périurbain, que l'espace rural est loin d'être homogène (Bryant, 1992b). Ainsi, « le développement de plusieurs communautés rurales est une combinaison de plusieurs fonctions différentes – résidentielle, production agricole, conservation, tourisme régional, et commerce et vente de

détail » (Bryant, 2002 : 257; traduction libre de l'auteur). Le milieu rural périurbain est surtout intéressant puisqu'il représente une mosaïque complexe de situations où certaines communautés rurales sont en pleine croissance alors que d'autres sont en déclin (Bryant, 2002). Il ne faut donc pas perdre de vue le fait que « le développement rural intégré est une combinaison d'approches environnementales, socio-économiques, politiques et philosophiques au fonctionnement et au maintien d'entités organiques complexes, c'est-à-dire les systèmes ruraux » (Troughton, 1986 : 3; traduction libre de l'auteur). Cette complexité est principalement causée par le fait que les milieux ruraux se distinguent par la multitude de caractéristiques qui font que chaque localité est unique. Il est donc primordial de mettre l'accent sur le caractère particulier de chaque milieu lorsqu'il s'agit de mettre en place une politique de développement (Marsden, 1999). Dans cette optique de grande diversité des milieux, les prochains concepts que nous explorons dans cette partie nous permettent d'encore mieux saisir ce qui fait le succès, ou l'insuccès, du développement de certaines communautés rurales en milieu périurbain.

7.2- Le capital social et le rôle des acteurs locaux

Le concept de capital social, même si aucune définition ne fait encore l'unanimité, est un concept important pour l'ASC puisque c'est à travers celui-ci que s'organisent des communautés, que se forment des réseaux, mais aussi parce qu'il met de l'avant une confiance et une solidarité qui sont nécessaires entre les acteurs participant à l'ASC. Une définition du capital social qui est adoptée par un nombre grandissant de chercheurs est le fait que « le capital social réfère aux normes et réseaux qui permettent aux gens d'agir collectivement » (Woolcok et Narayan, 2000, dans Callois et Angeon, 2004 : 3; traduction libre de l'auteur). Le capital social est donc « une série de normes informelles qui promeuvent la coopération résultant en des échanges entre les différents acteurs » (Callois et Angeon, 2004 : 3; traduction libre de l'auteur). On peut noter trois idées essentielles qui sont sous-jacentes au capital social : 1- le capital social génère des retombées positives; 2- les retombées dépendent d'une confiance, de normes et de valeurs partagées entre les acteurs et de

leurs conséquences sur les attentes et comportements; 3- la confiance, les normes et les valeurs partagées proviennent de formes informelles d'organisation dépendantes d'associations et de réseaux sociaux (Durlauf et Fafchamps, 2004). Ainsi, « l'étude du capital social est celle de processus fondés sur des réseaux qui génèrent des retombées bénéfiques à travers des normes et de la confiance » (Durlauf et Fafchamps, 2004 : 5).

Le capital social est donc ancré dans un processus qui vient du bas et qui trouve ses origines dans les interactions que les individus forment entre eux, interactions qui reposent sur des principes de confiance et des normes telles la réciprocité et garder parole (Callois et Angeon, 2004). Ces principes de confiance et de normes sociales n'en sont pas cependant qui s'implantent nécessairement rapidement. En effet, c'est plutôt la fréquence des interactions qui générera une confiance dans les relations personnelles et les réseaux. Ainsi, « le fait que les individus interagissent entre eux à répétition à travers le temps les aide à stabiliser leurs relations alors qu'ils développent une réputation d'honnêteté et de fiabilité » (Callois et Angeon, 2004 : 9).

Le capital social permet donc d'implanter et d'entretenir des échanges entre les différents acteurs locaux. En fait, c'est cette disponibilité « d'un capital relationnel, de ressources cognitives – telles l'information – ou de ressources normatives – telles la confiance – qui permet aux acteurs de réaliser des objectifs qui ne pourraient être autrement réalisables, ou qui le seraient à un coût beaucoup plus élevé » (Triglia, 2001 : 7 ; traduction libre de l'auteur).

L'intérêt de former ces liens entre individus peut être, selon Callois et Angeon (2004), divisé en deux sphères complémentaires : 1- colliger et diffuser de l'information et, 2- prise d'action collective. Dans un premier temps, le capital social permet une cueillette et une diffusion de l'information plus efficace. Étant donné que les décisions prises par les acteurs dépendent de l'accès qu'ils ont à l'information, mais aussi de la qualité de celle-ci, des informations inadéquates peuvent amener les acteurs à prendre des décisions inefficaces (Callois et Angeon, 2004). Le capital

social, à travers ses réseaux, permet de mieux organiser l'information et de coordonner les différentes activités, réduisant du coup les risques, incertitudes et coûts d'obtention d'information par les acteurs (Callois et Angeon, 2004). La fonction économique principale du capital social est donc de réduire les différents coûts de transactions (Callois et Angeon, 2004), et d'ainsi favoriser les échanges entre les acteurs. Dans un deuxième temps, le capital social produit une action collective. Le capital social entraîne une volonté chez les individus à agir en confiance dans un contexte social à travers duquel ils peuvent agir de façon à être mutuellement soutenus. C'est donc à travers des visions communes que les acteurs arrivent à promouvoir une efficacité collective qui facilitera alors un partage des ressources dans l'atteinte de buts communs (Callois et Angeon, 2004). De façon simplifiée, le capital social peut être défini comme étant un altruisme de court terme occasionné par un intérêt personnel à long terme (Callois et Angeon, 2004). Ainsi, l'individu est prêt à donner immédiatement de son temps et de ses ressources pour le bien commun en espérant qu'à long terme ce don lui rapportera quelque chose de concret.

Le concept de capital social réfère donc à un potentiel organisationnel qui repose au sein d'une communauté et qui prend forme à travers une confiance réciproque et des normes établies par la communauté ou la société en général. C'est la capacité qu'a un groupe ou une communauté à tisser des liens entre ses différents acteurs et à en retirer quelque chose de positif. Même si on peut affirmer qu'un tel potentiel repose dans chaque communauté, il faut cependant faire attention aux généralités lorsqu'on parle de capital social, et ce surtout lorsqu'on lie le concept à celui de développement durable. Ce n'est pas parce que le potentiel existe qu'il est nécessairement mis à profit et que la communauté prospère. Il y a en effet certains facteurs à considérer lorsqu'il s'agit de lier durabilité, acteurs locaux et renouvellement de la communauté, et ce particulièrement dans le cas des communautés rurales (Bryant, 2002). Les trois principaux points critiques à garder en tête sont : 1- certains acteurs locaux exercent plus de pouvoir ou d'influence que d'autres ; 2- le pouvoir et l'influence des acteurs sont constamment en développement alors que ces derniers agissent, échangent et

influencent les perceptions des autres acteurs ; 3- l'influence d'un acteur peut être positive et contribuer au renouvellement de la communauté et à la « durabilisation » de la communauté, ou négative et maintenir ou renforcer les conditions menant au déclin de la communauté rurale (Bryant, 2002). L'importance réside donc dans la nature des différents intérêts présents au sein de la communauté et des diverses valeurs motivant les différents acteurs (Bryant, 2002). Le capital social produit ses fruits lorsque ces intérêts et ces valeurs sont convergents et permettent l'atteinte d'un but ou la satisfaction d'un besoin collectif. Un territoire peut donc être plus ou moins riche en capital social en fonction de la profondeur avec laquelle les acteurs individuels ou collectifs sont impliqués dans des réseaux étendus de relations (Trigilia, 2001) et des intérêts et valeurs qui motivent cette implication.

L'idée de proximité, exprimée à travers l'importance des réseaux, en est une de grande influence dans le développement d'un capital social. En effet, la proximité et la fréquence des échanges entre les acteurs génèrent la confiance qui est nécessaire au capital social. C'est cette proximité qui incite les gens à respecter leurs engagements et ainsi éviter des excès d'opportunisme (Callois et Angeon, 2004). Il y a deux « dimensions » à cette idée de proximité (Callois et Angeon, 2004). Il y a dans un premier temps la proximité physique, la distance plus ou moins faible qui fait en sorte que les acteurs occupent le même territoire et donc sont appelés à interagir. Dans un deuxième temps il y a une proximité qui se rapporte plutôt à la distance économique qui peut exister entre deux acteurs ou partis. En multipliant les échanges économiques, ces partis seront amenés à se côtoyer plus souvent et à mieux se connaître et se respecter. La multiplication de ces échanges créera un rapprochement qui favorisera l'échange d'information et de savoir, le tout résultant en des externalités positives (Callois et Angeon, 2004). C'est donc à travers les différentes interactions que la communauté accumulera du capital social (Callois et Angeon, 2004), et c'est la mise à profit de ce capital qui lui permettra d'accomplir un développement sur son territoire, un développement local.

7.3- Les réseaux et l'accès à l'information

Tel que tout juste mentionné, les liens que les différents acteurs et la communauté entretiennent avec les autres acteurs et communautés environnantes sont très importants dans le processus de développement local de la communauté. Il est donc indispensable de voir la communauté comme un élément faisant partie d'un tout cohérent à travers duquel différents réseaux sont constitués et sur lesquels des échanges prennent place.

Dans cette optique, les réseaux sont essentiels puisqu'ils permettent à la communauté d'échanger avec les communautés qui l'entourent. Les réseaux, constitués de rapports sociaux, économiques et politiques, permettent de relier les acteurs ensemble, ce qui facilite leur capacité à s'organiser et à atteindre, voire mobiliser, certains segments de la population et certaines ressources utiles à leur but (Bryant, 2002). Ces réseaux s'étendent sur différents niveaux d'échelle, allant du local jusqu'à l'international en passant par le national, ce qui fait que la société en général aura une influence sur la communauté rurale. En même temps, la communauté, par ces mêmes réseaux, aura à son tour une certaine influence sur la société qui l'entoure (Bryant, 2002).

Les réseaux permettent donc à la communauté d'avoir une fenêtre sur le monde, de la garder en contact avec les nouveautés qui s'offrent à elle, mais aussi lui permettent de propager vers l'extérieur les nouveautés qu'elle peut mettre sur pied. Les réseaux sont donc d'une importance cruciale pour la transmission de l'information. Ces réseaux, facilités par les nouvelles technologies, permettent aux petites communautés de surpasser la distance et l'isolation et ainsi revitaliser leur communauté (Marsden, 1999). Cependant, cet accès à l'information n'est pas égal et certaines communautés auront davantage de difficultés à y parvenir étant donné que les coûts de l'information (les efforts nécessaires afin de l'obtenir) ne sont pas égaux pour tous (Polèse et Coffey, 1982). Ainsi, une petite communauté éloignée aura plus de difficultés à trouver son information qu'une communauté située en milieu périurbain,

quoique des fois même la communauté en milieu périurbain se sentira éloignée 'socialement' du milieu urbain à cause de différences sociales, ce qui nuira également à la quête de l'information et aux échanges (Polèse, 1994).

Également, même lorsque la communauté ou l'acteur a accès à l'information, il faut que celle-ci lui soit destinée. Pour en revenir à l'agriculture, certaines recherches démontrent qu'il existe une importante différence entre les sources d'information pour l'agriculteur *conventionnel* comparativement à l'agriculteur *alternatif*, particulièrement dans le cas de l'agriculteur biologique (Duram et Larson, 2001). Alors que le modèle traditionnel d'adoption d'innovations (adoption-diffusion) s'applique en général bien aux agriculteurs, il n'en est pas nécessairement le cas pour les agriculteurs qui se tournent vers une agriculture alternative (Duram et Larson, 2001). La difficulté vient du fait que les agriculteurs alternatifs, souvent perçus comme étant eux-mêmes les innovateurs, n'ont pas toujours recours aux réseaux de diffusion d'information conventionnels et que le modèle *adoption-diffusion* « ignore les caractéristiques individuelles des agriculteurs, les relations sociales impliquées dans les processus décisionnels et les visées non-économiques » (Duram et Larson, 2001 : 85 ; traduction libre de l'auteur). Alors que Duram et Larson (2001) prennent l'agriculture biologique comme exemple, ils notent que les agriculteurs biologiques ont rarement recours aux réseaux d'information conventionnels puisque ceux-ci ne s'appliquent pas nécessairement à leurs besoins. Ils font remarquer que l'information qui y circule étant souvent choisie en fonction de la masse, du plus grand nombre d'intéressés, on note des lacunes en ce qui concerne le financement de la recherche sur l'agriculture dite *alternative*.

Duram et Larson (2001) font aussi remarquer que les besoins en information ne sont pas les mêmes si l'agriculteur est dit *conventionnel* ou *alternatif* et qu'il est important de bien cibler l'audience à laquelle on s'adresse. Alors que les agriculteurs conventionnels se fient davantage à l'information provenant de magazines spécialisés, de concessionnaires de fournitures agricoles et d'agents gouvernementaux, les agriculteurs alternatifs se tournent plutôt vers des expériences

sur leur propre ferme, sur d'autres fermiers qui ont des pratiques similaires aux leurs ou sur des organisations prônant une agriculture alternative.

Alors que les « différences entre les sources d'information utilisées par différents types d'agriculteurs ont d'importantes répercussions sur la portée et la dispersion de l'information » (Duram et Larson, 2001 : 86; traduction libre de l'auteur), on remarque que le cas est encore plus marqué chez les agriculteurs biologiques. Alors que certains agriculteurs alternatifs auront tout de même recours à des sources conventionnelles d'information, les agriculteurs biologiques ont tendances à chercher des sources alternatives d'information afin de vraiment se distinguer des grandes tendances conventionnelles (Duram et Larson, 2001). Cependant, il est difficile de saisir si « les agriculteurs biologiques choisissent spécifiquement leur approche indépendante ou si ils sont poussés loin de la recherche financée par les instances publiques parce que les sujets leur sont inutiles, et ce peu importe les techniques de dispersion utilisées » (Duram et Larson, 2001 : 93; traduction libre de l'auteur).

Il apparaît donc important, dans la mesure où différents réseaux d'information semblent nécessaires afin de répondre aux différentes « catégories » d'agriculteurs, de mettre en place des systèmes d'échange d'information parallèles où tous trouveront ce qu'ils recherchent, les marginaux comme la masse. Alors que les réseaux permettent, tel que mentionné plus tôt, aux communautés de s'organiser, il est important de mettre en place tous les éléments qui permettront aux différents intérêts présents à travers ces communautés de se faire valoir et de travailler ensemble afin de combiner les différentes initiatives locales.

Ceci est d'autant plus vrai alors qu'une « construction dynamique de réseaux locaux et extra-locaux permet aux personnes locales de participer à une économie globale » (Powell, 1990, dans Marsden, 1999 : 511 ; traduction libre de l'auteur). Le fait de combiner des initiatives locales à des réseaux extérieurs donne la possibilité aux communautés de maximiser les opportunités qui s'ouvrent à elles (Marsden, 1999), ce qui vient, en quelque sorte, rejoindre le concept de capital social.

7.4- L'utilité de la proximité urbaine pour les communautés rurales

Nous venons de la voir, il est très important pour une communauté d'entretenir des liens avec les autres communautés situées autour, et ce encore plus lorsque la communauté est située à proximité immédiate d'autres communautés ou de centres urbains. Tel que mentionné plus tôt, il existe une multitude d'interactions entre les communautés rurales périurbaines et le centre urbain qu'elles entourent. Il a été dit que certaines fermes périurbaines, voyant la proximité urbaine comme un atout, réussissent à s'adapter positivement à ce voisinage. La proximité urbaine peut cependant être aussi un atout pour les communautés rurales situées à proximité de la ville, en autant qu'elles aussi s'adaptent à cette proximité urbaine.

Alors que, tel que mentionné plus tôt, les paysages ruraux peuvent jouer un rôle majeur dans l'attraction de nouveaux résidents, certaines communautés rurales ont tout à gagner à s'ouvrir à ces nouvelles migrations de populations à la recherche d'un cadre de vie qualifié de plus agréable. En effet, certaines communautés pourront se fier sur ces nouveaux arrivants pour compenser les pertes de population rurale qui fut remplacée par de la machinerie ou attirée par de meilleures conditions de travail à la ville (Bryant, 2002). On parle alors du concept de « rurbanisation », c'est-à-dire un retour à la ruralité pour certains citadins. Ces nouveaux arrivants, achetant des terrains ou des résidences rurales tout en conservant leurs emplois en ville, permettent de stabiliser la communauté, et ce surtout par l'apport d'une nouvelle demande en produits et services locaux (Bryant, 2002).

Cette nouvelle demande en produits et services joue un rôle très important dans le maintien des activités économiques présentes dans la communauté rurale. Alors que les communautés rurales doivent faire face au défi important de renouveler leur population afin de maintenir (si possible accroître) le seuil de marché nécessaire aux activités économiques sur leur territoire (Epps, 2002), il va sans dire que la présence de services est importante au dynamisme économique du territoire. Ceci est explicable principalement par le concept de multiplicateur régional. L'idée derrière

ce concept est que « chaque nouveau dollar qui pénètre dans la région y suscite d'autres activités, dans la mesure où il y est redépensé » (Polèse, 1994 : 130). Ainsi, plus il y aura de services disponibles sur le territoire de la communauté, plus longtemps l'argent sera conservé dans celle-ci et redépensé. Parallèlement, on peut penser que plus longtemps l'argent reste dans la communauté, plus celle-ci aura une facilité à attirer de nouveaux commerçants. Donc, plus le territoire aura une économie diversifiée et intégrée, plus le multiplicateur sera grand (Polèse, 1994). L'importance du multiplicateur sera d'autant plus grande puisque les agents économiques ont tendance à dépenser leur argent dans la région où ils trouvent les biens et services dont ils ont besoin, encore plus si les autres régions se trouvent plus loin (Polèse, 1994). Il est donc très important de prendre en compte la demande en services amenée par l'arrivée de nouveaux résidents pour le développement de la communauté rurale qui les reçoit, ou du moins le maintien des activités déjà présentes.

Cette nouvelle demande, quoique bénéfique à la communauté, arrive cependant souvent avec de nouvelles exigences qui forcent les producteurs locaux à s'adapter. Ces nouveaux résidents, arrivant de la ville, amènent avec eux certaines préoccupations et demandes. Les nouveaux arrivants, recherchant la « pureté rurale », n'hésitent pas à demander de nouveaux services ou de nouvelles productions. Il n'est ainsi pas rare de voir une demande pour une agriculture plus saine s'accroître (par exemple par une demande de production locale biologique), une demande de paysages ruraux ou encore une demande de services récréatifs (Bryant, 2002), ce qui forcera l'agriculteur local à s'adapter si il veut profiter de ce nouveau marché local.

Cependant, alors que cette nouvelle demande locale peut être positive, l'arrivée de migrants urbains dans la communauté rurale peut avoir de graves conséquences sur la structure même de la communauté d'accueil puisque la migration en milieu rural tend à briser les structures sociales déjà en place et à y introduire de nouvelles valeurs, priorités et demandes (Cocklin et al., 2002). Il faut donc absolument faire attention à

ce que les nouvelles interactions ne nuisent pas à la communauté rurale, par exemple en gérant de façon appropriée la demande en terrains ruraux pour des développements agricoles ou non, tout en permettant un certain développement aux nouveaux arrivants (Bryant, 2002). Étant donné que le potentiel de développement varie, comme nous l'avons vu, en fonction des capacités de chaque communauté, nous remarquerons une différence dans l'adaptation de la communauté en fonction de la capacité des acteurs locaux à construire différents réseaux ou différentes voies de développement (Bryant, 2002).

Afin de bien définir ces nouvelles voies de développement, il est tout à fait important de redéfinir les relations qui sont entretenues par la communauté rurale avec la ville à proximité. Une façon maintes fois mentionnée est de reconsidérer la ville comme marché. Alors que la distribution alimentaire dépend actuellement plutôt de pratiques globales que de pratiques locales, il y a donc possibilité pour l'agriculteur d'analyser ses principaux débouchés afin de voir si une révision de ses pratiques ne pourrait pas lui amener de nouveaux débouchés plus intéressants, et par le fait même renforcer les échanges au niveau local et du même coup accroître sa participation au développement de la communauté locale. Cependant, ces nouvelles relations avec la ville, quoique profitant à la communauté rurale et redynamisant souvent l'agriculture, amènent les agriculteurs à devenir « découplés » de leur fonction première : la production. On se tourne alors plutôt vers les opportunités amenées par la proximité du marché urbain (Bryant, 2002), et ce principalement au niveau d'une production spécialisée, de l'entretien du paysage ou encore de l'offre de services agro-touristiques. Il est donc important, afin de bien comprendre ces nouvelles relations qui amènent à leur tour de nouvelles préoccupations, de bien comprendre le marché auquel on s'adresse.

7.5- Les marchés de proximité

Il est reconnu depuis longtemps par les économistes que la distance, particulièrement les coûts s'y rattachant, influence les différents échanges qui existent entre les acteurs

et motive le choix des consommateurs. Ces coûts, c'est-à-dire les efforts, les ressources et le temps exigés pour franchir une certaine distance, sont fonction de la distance (Polèse, 1994). Ainsi, plus la distance séparant deux points est grande, plus les coûts seront importants. Alors que les contacts interpersonnels et les échanges économiques ont tendance à diminuer d'intensité avec la distance (Polèse, 1994), les activités et les acteurs ont tendance à se regrouper afin de profiter d'économies d'agglomération, économies résultant de plus faibles distances séparant les activités, les acteurs et leurs échanges. Ainsi, « l'agglomération géographique des populations dans des villes ou villages tire, dans un premier temps, ses origines de la possibilité qu'elle donne aux agents économiques de réduire leurs coûts de transport et d'interaction sociale » (Polèse, 1994 : 40).

Alors que les agents économiques ont tendance à chercher « à réduire au minimum le temps nécessaire pour se procurer un bien ou un service ou, en parallèle, à maximiser le 'rendement' de chaque déplacement » (Polèse, 1994 : 49), on note en même temps que le système d'approvisionnement alimentaire, comme nous l'avons vu plus tôt, est de plus en plus l'affaire de grandes firmes qui contrôlent toutes les étapes, de la production à la consommation. On favorise donc pour nos achats un endroit où nous pourrions tout trouver, et ce à un prix compétitif grâce aux économies d'échelle réalisées par la grande surface qui achète en grandes quantités, qui exerce un certain contrôle sur les différentes étapes de production et qui n'hésite pas à s'approvisionner dans d'autres pays où les coûts de production sont moins élevés que les productions locales.

Cependant, alors que pendant longtemps le seul prix de l'article expliquait le choix du consommateur, on remarque de nos jours un mouvement qui tend à remettre en cause le système d'approvisionnement actuel et à favoriser les productions locales. Face à la recherche de durabilité et la prise de conscience des nuisances environnementales reliées au système agroalimentaire actuel, on remarque une croissance de l'intérêt envers la réduction de la distance séparant l'acheteur du producteur, distance traitée sous le nom de « *food miles* » par les chercheurs

anglophones. On tente ainsi de réduire les coûts reliés au transport alimentaire, et ce autant les coûts économiques reliés par exemple au prix du pétrole que les coûts environnementaux reliés aux pétro-carburants et à la pollution qui en découle (Appleby, 2005). On cherche aussi à créer des liens entre nos aliments et leurs producteurs. On cherche une certaine sécurité alimentaire en s'assurant de la provenance des aliments que nous consommons. On remarque donc un important changement de comportement des consommateurs alors que l'« attention quitte le prix, l'emballage et l'apparence pour aller vers l'obtention de produits alimentaires qui peuvent être retracés à des personnes et endroits particuliers » (Ilbery et Kneafsey (1998) ; Murdoch et al. (2000) ; Weatherell et al. (2003) dans Ilbery et Maye, 2005b : 332; traduction libre de l'auteur). Cet intérêt du consommateur envers les productions ou systèmes d'alimentation alternatifs découle « de réactions à une panoplie de soucis environnementaux, éthiques et sociaux qui sont associés au système d'approvisionnement alimentaire « conventionnel » qui est devenu de plus en plus industrialisé et global dans sa portée » (Ilbery et Maye, 2005a : 823; traduction libre de l'auteur). En même temps on remarque une certaine « empathie de la part de certains consommateurs envers les fermiers, résultant en des campagnes « achetons local » » (Winter (2003) dans Ilbery et Maye, 2005a : 823; traduction libre de l'auteur).

De ce phénomène germe l'idée qu'il n'y a pas seulement le prix qui définit le comportement du consommateur mais aussi « une toile extensive et complexe de relations sociales » (Ilbery et Maye, 2005a : 827; traduction libre de l'auteur). Il faut donc considérer dans notre analyse autant le prix des produits et l'accessibilité au marché que les relations sociales telles les attaches locales, la confiance, le respect ou la reconnaissance (Ilbery et Maye, 2005a). Ces valeurs apparaissent donc importantes pour toute stratégie de marketing local (Ilbery et Maye, 2005b). Cependant, il est intéressant de se questionner à savoir si il existe un lien entre l'agriculture alternative et le rapport de proximité sociale qui peut surgir entre le producteur et le consommateur. Un produit découlant d'une production conventionnelle mais mis sur le marché de façon locale aura-t-il le même attrait

qu'un produit biologique mis en vente sur le même marché? La question revient à se demander si la confiance découlant d'une interaction sociale entre le producteur et le consommateur est égale, supérieure ou inférieure à la confiance découlant de pratiques agricoles alternatives, et est-ce qu'un produit offrant les deux caractéristiques est nécessairement avantagé par rapport à ceux ne présentant qu'une des deux? Quoiqu'il n'y a peut-être pas nécessairement de réponse claire et simple à cette question, il est sécuritaire d'affirmer qu'un produit répondant aux deux demandes risque d'attirer une plus grande demande simplement dû au fait qu'il touche un plus vaste ensemble de consommateurs.

Un point qui est par contre sans équivoque pour plusieurs et qui a été amené par le rapport britannique « Curry Report » (2002, dans Ilbery et Maye, 2005b) paru suite à la crise de la vache folle de 2001 est le fait qu'il y a un besoin de « reconnecter l'agriculture et l'industrie alimentaire; reconnecter l'agriculture à son marché et le restant de la chaîne alimentaire; reconnecter la chaîne alimentaire au milieu rural; et reconnecter les consommateurs avec ce qu'ils mangent et la façon selon laquelle c'est produit » (Curry Report (2002 : 6) dans Ilbery et Maye, 2005b : 332; traduction libre de l'auteur). Les réseaux courts apparaissent comme une façon efficace de rattacher le consommateur au producteur et promouvoir l'idée que le consommateur s'implique davantage dans la production de son alimentation et prenne une partie de la responsabilité par ses choix.

Alors qu'une proportion grandissante de consommateurs s'identifient plutôt aux caractéristiques de l'agriculture alternative (voire tableau 3) qu'à celles se rapportant à l'agriculture conventionnelle, de nouvelles demandes en découlent et résultent en de nouvelles opportunités pour les agriculteurs qui sauront les saisir. L'agriculture soutenue par la communauté, par ses liens étroits mis de l'avant entre le consommateur (auquel on réfère souvent en tant que « partenaire ») et le producteur, permet de répondre à cette demande de nouveaux produits, mais aussi cette nouvelle demande de rapports sociaux. Nous sommes cependant en droit de nous questionner sur la durabilité d'une telle pratique. S'agit-il d'un phénomène de mode qui finira

par passer ou sommes nous face à un nouveau système d'approvisionnement qui est là pour durer?

8- La durabilité de l'agriculture soutenue par la communauté et son potentiel dans le développement des communautés rurales

Suite à ce regard sur les racines de l'agriculture soutenue par la communauté et les différents concepts qui entrent en jeu dans sa réussite, il est maintenant important d'évaluer le potentiel de l'ASC dans le développement des communautés rurales. Afin d'évaluer ce rôle au sein de la communauté dans laquelle on la retrouve, il est particulièrement important de jeter un regard à l'idée qui se cache derrière l'ASC, c'est-à-dire l'implication de la communauté dans le projet. Alors que les concepts précédemment présentés le furent de façon générale, il est ici intéressant de les appliquer plus particulièrement à l'agriculture soutenue par la communauté. Tel que mentionné en ouverture, ces concepts n'ont pas tous le même effet sur l'ASC, certains aidant à définir l'ASC, d'autres à définir le cadre dans lequel l'ASC se développe alors que d'autres représentent la finalité de l'ASC.

Au niveau du développement local et du rôle des acteurs locaux, ce qui est intéressant avec l'ASC est justement le fait que ce mouvement dépend de la communauté et qu'il permet aux différents acteurs d'agir ensemble afin de travailler à cette amélioration qualitative tant souhaitée de l'approvisionnement alimentaire, mais également du cadre de vie. Nous sommes en présence d'un système de production qui permet à un groupe d'acteurs marginaux (les agriculteurs biologiques) de prendre une part active dans le développement de leur communauté et dans le tissage de liens solides et directs avec d'autres acteurs du milieu, mais aussi avec les communautés environnantes. Le réseau d'ASC québécois rassemble, comme mentionné plus haut, une centaine de fermes évoluant dans différentes régions et permet de rejoindre des gens qui sont de plus en plus déconnectés des milieux ruraux, c'est-à-dire les consommateurs citadins. Nous sommes donc en présence d'une pratique qui favorise les échanges entre les « ruraux » et les « urbains », mais également entre les différents agriculteurs membres du *Réseau Équiterre*.

On part ainsi du principe que la communauté possède les capacités qui vont lui permettre de s'organiser, le fondement de la pratique étant l'idée, tel que mentionné plus tôt, qu'il y a un certain capital, un certain potentiel qui est présent dans la communauté. D'où l'importance de jeter un coup d'œil à la communauté elle-même, et ce à travers le concept de capital social. L'idée de proximité est par contre tout aussi importante, autant au niveau du capital social comme nous l'avons vu, qu'au niveau du marché visé à travers l'ASC. La proximité permet au réseau d'ASC de tisser des liens entre les différents acteurs locaux, mais aussi de fournir un marché aux agriculteurs qui y participent. Nous sommes en présence d'une formule de mise en marché qui permet aux consommateurs de reprendre contact avec leurs racines agricoles, tout en permettant à quelques fermes de communautés rurales de réussir à se maintenir à flots.

Afin de traiter davantage le potentiel de l'ASC en matière de développement durable, opposons-la à certaines définitions déjà mentionnées dans ce travail d'une agriculture qui serait durable. Dans un premier temps, jetons un coup d'œil aux quatre dimensions de l'agriculture durable telles que proposées par le groupe INPACT, soit l'efficience économique, l'équité sociale, la protection de l'environnement et la culture et l'éthique (Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale, 2003 : 3). En fait, si on se fit à cette définition de l'agriculture durable, on remarque qu'il nous est possible de retrouver les quatre grandes dimensions qui en ressortent dans l'agriculture supportée par la communauté. Dans un premier temps, l'ASC est efficiente économiquement puisque, dans l'élaboration des *parts* qui la sous-tend, on note que l'agriculteur peut amasser ses fonds avant de débiter sa récolte. Il s'agit ainsi d'« encourager des producteurs peu soutenus par l'État parce que considérés comme marginaux » (Équiterre, 2003). Le fermier a donc dès le départ les fonds nécessaires à l'achat des intrants nécessaires (p.ex. les semences) et ne doit pas s'endetter en attendant le moment où il ira vendre ses produits au marché. Comme le consommateur partage le risque du fermier, peu importe le volume de la récolte, le fermier ne perd pas d'argent. Également, et plus important, le fermier reçoit 100% des revenus liés à sa récolte puisqu'il n'y a pas d'intermédiaires entre lui et le

consommateur, diminuant la dépendance de l'agriculteur envers un marché de plus en plus hors de son contrôle.

Deuxièmement, l'ASC est basée sur le concept d'équité sociale. Le lien direct qui existe entre le consommateur et le producteur établit une solidarité entre eux, rapprochement social avantage par la courte distance géographique séparant les deux (Spector, 2002). Tel que mentionné plus tôt à l'aide des travaux de Welsh et MacRae (1998) sur l'idée de citoyenneté alimentaire (Food Citizenship), nos choix en tant que consommateurs ont des conséquences. Il s'agit donc de s'assurer que les agriculteurs biologiques, qui ont trop souvent des revenus sous les standards (Réseau Prairieland Community Supported Agriculture, 2006), puissent avoir des revenus justes et équitables. C'est de s'assurer qu'il y ait une répartition de la richesse, que les plus petits producteurs puissent vivre au même droit que les gros producteurs.

Troisièmement, l'ASC travaille à préserver l'environnement. L'agriculture biologique qui lui sous-tend est une agriculture décrite comme étant « le précurseur de l'agriculture durable » (Hulse, 1995 : 119). Il s'agit d'une agriculture qui protège la biodiversité puisque, à travers les années, les agriculteurs biologiques ont développé des pratiques fermières en harmonie avec l'environnement (Coleman, 2004). L'agriculture biologique, pratiquée sans l'ajout d'intrants chimiques dans la production, enraie certains effets négatifs de l'agriculture sur l'environnement. Également, les fermes participant à l'ASC ayant tendance à diversifier leur production afin d'offrir différents produits au consommateur, cette diversification permet de combattre l'uniformité génétique des productions industrielles actuelles. Il s'agit en fait de systèmes qui vont davantage compter sur « le cycle des éléments nutritifs, sur la fixation biologique de l'azote et sur les ennemis naturels des ravageurs et des organismes pathogènes; il s'agit de systèmes de production qui conservent et protègent la qualité du sol et de l'eau, de même que la diversité biologique; ce sont des systèmes rentables qui réagissent aux cycles naturels et qui intègrent les interactions biologiques bénéfiques entre les cultures, leurs ravageurs et les prédateurs de ces derniers » (Hulse, 1995 : 119).

Finalement, l'ASC contribue au respect de la culture et de l'éthique agricole, et ce principalement parce qu'elle : respecte et gère les équilibres biologiques, respecte l'ensemble des acteurs et permet de créer des liens à travers le territoire qu'ils ont en commun, respecte les attentes de la société en matière d'alimentation en fournissant des aliments sains et frais, et finalement permet aux agriculteurs d'être autonomes et d'améliorer la viabilité de leur ferme.

Si on confronte l'ASC à une autre définition de l'agriculture durable, soit celle de Benbrook telle que présentée par Bergström, Bowman et Sims (2005), on note qu'elle répond aux objectifs énoncés, c'est-à-dire : 1- améliorer la productivité du sol, de l'eau et des autres ressources naturelles afin de rencontrer les niveaux croissants de demande, 2- produire une nourriture sécuritaire, complète et nutritive qui soutient la santé humaine, 3- assurer un revenu adéquat aux agriculteurs afin que ceux-ci puissent avoir un niveau de vie acceptable, et 4- rencontrer les standards et les attentes sociales de la communauté.

Finalement, si nous nous rabattons sur une dernière définition d'agriculture durable, soit celle de Bowler (2001a), nous remarquons que l'ASC répond aux trois dimensions qui définissent une agriculture durable : la dimension environnementale, la dimension économique et la dimension sociale. Ainsi, l'utilisation qui est faite du capital naturel (par exemple le sol ou l'eau) par l'ASC est reproductible à travers les générations, la biodiversité est améliorée et les pratiques agricoles ne produisent pas de pollution. Aussi, les justes retours économiques à la ferme et aux agriculteurs, ainsi que le maintien d'une production de denrées agricoles sont assurés par l'ASC. Finalement, l'ASC permet de maintenir en place un certain nombre de fermes tout en leur garantissant une certaine qualité de vie à travers une distribution équitable de bénéfices matériels, sans oublier la mise en place d'une capacité de participation au développement local.

Même si tout ceci est fort encourageant, il faut cependant noter que le rôle de l'ASC dans le développement des communautés rurales en milieu périurbain n'est pas de

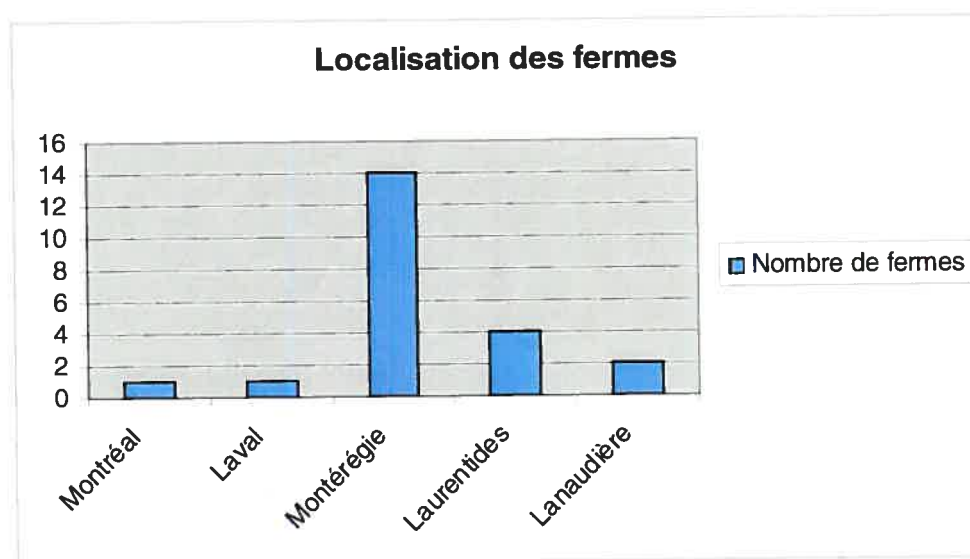
préserver la totalité des activités agricoles (chose impossible ne serait-ce que par la taille du marché et la compétition qu'il y aurait alors) mais plutôt de permettre à une proportion de la population rurale de vivre grâce à un mode de mise en marché qui vise une clientèle particulière. Il s'agit d'un outil qui consolide une diversification de l'économie locale en permettant à une proportion d'agriculteurs marginaux de survivre. Alors que la survie du milieu rural périurbain dépend de la diversification de l'économie locale, l'ASC y apporte certainement un élément de plus. L'ASC permet de conserver une certaine population rurale en place, ce qui permet à son tour de garder un certain seuil de marché pour les commerces locaux. Il y a un besoin pour les zones agricoles périurbaines de conserver une population locale qui habite et travaille sur le territoire étant donné que la population « dortoir », travaillant à la ville, tend à faire ses courses près du lieu de travail. À moins bien sûr que des liens ne soient créés au point de vue local.

Alors que sur papier l'ASC semble être une pratique sans faille, une arme convaincante contre les pressions urbaines et les pratiques tyranniques de l'industrie, il est important d'aller voir sur le terrain la portée réelle de l'ASC. Le prochain chapitre, à travers l'étude des résultats de l'enquête de terrain réalisée auprès de 22 agriculteurs membres du *Réseau Équiterre*, permet de bien analyser le visage réel de l'agriculture soutenue par la communauté en région montréalaise, ses raisons, ses avantages et ses inconvénients.

9- Les résultats de l'enquête

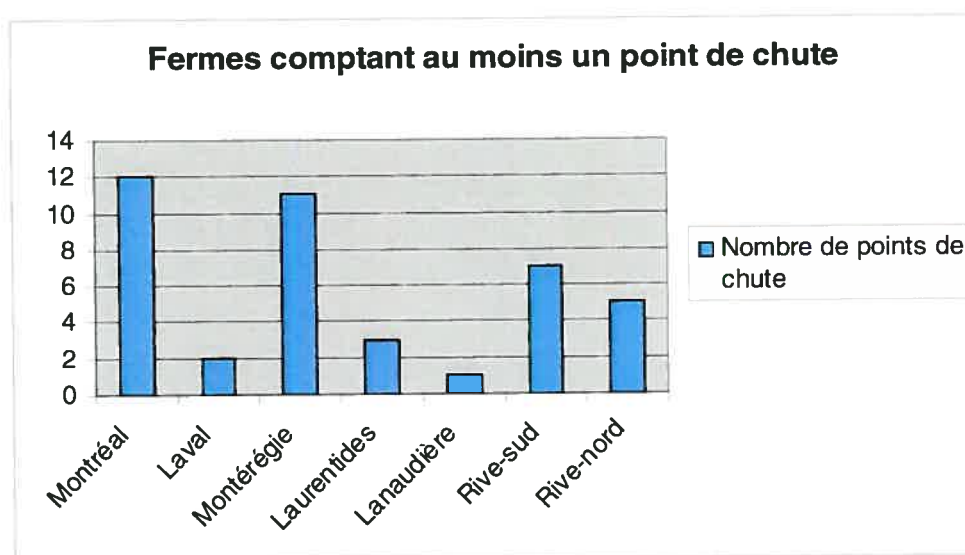
Comme mentionné précédemment, 22 agriculteurs participant au réseau d'agriculture soutenue par la communauté du *Réseau Équiterre* furent rencontrés afin de sonder comment se traduit l'ASC dans la réalité. Nous venons de le voir, les principes derrière l'ASC en sont qui nous font penser que tous les agriculteurs, du moins en milieux périurbains, auraient à gagner à y participer. Il est par contre nécessaire à ce stade du travail de dresser un portrait réel de la pratique, et ce à l'aide des principaux artisans de l'ASC, c'est-à-dire les agriculteurs y participant. Les agriculteurs furent choisis principalement en fonction du marché qu'ils desservent, et ce par rapport à Montréal en tant que lieu central. Donc, les agriculteurs sollicités sont des agriculteurs qui desservent l'île de Montréal ou sa périphérie, autant rapprochée qu'éloignée. La sélection des agriculteurs se fit à l'aide de la liste de fermes participantes fournie par le *Réseau Équiterre* pour la saison 2005. Les agriculteurs rencontrés sont tous situés dans les quatre régions administratives entourant la région administrative de Montréal, soit Laval, la Montérégie, les Laurentides et Lanaudière. La graphique suivant permet de mieux visualiser la localisation des 22 exploitations visitées.

Figure 3 : Nombre de fermes par régions administratives



Il faut cependant noter que, malgré qu'une forte majorité des exploitations soient situées en Montérégie, plusieurs points de chute sont situés dans des régions externes à celle où la ferme elle-même est située. Le graphique suivant, montrant la localisation de points de chute, fut construit afin de démontrer le marché visé par les fermes participantes. Ainsi, les données concernent le nombre de fermes, pour chaque région, qui y comptent au moins un point de chute.

Figure 4 : Nombre de fermes par régions administratives comptant au moins un point de chute dans la région



Il faut noter dans le graphique ci-dessus qu'une ferme peut être comptée plus d'une fois si elle a, par exemple, des points de chute à Montréal, à Laval et dans les Laurentides. On remarque dans le graphique que plusieurs fermes ont des points de chute à Montréal ou en sa périphérie rapprochée, c'est-à-dire sa rive sud et sa rive nord. Pour mieux illustrer ce fait, deux « sous-régions » furent créées afin de démontrer la périphérie rapprochée de Montréal, soit la Rive-Sud et la Rive-Nord. Des villes comme Longueuil, Chambly, Saint-Hilaire, Saint-Mathias-sur-Richelieu et Saint-Philippe-de-Laprairie constituent la Rive-Sud, alors que des villes comme Mirabel, Sainte-Thérèse, Deux-Montagnes, Les Cèdres, Blainville, Mascouche et Terrebonne composent la « sous-région » Rive-Nord. Ces deux « sous-régions » ont été construites en fonction de la communauté métropolitaine de Montréal et du

Fleuve Saint-Laurent. Elles comprennent donc les points de chute situés hors de Montréal ou Laval, mais compris dans les limites de la communauté métropolitaine de Montréal, et ce divisés en fonction de la rive du Fleuve. Alors que ces « sous-régions » représentent des points de chute situés dans différentes régions administratives, ces derniers sont comptés dans la région administrative et dans la « sous-région ». Par exemple, un point de chute à Longueuil sera comptabilisé dans « Rive-Sud » et dans « Montérégie », alors qu'un point de chute à Les Cèdres sera compté dans « Rive-Nord » et dans « Montérégie ». Cependant, une ferme ayant deux points de chute dans la même région n'est prise en considération qu'une fois pour ladite région. Ainsi, une ferme ayant un point de chute à Chambly et un autre à Longueuil ne sera comptée qu'une fois dans « Montérégie ».

Une autre donnée qui permet de bien situer les exploitations rencontrées par rapport à Montréal est la distance qui les sépare de la métropole. Pour effectuer ce calcul, un logiciel fourni par le ministère des Transports du Québec fut utilisé (<http://www.mtq.gouv.qc.ca/fr/information/distances/index1.asp>, page consultée le 11 décembre 2006), logiciel avec lequel la distance routière entre le centre de Montréal (périphérie du centre-ville) et les différentes municipalités où sont localisées les fermes peut être calculée. À l'aide de ce logiciel, nous pouvons donc calculer la distance moyenne entre les fermes participantes et Montréal. Alors que la distance varie entre nulle (ferme située sur l'île de Montréal) et 122 kilomètres, la distance moyenne est de 62 kilomètres.

Alors que les données précédentes permettent de bien visualiser la localisation des fermes qui ont participé à l'étude, la suite de ce chapitre permet d'entrer dans le vif du sujet : les résultats de l'enquête. Pour mener à bien cette enquête, un questionnaire fut construit tel que présenté au deuxième chapitre de cet ouvrage. Afin d'en faciliter l'analyse ici, les 31 questions le composant seront regroupées en fonction des principaux points qu'elles visent. Les sept « sous-groupes » de l'analyse sont : 1- Un portrait des exploitations ; 2- Un regard sur l'évolution des exploitations ; 3- Un survol des principales raisons pour participer à l'ASC ; 4- Les

éléments importants dans l'ASC ; 5- Les perspectives futures et les stratégies ; 6- L'ASC et la communauté ; et finalement 7- Les limites de la pratique. Alors que les réponses d'un bon nombre de questions sont traitées individuellement en annexe 4, elles seront ici regroupées afin d'en faciliter l'interprétation, mais surtout afin de permettre à certaines tendances de ressortir, tendances qui sont analysées au chapitre suivant.

Avant d'analyser les raisons qui sont derrière le choix de certains agriculteurs à se tourner vers l'ASC, il est important de bien comprendre à quels types d'exploitations nous avons affaire. Pour ce faire, deux sections sont importantes, soit le portrait des exploitations (9.1) et le regard sur l'évolution des exploitations (9.2). En ce qui concerne le choix de certains agriculteurs pour l'ASC, les sections traitant des raisons pour participer à un tel réseau (9.3) et les éléments qualifiés d'importants dans l'ASC (9.4) sont importantes. Les trois autres sections (9.5, 9.6, 9.7), ou regroupements de réponses, sont traitées individuellement dû à la spécificité de ces questions.

9.1 Un portrait des exploitations

Afin de dresser un portrait des différentes exploitations rencontrées quelques questions furent posées au début de l'entrevue. Ces questions touchent la taille de la ferme, l'expérience en tant qu'agriculteur, en tant qu'agriculteur biologique et en tant qu'agriculteur participant au réseau d'ASC, les principales productions réalisées sur la ferme, la proportion de la production totale de la ferme qui est biologique, la constitution de l'organisation du travail sur la ferme, l'accès à la terre et le nombre de paniers vendus.

Tout d'abord, la taille moyenne des exploitations rencontrées, lorsque toutes les fermes sont comprises, est de 30,85 hectares. Cependant, étant donné qu'une ferme est beaucoup plus grande que les autres (200 hectares), on remarque une grandeur moyenne de 22,79 hectares lorsque celle-ci est mise à part. On remarque une grande variabilité entre les différentes surfaces, allant de 0,61 hectares (1.5 acres) à 200

hectares, l'écart type étant de 45,96 lorsque la ferme de 200 hectares est prise en compte et de 26,82 lorsque celle-ci est exclue. Ainsi, même lorsque la ferme de 200 hectares est exclue, l'écart moyen entre les fermes reste tout de même important pour des fermes de cette envergure (la deuxième plus grande ferme est de 85 hectares).

Parallèlement, on remarque aussi une grande variabilité dans le nombre de paniers vendus par chacune des fermes, allant de 20 à 390 pour une production moyenne de 138 paniers par année et un écart type de 106,7. Chose intéressante à noter, la ferme avec la plus grande surface (200 hectares) est une de celles qui produit le moins de paniers (30). Ceci est aisément explicable du fait que cette ferme est une ferme d'élevage. En effet, alors qu'une ferme d'élevage nécessite plus d'espace pour ses animaux qu'une ferme maraîchère pour ses légumes, les paniers de viandes, plus coûteux, sont encore aujourd'hui moins populaires que les paniers de légumes. Également, l'éleveur en question étant propriétaire d'une boucherie spécialisée dans les viandes biologiques, les paniers ne sont pas pour lui la source principale de ses revenus.

Mis à part l'éleveur rencontré, on doit remarquer que tous les autres agriculteurs rencontrés produisent principalement des légumes et des fruits, allant parfois jusqu'à une cinquantaine de variétés d'espèces. À ces productions nous ajoutons des productions plus spécialisées de miel, de fines herbes, de plantes médicinales, d'œufs, de légumineuses, de céréales, de viandes, de fleurs comestibles, de foin et de bois de chauffage. La diversité de la production étant la clé du succès, aucune exploitation ne produit qu'une seule variété de légume. Tous misent sur une production variée, certains cherchant même certains créneaux plus particuliers tels les fleurs comestibles ou les plantes médicinales.

Au niveau de la propriété foncière, sur les 22 agriculteurs rencontrés, seulement 7 louent en partie ou en totalité leurs terres, allant de 8% à 100% de la surface. Sur ces 7, une ferme loue d'un incubateur agricole alors que la ferme en est à ses débuts. Il faut également noter 2 autres exploitations qui, sans vraiment louer la terre, sont sur

des terres qui leur sont prêtées par la famille. Sur les 22, nous comptons donc 13 fermes qui sont propriétaires à 100% de leurs terres, certaines (3) louant même une partie de leurs terres à d'autres agriculteurs pas nécessairement membres du réseau d'ASC.

En ce qui concerne l'expérience en tant qu'agriculteurs, alors que 12 le sont depuis 10 ans ou moins, 10 le sont depuis plus de 10 ans, 6 l'étant depuis 20 à 40 ans et 1 depuis plus de 40 ans (voir tableau 9 et figure 5 à la page 151 de l'annexe 4). Du point de vue de l'expérience en tant qu'agriculteur biologique (voir tableau 10 et figure 6 à la page 152 de l'annexe 4), il est intéressant de noter que la majorité le sont depuis plus de 5 ans, 7 pratiquant l'agriculture biologique depuis 5 à 10 ans et 7 autres depuis plus de 10 ans. Il y a donc 8 agriculteurs qui pratiquent l'agriculture biologique depuis moins de 5 ans, 2 de ces 8 la pratiquant depuis moins de 2 ans. Élément à noter, tous les agriculteurs rencontrés mentionnent que leur exploitation est consacrée entièrement aux cultures biologiques, quoiqu'un agriculteur mentionne utiliser des fois des semences de source non biologique. Au niveau de la participation au réseau d'ASC, on remarque qu'une majorité d'agriculteurs rencontrés y participent depuis plus de 2 ans, soit 17 agriculteurs (voir tableau 12 et figure 8 à la page 154 de l'annexe 4). De ce nombre, 12 sont membres du réseau depuis plus de 4 ans. D'autre part, on note quand même 3 agriculteurs qui ne sont membres que depuis moins de 6 mois et 2 autres qui le sont depuis 6 mois à 2 ans.

Afin de conclure ce portrait des fermes rencontrées, jetons un regard à la constitution de l'organisation du travail sur l'exploitation. Comme la diversification mise de l'avant par les paniers nécessite un plus grand besoin en main-d'œuvre dû à la quasi impossibilité de mécanisation d'une telle production variée, les exploitations où un seul agriculteur fait toute la tâche seul sont inexistantes. Plusieurs ont donc de l'aide qui vient d'employés, de membres de la famille, de stagiaires ou même de bénévoles. Il est important de noter qu'une forme d'aide n'est pas exclusive et qu'ainsi certains agriculteurs ont par exemple des employés, de l'aide de la famille et des stagiaires. On note donc que 14 exploitations ont recours à des salariés saisonniers,

principalement au moment des récoltes, 7 reçoivent de l'aide de la famille, soit des enfants, soit de la famille éloignée également en agriculture, 3 ont des stagiaires et 2 reçoivent un coup de main occasionnel de bénévoles. Des 22 agriculteurs rencontrés, 4 combinent des salariés et de l'aide de la famille alors que 2 autres ont comme salariés des membres de la famille. Il faut aussi remarquer 3 fermes qui ont des salariés en réinsertion sociale et qui dépendent de subventions pour payer les salaires de ces employés, mais aussi ceux des gestionnaires de la ferme qui sont souvent là davantage en tant que travailleur ou encadreur social plutôt qu'en tant qu'agriculteur.

Il est intéressant de noter que tout de même 4 exploitations disent tout faire seuls, même si une d'entre elles mentionne avoir de l'aide sporadique de bénévoles. Cependant, ces 4 exploitations sont gérées à temps plein soit par un frère et une sœur, soit par un couple, soit par trois ou par cinq partenaires. Donc, aucune de ces fermes n'est exploitée par un seul agriculteur qui fait tout. Il est aussi intéressant de noter que tous les ménages rencontrés ne dépendent pas tous entièrement des revenus de l'exploitation agricole. Ainsi, six exploitations mentionnent que la ou le conjoint(e) travaille à l'extérieur de la ferme.

9.2 Un regard sur l'évolution des exploitations

Même si la participation des fermes au réseau d'ASC est relativement récente étant donné la récence du réseau, il est intéressant de voir l'évolution des différentes exploitations puisque plusieurs d'entre elles débutèrent hors réseau ASC. Il est donc important de voir si les pratiques agricoles des différentes exploitations ont été influencées par l'adhésion au réseau d'ASC. Parallèlement, il est important de voir si certaines fermes ont interrompu leur participation au réseau, et si oui pourquoi.

Lorsque questionnées à savoir si leur production a changée depuis leur participation au réseau d'ASC, seulement 12 exploitations affirment que oui. Parmi les 10 autres, 7 affirment que la question ne s'applique pas à eux puisqu'ils ont toujours été membres du réseau d'ASC depuis leurs débuts, alors que les 3 autres mentionnent

que leur production n'a pas changée. Des 12 qui affirment avoir vécu un changement dans leur production, 3 disent que la production a augmentée, 6 qu'elle s'est diversifiée, 1 qu'elle a augmentée et s'est diversifiée, 1 qu'elle est maintenant adaptée aux demandes des partenaires et finalement 1 que la production s'est adaptée aux changements survenus dans la mentalité des membres de la famille suite à l'adhésion au mouvement d'ASC.

En ce qui concerne la constance de participation au réseau d'ASC, seulement 2 exploitations mentionnent avoir interrompu leur participation au réseau, quoique une d'entre elles mentionne l'avoir fait seulement parce qu'elle a changé de secteur. L'autre exploitation mentionne que cette interruption était due à des conjonctures politiques locales difficiles et le départ d'un des exploitants. Parallèlement, alors que 15 mentionnent ne jamais avoir interrompu leur participation, 4 mentionnent que la question ne s'applique pas à eux puisqu'ils en sont à leur première année de participation et une autre dit qu'elle n'a pas produit de paniers une année pour se concentrer sur la vente au marché tout en maintenant son inscription au réseau. Fait à noter, une exploitation mentionne penser de plus en plus sérieusement à interrompre sa participation, et ce principalement à cause de problèmes de gestion du réseau à ses yeux.

9.3 Un survol des principales raisons pour participer à l'ASC

Tel que mentionné plus tôt, certaines questions furent demandées aux agriculteurs rencontrés afin d'évaluer les raisons qui les poussèrent à se tourner vers l'ASC, et ce en les questionnant sur les raisons derrière leurs choix face à l'agriculture biologique, face à l'ASC et les facteurs les ayant influencer dans leur décision.

Alors que questionnés à savoir si ce sont les préoccupations environnementales, le marché intéressant ou la volonté de produire un produit de meilleure qualité qui les ont poussés à se tourner vers l'agriculture biologique, 17 agriculteurs disent que ce sont les trois raisons qui sont entrées en jeu (voir tableau 11 et figure 7 à la page 153

de l'annexe 4). D'autre part 3 agriculteurs affirment que, alors que les préoccupations environnementales et la volonté de produire de meilleurs légumes les ont influencés, le marché n'a pas eu d'influence dans leur choix. À ces 20 agriculteurs s'ajoutent 2 qui mentionnent avoir eu d'autres raisons de se tourner vers cette culture. D'une part il s'agissait d'un défi de retraite agricole, c'est-à-dire voir si le biologique maraîcher est faisable en rapetissant la taille de l'exploitation tout en allant chercher une clientèle plus agréable puisque reconnaissante des efforts mis dans la production ; d'autre part il s'agit d'un effort de valorisation de personnes se sentant exclues de la société en produisant ce que la terre a de meilleur à offrir.

Du point de vue des raisons les ayant poussés à faire partie du réseau d'ASC, 16 agriculteurs disent que la sécurité financière, le meilleur réseau de contacts/distribution et la possibilité de développer des liens avec les consommateurs ont tous joué un rôle dans leur choix (voir tableau 13 et figure 9 à la page 155 de l'annexe 4), quoique un d'entre eux met tout de même l'emphase davantage sur les liens avec les consommateurs. Alors qu'un agriculteur affirme que la sécurité financière et la possibilité de développer des liens avec les consommateurs sont les deux principales raisons de leur choix, deux autres affirment que seule la possibilité de développer des liens avec les consommateurs était importante dans son choix et un autre que seule la sécurité financière était importante. Il faut également noter que 2 exploitations mentionnent avoir eu d'autres raisons de se tourner vers l'ASC, l'une disant que l'ASC constitue une meilleure vitrine pour l'exploitation et que le *Réseau Équiterre* amène une certaine crédibilité à la production, l'autre mentionnant le souhait de développer un meilleur réseau entre les producteurs afin de favoriser une entraide, une coopération et non une compétition.

En ce qui concerne les facteurs les ayant amenés vers l'ASC, 8 agriculteurs affirment que les expériences personnelles d'autres agriculteurs près d'eux qui pratiquaient déjà l'ASC ont été le facteur le plus important, 7 affirment plutôt que ce sont leurs propres convictions personnelles alors que 3 disent que c'est l'information qu'ils ont reçue traitant de l'ASC qui les ont influencés (voir tableau 14 et figure 10 à la page

156 de l'annexe 4). Il faut également ajouter 2 agriculteurs qui mentionnent que les trois facteurs ont joué de façon égale dans leur cheminement. À ces agriculteurs s'ajoutent 2 autres qui mentionnent avoir eu comme principale influence le besoin de conscientiser et d'impliquer le consommateur, un d'entre eux ajoutant également la recherche d'un moyen d'éviter « l'extinction ». Au niveau du facteur arrivant en deuxième place comme influence dans leur cheminement, 5 agriculteurs mentionnent l'information reçue traitant de l'ASC, 5 leurs convictions personnelles et 4 les expériences d'autres agriculteurs (voir tableau 15 et figure 11 à la page 157 de l'annexe 4). Il faut cependant noter 1 agriculteur qui juge l'information reçue et les expériences d'autres agriculteurs comme arrivant à égalité en deuxième position alors que pour 1 autre ce sont les convictions personnelles et l'information reçue qui arrivent ex aequo en deuxième position. Aussi, 2 agriculteurs mentionnent que le deuxième facteur les ayant influencés dans leur cheminement n'est aucun des trois mais plutôt une démarche spirituelle dans un cas, et la mise en marché facile et le fait d'avoir un lien direct avec le consommateur d'autre part. Il faut également noter 2 agriculteurs qui n'ont pas de deuxième influence puisque les trois constituent leurs principales influences, 1 autre pour qui seulement l'information reçue a été importante et 1 dernier pour qui seulement la conscientisation du consommateur afin de combattre « l'extinction » a eu une influence.

9.4 Les éléments importants dans l'agriculture soutenue par la communauté

Lorsque l'on regarde la définition de l'ASC, on note principalement cinq éléments qui la mettent en valeur : le lien direct avec le consommateur, la sécurité du revenu, la proximité urbaine, le réseau d'échanges entre agriculteurs et la diversité de la production et des sources de revenus. Alors qu'on leur demande de placer ces éléments en ordre d'importance selon eux, on note que le lien direct qui est développé avec le consommateur est très important pour une majorité (10/22) alors que la diversification de la production et les revenus garantis le sont pour d'autres (respectivement 5/22 et 4/22) (voir tableau 18 et figure 14 à la page 160 de l'annexe 4). L'élément qui est considéré comme étant important, donc en deuxième place, est

la sécurité du revenu pour 8 exploitations, le lien solide entre le producteur et le consommateur pour 5, tandis que les trois autres éléments se partagent équitablement la balance (voir tableau 19 et figure 15 à la page 161 de l'annexe 4). Il est également important de noter que la proximité urbaine arrive le plus souvent en dernier choix (10/22), suivi par la diversification de la production (6/22) (voir tableau 20 et figure 16 à la page 162 de l'annexe 4).

En ce qui concerne plus particulièrement la sécurité du revenu amenée par le système de parts prépayées, on note que ces parts sont indispensables pour 5 exploitations, très importantes pour 11, importantes pour 5 et pas importantes du tout pour 1 (voir tableau 16 et figure 12 à la page 158 de l'annexe 4). Le cas de cette dernière est particulier puisqu'il s'agit de l'exploitation d'élevage qui dépend plutôt de ses boucheries que des paniers afin d'écouler sa production. Or, on peut dire que pour la grande majorité des exploitations rencontrées (16/22), les parts prépayées sont très importantes, voire indispensables.

Au niveau de l'importance d'établir un lien solide avec le consommateur, 19 exploitations affirment qu'il est très important que le consommateur puisse associer les produits qu'il consomme à un être humain, à une famille alors qu'une affirme que l'échange est intéressant sans cependant être indispensable. À ces 20 exploitations s'en ajoute une qui croit que les deux affirmations ci-dessus sont vraies tandis qu'une autre mentionne plutôt le désir de rechercher un projet social autre que le capitalisme pur et dur (voir tableau 21 et figure 17 à la page 163 de l'annexe 4).

Alors que l'idée de marché de proximité en est une d'importance pour l'agriculture périurbaine en général, il semble que ce soit encore plus vrai pour l'ASC. Lorsque questionné sur l'importance de la proximité urbaine en tant que marché, 17 agriculteurs affirment que cette proximité est importante puisque la ville constitue leur marché principal alors que 5 agriculteurs affirment que ce marché est important mais qu'ils pourraient quand même survivrent grâce à leur réseau de distribution (p. ex. ventes à la ferme et ventes à des distributeurs).

9.5 Les perspectives futures et les stratégies

Après avoir évalué les éléments qui sont perçus par les agriculteurs comme étant importants dans leur pratique, il est maintenant essentiel de se pencher sur la vision que les agriculteurs peuvent avoir de leur futur, mais aussi sur les principales stratégies qu'ils préconisent. Pour ce faire, nous regarderons le sentiment de menace perçu, la succession de la ferme, l'inclinaison à vendre l'exploitation, les différentes activités présentes sur la ferme, la source de revenus principales, l'importance de l'adaptation, la satisfaction face à leur production et l'avenir perçu de l'ASC.

Tout d'abord, au niveau du sentiment de menace, il est important de noter qu'une majorité des agriculteurs rencontrés sentent que leur production est menacée (14/22) alors que 8 mentionnent ne pas se sentir menacés. Alors que certains voient l'expansion du marché, la diversité du produit et le manque de compétition directe au concept d'ASC comme des atouts non négligeables, beaucoup d'autres sont moins positifs vis-à-vis leur production et notent bon nombre de menaces. Les principales menaces pour plusieurs sont les supermarchés qui offrent de plus en plus de produits biologiques sur leurs rayons et le risque que les consommateurs ne fassent pas la différence entre ces produits et ceux produits par les fermiers participant au réseau d'ASC. On note également comme menaces les pressions urbaines, la spéculation foncière et la difficulté d'avoir accès à une terre à prix raisonnable. Ensuite on remarque perdre de la liberté dans nos actions en tant qu'agriculteurs, le manque de main-d'œuvre qualifiée abordable, l'apparition de nouvelles espèces d'insectes et de mauvaises herbes nuisibles, le contrôle des multinationales au niveau des semences et la tendance à la promotion de semences génétiquement modifiées et la dégradation de l'environnement. On note aussi une difficulté à avoir accès à certains services tels des assurances étant donné le caractère particulier des productions biologiques membres d'une ASC, un endettement souvent trop lourd, des coûts de certification biologique qui augmentent constamment, la nécessité de soustraire à la production certaines zones tampons et la concurrence qui devient plus grande au sein même du réseau (plus de fermes participantes chaque année).

Au niveau de la relève, alors que 4 agriculteurs disent qu'il est encore trop tôt pour penser à ça puisqu'ils n'ont pas d'enfants ou attendent de voir ce que leurs enfants voudront faire, 7 affirment que la relève de leur ferme n'est pas assurée. Alors qu'un agriculteur mentionne que rien n'est assuré, une autre mentionne l'idée que même si la relève agricole n'est pas assurée par la succession de la terre mais plutôt par la transmission d'un savoir-faire et d'un amour du métier, rien n'est garanti. Ce manque de relève est explicable pour d'autres par un désintérêt envers l'exploitation (2/7), ou encore par les faibles revenus et le coût de la terre prohibitif pour la relève (2/7). Finalement, un agriculteur mentionne que la succession n'est pas assurée parce qu'il ne sait toujours pas quel visage prendra sa retraite : vente de la ferme ou continuation dans la production ? On remarque cependant que tout de même 11 agriculteurs mentionnent que la succession de leur ferme est assurée, et ce soit par les enfants, soit par des projets de fiducie, ou encore par une relève « extérieure » que l'agriculteur prendra soin de rechercher afin de s'assurer que quelqu'un continue le projet qu'il a monté.

Face à toutes les menaces se dressant devant eux, il serait compréhensible qu'une bonne majorité d'entre eux veuille vendre leurs terres et s'épargner beaucoup de tracas. Étonnamment, si on enlève 6 exploitations qui louent la majorité de leurs terres, on remarque que tout de même 8 agriculteurs ne pensent pas à vendre. Cependant, 8 autres mentionnent y avoir déjà pensé même si il est difficile d'en généraliser la raison. Ainsi, alors que certains (2/8) veulent vendre à leur succession ou à une fiducie afin de garantir la terre pour les générations futures, d'autres (2/8) mentionnent songer à vendre dû au manque de relève ou parce qu'ils ne veulent pas forcer cette profession sur leurs enfants. Il faut aussi compter un agriculteur retraité qui a déjà vendu sa terre à ses fils tout en se gardant une petite partie pour sa « retraite biologique ». Alors qu'un autre mentionne avoir penser à vendre, mais seulement pour du biologique, une affirme avoir déjà eu une offre intéressante d'un cimetière. Finalement, un agriculteur mentionne y penser parce qu'il est conscient qu'il ferait une meilleure vie à travailler sur la construction.

Alors que ces préoccupations peuvent rendre compte d'une vision plutôt négative du futur agricole en milieu périurbain en général, il est important de questionner les agriculteurs quant à leur perspective face à l'ASC. Étonnamment, alors que les avis sont partagés quant aux futurs propres des différentes exploitations, la grande majorité des participants sont confiants en ce qui concerne le futur de l'ASC. Ainsi, 18/22 disent croire en l'avenir de l'agriculture soutenue par la communauté alors que seulement 1 n'y croit pas. Il faut noter cependant 3 agriculteurs qui répondent oui et non à cette question. Les raisons qui poussent certains à ne pas y croire sont : la compétition à long terme des supermarchés, les nombreuses importations moins dispendieuses, les trop nombreuses contraintes et coûts, le manque de souplesse de certains consommateurs, le manque de relève et la mauvaise gestion du réseau. À l'opposé, les raisons qui poussent encore plus d'entre eux à croire au futur de l'ASC sont : le contact avec les gens, les valeurs mises de l'avant par la pratique qui rejoignent de plus en plus de personnes, la recherche de produits locaux, de fraîcheur, de qualité et de la connaissance du producteur, le manque de confiance des gens vis-à-vis de ce qu'ils mangent, l'écoeuement de certains face à l'étalement urbain, la responsabilisation du consommateur, sans oublier le fait que c'est une pratique qui s'adapte bien aux petites fermes, qui combat l'industrialisation de l'agriculture et qui répond à un besoin de mise en marché personnalisée des producteurs.

Un autre indice qui permet d'évaluer la vision que les agriculteurs ont de leur futur est la satisfaction qu'ils expriment (ou non) face aux conditions entourant leur production. Ainsi, 1 agriculteur affirme être satisfait des conditions entourant sa production, son exploitation étant tout à fait autonome, tandis que 9 agriculteurs affirment être satisfaits mais ajoutent que le réseau d'ASC leur donne tous les atouts qui pourraient leur manquer. Par contre, on note tout de même 9 agriculteurs qui mentionnent ne pas être satisfaits des conditions entourant leur production puisqu'ils dépendent encore de ressources externes à la ferme, par exemple des prêts. On doit aussi noter 1 agriculteur qui mentionne être satisfait des conditions entourant sa production, qu'il est tout à fait autonome mais en même temps qu'il traîne un endettement de démarrage. À ça s'ajoutent 2 agriculteurs qui affirment être satisfaits

mais nécessitent toujours de l'aide de l'extérieur, un de ces derniers faisant partie d'un incubateur d'entreprise agricole (voir tableau 25 et figure 21 à la page 167 de l'annexe 4).

En ce qui concerne les différentes stratégies adoptées par les agriculteurs afin de palier à toutes éventualités, certains éléments furent sondés tels les différentes activités pratiquées sur la ferme, l'importance de l'adaptation et les sources de revenus principales. Alors que les recettes dues au réseau d'ASC constituent la source principale de revenus à 16 exploitations, 1 exploitation retire la majorité de ses revenus de ventes directes à la ferme tandis que 2 autres dépendent plutôt de ventes directes aux marchés. Il est intéressant de noter qu'une exploitation dépend autant des recettes dues au réseau d'ASC qu'aux ventes directes à la ferme, qu'une autre dépend autant du réseau d'ASC que de ventes chez un grossiste/distributeur et qu'une dernière dépend du réseau d'ASC, de ventes directes à la ferme et de ventes directes au marché (voir tableau 17 et figure 13 à la page 159 de l'annexe 4).

Au niveau des différentes activités présentes sur la ferme, on remarque que plusieurs agriculteurs pratiquent différentes activités sur leur ferme. Alors que 8 agriculteurs pratiquent l'auto-cueillette sur leur ferme, 14 pratiquent une vente directe sur la ferme, 15 des visites de la ferme et séjours éducatifs et 5 une certaine forme d'agrotourisme (dans un cas encore au stade de projet), par exemple du gîte rural ou des tables champêtres. On ne note qu'une seule exploitation qui ne pratique aucune autre activité sur la ferme mis à part sa production pour le réseau d'ASC. Il y a cependant 6 exploitations qui pratiquent d'autres activités que celles tout juste mentionnées : production pour fruiteries spécialisées, hébergement locatif à long terme de jeunes en réinsertion sociale, vente de chevaux et formation équestre, formation spirituelle, journée de cueillette pour les partenaires à la fin de la saison où ceux-ci cueillent les « restants » et projet de coopérative de transformation de produits. Il y a par contre lieu dans certains cas de relativiser certaines activités. Par exemple, certains ne permettent l'auto-cueillette qu'aux partenaires du réseau d'ASC ou à des cuisines collectives à proximité et trient les personnes à qui ils donnent

l'opportunité de venir cueillir sur leur terre. D'autres accueillent des visiteurs sur la ferme, mais encore là seulement les partenaires de la ferme, des garderies voisines, des groupes de mycologues ou encore des étudiants de la conjointe qui travaille à l'extérieur de la ferme.

Finalement, en ce qui concerne l'importance de l'adaptation aux constants changements du marché, on remarque que la capacité d'innover et de s'adapter est ce qui permet à 11 agriculteurs de survivre tandis que 6 agriculteurs mentionnent que la capacité d'adaptation leur donne des atouts sans cependant être nécessaire à leur survie. Alors que 1 agriculteur affirme que les deux premières réponses sont vraies dans son cas, on note aussi 2 agriculteurs qui affirment que le marché qu'ils visent étant plutôt stable, ils n'ont pas à changer leurs pratiques et 1 agriculteur qui affirme que sa production est déjà assez diversifiée et donc qu'il n'a pas à y changer quoique ce soit. Également, 1 agriculteur mentionne qu'il se considère déjà assez diversifié, mais que puisqu'il s'agit de sa première année de participation, il attend de voir ce qui va se passer avant d'apporter des changements (voir tableau 24 et figure 20 à la page 166 de l'annexe 4).

9.6 L'agriculture soutenue par la communauté et la communauté

Trois questions ont été posées afin d'évaluer la vision que les agriculteurs peuvent avoir du rôle de l'ASC dans la communauté, mais aussi, et surtout, afin d'évaluer comment ils se sentent perçus par la communauté en général. Il leur fût donc demandé leur point de vue sur l'ouverture de la société québécoise à l'agriculture biologique et à l'ASC, mais aussi sur l'importance de l'ASC pour le développement des communautés rurales.

En ce qui concerne l'ouverture des Québécois à l'agriculture biologique, on note qu'une très forte majorité des agriculteurs rencontrés (21/22) croient que les Québécois sont ouverts à l'agriculture biologique mais qu'il reste encore beaucoup à faire pour la faire connaître, principalement parce que les gens ne sont pas conscients

de l'impact qu'a leur alimentation sur leur santé et qu'il faut constamment les informer, et ce même si selon un agriculteur le mouvement bénéficie actuellement d'un phénomène de mode. Un agriculteur ajoute par contre un bémol en affirmant que l'agriculture biologique restera toujours selon lui marginale. Il n'y a qu'un agriculteur qui mentionne que selon lui les Québécois ne sont pas en général ouverts à l'agriculture biologique et que ce mouvement n'est que pour une minorité de gens (voir tableau 22 et figure 18 à la page 164 de l'annexe 4).

Au niveau de l'ouverture des Québécois à l'ASC, on remarque que les réponses des agriculteurs sont quelque peu plus variées. On remarque ainsi que 7 agriculteurs pensent que les Québécois sont en général plus réceptifs à l'agriculture soutenue par la communauté et que de plus en plus de gens y sont intéressés. Cependant, 8 autres mentionnent que même si les Québécois y sont plus réceptifs, on doit tout de même informer les gens parce que sinon ils n'iront pas chercher l'information eux-mêmes. Il faut aussi noter 3 agriculteurs qui mentionnent les deux réponses, c'est-à-dire que de plus en plus de gens y sont intéressés mais qu'on doit tout de même continuer d'informer les gens. D'un côté moins positif, on note 2 agriculteurs qui mentionnent que même si les Québécois sont en général réceptifs à l'ASC, les gens ne veulent pas s'y impliquer, alors que 2 autres mentionnent croire que les Québécois en général ne sont pas réceptifs au mouvement et que seule une minorité de la population s'y intéresse (voir tableau 23 et figure 19 à la page 165 de l'annexe 4).

Alors que nous venons de jeter un coup d'œil à comment la communauté perçoit l'ASC, voyons ce que cette dernière peut amener à la communauté selon les agriculteurs. Tout d'abord, il est essentiel de noter qu'à la question : « Pensez-vous que l'agriculture soutenue par la communauté est un outil important dans le développement d'une communauté rurale ? », les agriculteurs ont répondu à l'unanimité « oui ». Étant donné que plusieurs raisons différentes ont été évoquées afin de justifier cette réponse, il est plus simple de les présenter ici sous forme de tableau.

Tableau 4 : Raisons pour lesquelles l'ASC est un outil important dans le développement d'une communauté rurale selon les agriculteurs rencontrés

- Permet à de petites fermes de se faire connaître.
- Permet d'avoir du capital financier en avance.
- Amène une certaine stabilité en permettant à des gens de vivre de leurs pratiques agricoles, en améliorant leur autosuffisance et par le fait même en améliorant la résilience de la communauté rurale aux différentes épreuves auxquelles elle peut faire face.
- Permet de conserver un certain style de vie : la ferme familiale.
- Caractère local puisqu'elle nourrit la population locale avec de la nourriture produite localement avec des ressources locales.
- Permet de développer un réseau de consommateurs.
- Permet d'acquérir une indépendance face aux réseaux traditionnels de mise en marché (distributeurs).
- Permet de développer des liens directs avec les consommateurs, de développer une solidarité entre les producteurs et les consommateurs tout en démystifiant la production agricole et en montrant le travail qui se cache derrière les produits.
- Permet de faire se développer des liens entre les consommateurs, par exemple lors de « fêtes des récoltes ».
- Crucial en milieu périurbain puisqu'elle permet aux « urbains » d'aller visiter la campagne, tout en aidant les gens de la campagne à s'ouvrir aux gens de la ville.
- C'est la seule aide réelle que les producteurs biologiques ont (manque d'accès aux assurances récoltes, prêts avec intérêt de l'UPA qui est sensé aider les agriculteurs à se développer et non faire de l'argent sur leur dos).
- Bénéficie à l'environnement et à la biodiversité en favorisant des pratiques plus « saines ».

Quoique ces 12 points résument bien la vision de la vaste majorité des agriculteurs rencontrés, deux agriculteurs mentionnent par contre que même si l'ASC peut être bénéfique aux communautés rurales, il s'agit d'une pratique qui ne s'applique pas à toutes les communautés et qui ne peut s'étendre à l'entièreté de la communauté, que ce soit pour les agriculteurs ou les non agriculteurs. Plus particulièrement, un agriculteur mentionne que l'effet d'une telle pratique en milieu périurbain peut être minimisé par les nombreux déplacements des consommateurs, alors que l'autre affirme que si l'ASC peut avoir une influence positive sur la communauté du point de vue social (échanges, santé et environnement), son effet économique ne se fera pas

nécessairement ressentir à travers la communauté, du moins pas directement. C'est ainsi que nous pouvons nous questionner sur certaines lacunes ou faiblesses que le projet d'agriculture soutenue par la communauté pourrait avoir.

9.7 Les limites de l'agriculture soutenue par la communauté

Malgré toutes les influences positives que le réseau peut avoir sur la communauté, il y a certainement des côtés négatifs au système. Les agriculteurs, présents aux premières lignes, furent donc questionnés par rapport aux raisons qui peuvent expliquer que certains agriculteurs pratiquant une agriculture biologique ne soient pas intéressés à participer à un réseau d'ASC, mais aussi par rapport aux limites de l'ASC selon eux.

Alors que l'ASC représente un outil intéressant pour les agriculteurs biologiques qui sont souvent, tel que mentionné par un agriculteur rencontré, laissés à leur sort, il est important de s'intéresser aux raisons qui poussent certains agriculteurs à ne pas s'y tourner. Il fut donc demandé aux agriculteurs rencontrés pourquoi selon eux des agriculteurs biologiques ne veulent pas participer au réseau d'ASC et préfèrent toujours se rallier au système de mise en marché conventionnel. Ces raisons, expliquant un manque d'intérêt envers le projet, peuvent ainsi être vues comme des points négatifs à la pratique. Encore une fois, dû la variabilité des réponses, celles-ci sont présentées sous la forme d'un tableau récapitulatif.

Tableau 5 : Raisons expliquant que certains agriculteurs biologiques ne participent pas à un réseau d'ASC

- L'ASC demande beaucoup de travail et d'organisation (livraisons, préparation de paniers et recrutement des partenaires).
- L'ASC nécessite une diversification de la production, entraînant un besoin de connaissances accrues des différentes productions et un besoin en main-d'œuvre compensant la difficulté (voire impossibilité) à mécaniser la production.
- L'ASC nécessite un échange direct avec les clients alors que le contact est constamment à développer et à maintenir.
- Ces agriculteurs n'ont pas accès à de l'information sur la pratique et sur ses avantages.
- L'ASC n'est pas dans leurs intérêts puisque ces agriculteurs préfèrent produire en grosse quantité puisqu'ils considèrent que cela est plus rentable.
- Ces agriculteurs préfèrent être totalement indépendants dans leur production.
- Ces agriculteurs ont une mentalité différente à travers laquelle ils font du biologique copié sur le modèle « conventionnel » et ne comprennent pas les enjeux à long terme.
- Ces agriculteurs n'ont pas besoin du réseau d'ASC parce qu'ils sont déjà bien organisés et que leur mise en marché est bien implantée.
- L'ASC nécessite un certain sacrifice en temps (préparation des paniers, livraisons de soirs, déplacements jusqu'aux points de chute et accueil des partenaires).

Fait à noter, mis à part un agriculteur qui n'a pas répondu à cette question, tous les agriculteurs rencontrés ont mentionné une ou plusieurs raisons qui rend(ent) la pratique d'ASC non attrayante pour certains agriculteurs. Ceci démontre donc une prise en compte généralisée des inconvénients de la pratique. En poussant un peu plus l'analyse, on remarque, en leur demandant quelles sont les limites de la pratique, que plusieurs des agriculteurs rencontrés n'y voient pas que du rose.

Alors que tout va bien pour certains, il y a différents points à améliorer selon plusieurs autres. Ainsi, la pratique est trop rigide pour certains. Les consommateurs manquent de choix étant donné que c'est l'agriculteur qui décide de la composition des paniers, ils doivent avoir confiance en l'agriculteur puisque celui-ci demande à ce que le paiement soit fait en avance et ils doivent faire preuve de discipline puisque les paniers sont livrés à des jours et heures fixes. Pour d'autres, les paniers coûtent cher

et ne sont donc abordables que pour les gens qui en ont les moyens, excluant du fait les moins fortunés. Le niveau de participation des partenaires aux tâches de la ferme est encore trop faible pour certains, alors que d'autres mentionnent que la responsabilité du bon fonctionnement du réseau d'ASC en général est encore principalement sur les épaules des agriculteurs et pas assez sur celles de la communauté. Selon certains agriculteurs, il faudrait uniformiser le « produit » tout en permettant aux fermes de conserver leur personnalité. Il y aurait aussi place selon certains agriculteurs à informer davantage les partenaires quant aux façons de préserver les légumes et à accroître le nombre de recettes disponibles. Une exploitation suggère également qu'on développe un volet anglophone au réseau, alors qu'une autre souhaiterait qu'on travaille à éviter le monopole qu'a *Équiterre* sur le réseau d'ASC, permettant ainsi le développement d'autres réseaux parallèles en alternative.

Il faut également noter certains points de vue divergents présentés par les agriculteurs. Alors que certains voudraient voir le nombre de fermes participantes augmenter afin d'atteindre encore plus de consommateurs, d'autres souhaitent plutôt qu'on travaille à solidifier les exploitations déjà participantes avant d'aller en recruter d'autres. Également, alors que certains souhaiteraient que le projet d'ASC soit davantage associé à *Équiterre* en donnant au réseau d'ASC un certain pouvoir décisionnel dans l'organisation de l'organisme, d'autres souhaitent plutôt voir le réseau d'ASC se distancier d'*Équiterre* et voler de ses propres ailes. Finalement, on note le souhait de certains de rendre le réseau viable tout au long de l'année en favorisant le développement de paniers d'hiver, mais surtout en repensant le fonctionnement du réseau, par exemple en favorisant l'importation de produits lorsque les produits locaux ne peuvent être produits, et ce dans le but de continuer à offrir un service de qualité aux partenaires et maintenir un approvisionnement en produits de qualité, chose à laquelle plusieurs agriculteurs membres s'opposent, affirmant que le caractère local de la production est ce qui la valorise et permet de développer un lien durable avec le consommateur.

10- Analyse des résultats

Suite à cette présentation des résultats, il importe grandement de les analyser afin de bien voir comment les agriculteurs participant au projet d'ASC le voit, mais aussi afin de pouvoir bien comparer la théorie et la pratique. Alors que, tel que dit plus tôt, l'ASC présente 'sur papier' de nombreuses qualités qui nous font croire en sa capacité de résoudre tous les problèmes découlant du modèle d'agriculture conventionnelle, la réalité peut être fort différente.

10.1- Une synthèse des résultats

En jetant un coup d'oeil aux résultats de l'enquête, il est possible de dresser un certain portrait des fermes participant au projet d'ASC. On remarque ainsi qu'il s'agit principalement de petites fermes, la taille moyenne étant d'environ 30 hectares, qui ont des productions diversifiées. On observe aussi, alors que l'expérience en tant qu'agriculteur diffère entre les participants, que ceux qui étaient déjà agriculteurs avant de faire partie du réseau d'ASC ont noté avoir vécu certains changements dans leur pratique depuis leur participation au réseau, principalement au niveau d'une augmentation de la diversification et/ou de la production. Également, les revenus générés par l'ASC sont pour une majorité d'entre eux (16/22) la principale source de revenus. Parallèlement, on note que toutes les exploitations, sauf une, pratiquent d'autres activités sur la ferme. Ces activités, cependant, ne sont pas toujours payantes puisque certaines sont planifiées afin d'impliquer les partenaires de la ferme. Par exemple, afin de faire connaître la ferme à ses partenaires, certains agriculteurs organisent des visites gratuites à la ferme ou des journées thématiques telles les « fêtes des récoltes ».

En ce qui concerne davantage la vision que les agriculteurs peuvent avoir de la pratique, on note que la grande majorité d'entre eux (20/22) pratiquent l'agriculture biologique parce qu'ils ont de profondes préoccupations face à l'environnement ou parce qu'ils expriment le souhait de produire des aliments de meilleure qualité.

Parallèlement, ils participent au réseau d'ASC parce que celui-ci leur permet de développer des liens avec les consommateurs, leur apporte une sécurité financière et leur permet d'améliorer leurs réseaux d'échanges. Alors que leur décision de se tourner vers l'ASC a été influencée principalement par l'expérience d'autres producteurs pratiquant déjà l'ASC ou par leurs propres convictions personnelles (respectivement 10/22 et 9/22 lorsque ceux qui donnèrent plus d'une raison sont pris en compte), on remarque que l'information reçue traitant de l'ASC prend plus d'importance en deuxième place (7/22), dépassant les convictions personnelles (6/22) d'une voix et les expériences d'autres agriculteurs (5/22) de deux lorsque les doubles réponses sont comptées, laissant à penser qu'il y a besoin d'un élément déclencheur (le premier facteur d'influence) afin d'inciter les agriculteurs à aller chercher de l'information par la suite.

Au niveau des éléments qu'ils considèrent comme étant importants dans l'ASC, lorsque nous additionnons les deux éléments constituant les deux premiers choix des agriculteurs, on se rend compte que le lien solide qui est développé entre le producteur et le consommateur et les revenus garantis (réciproquement 15/44 et 12/44) sont les éléments les plus importants. Étonnamment, la proximité urbaine, même si la ville est le principal marché de la majorité des agriculteurs rencontrés (17/22), arrive bonne dernière (3/44) au niveau de l'importance. L'importance accordée à ces deux premiers éléments (lien direct avec le consommateur et la sécurité des revenus) est confirmée alors que tous les agriculteurs, à l'exception d'un, affirment qu'il est important pour eux que le consommateur puisse lier le produit à un producteur, mais aussi alors que la majorité des agriculteurs rencontrés mentionnent l'importance des parts prépayées, celles-ci étant au minimum importantes pour la grande majorité d'entre eux (21/22) et très importantes ou indispensables pour 16/22 d'entre eux.

En ce qui concerne les perspectives futures et les différentes stratégies adoptées par les agriculteurs, on remarque que le sentiment de menace est partagé parmi plusieurs agriculteurs (14/22). Alors qu'une légère majorité des agriculteurs (11/18 si on

enlève les 4 exploitants qui sont encore trop jeunes pour y penser) voient la succession de leur ferme comme étant assurée, on note tout de même que la moitié des agriculteurs propriétaires ont déjà pensé (ou pense encore) à vendre leur ferme, donnée qui n'étonne pas lorsqu'on pense au sentiment de menace perçu par la majorité. Cependant, alors que la majorité des agriculteurs rencontrés (18/22) sont confiants quant à l'avenir de l'ASC en général, on note que la majorité (18/22) affirme qu'il est tout de même important pour eux de rechercher à s'adapter aux changements constants du marché qu'ils desservent, même si une telle qualité n'est pas nécessaire à la survie de 7 de ces derniers.

Tel que mentionné plus tôt, il est intéressant de voir comment les agriculteurs participants au projet d'ASC voient cette dernière. Alors que tout au long de cette étude les réponses varient toujours un peu légèrement entre les différents agriculteurs, il est intéressant de voir qu'en ce qui concerne le rôle de l'ASC dans le développement des communautés rurales, tous sont d'accords pour reconnaître les vertus du projet. Il faut cependant ajouter un bémol à ce vote de confiance envers le projet. Même si la portée de la pratique peut s'étendre à la communauté et se traduire en avantages pour celle-ci, il faut tout de même prendre en considération qu'il reste encore beaucoup de travail pour la faire connaître auprès de la communauté québécoise. Il faut aussi prendre en compte le fait que les agriculteurs reconnaissent certains points faibles au projet, par exemple une trop grande rigidité, le manque d'implication des consommateurs ou le coût de participation élevé qui peut empêcher certaines strates de la population d'y participer.

10.2 Une analyse croisée des résultats

Tel que mentionné au début de ce travail, il est intéressant d'analyser si certaines grandes tendances ressortent des résultats présentés ci-dessus, et ce principalement en croisant les réponses obtenues à différentes questions. Certains croisements sont donc tentés afin de voir si certains éléments de réponses peuvent en expliquer d'autres. Il est ainsi intéressant de voir si l'expérience en tant qu'agriculteur joue un

rôle sur la perception des éléments qui sont importants dans l'ASC, sur la satisfaction qu'a l'agriculteur de son exploitation et sur l'importance de s'adapter aux besoins changeants du marché. Il est également intéressant, voire logique, de regarder l'influence qu'a le sentiment de menace perçue sur le penchant à penser à vendre. L'expérience en tant que participant à l'ASC peut aussi avoir une influence intéressante sur la perception d'ouverture d'esprit de la communauté face à l'ASC. Finalement, le fait d'avoir changé sa production depuis les débuts de la participation en ASC peut refléter une prise de conscience de l'importance de l'adaptation.

Dans un premier lieu, afin de prendre l'expérience en tant qu'agriculteur comme base de comparaison avec certaines autres questions, il importe de bien diviser les répondants en fonction de leur expérience afin de se retrouver avec deux groupes égaux. En mettant la délimitation à 10 ans d'expérience, on compte ainsi 12 agriculteurs qui ont moins de 10 années d'expérience en tant qu'agriculteur et 10 qui en comptent plus de 10. Lorsque on met en relation l'expérience avec les éléments qui sont considérés comme étant les plus importants dans l'ASC, on remarque que cet attribut n'a pratiquement aucune influence sur les éléments notés comme étant les plus importants par les agriculteurs. En effet, si on regarde les tableaux 26 et 27 et les figures 22 et 23 présentés aux pages 169-170 de l'annexe 5, on remarque tout de suite la même structure de réponse, mis à part le premier et le dernier choix qui comptent tous deux un répondant de plus au sein du groupe des moins de 10 ans d'expérience. On note donc dans les deux cas que le lien entre le producteur et le consommateur est noté plus souvent comme étant important, suivi par la diversification de la production et les revenus garantis.

On retrouve la même tendance face à l'influence que pourrait avoir l'expérience sur la satisfaction affichée envers sa production, c'est-à-dire qu'encore une fois on remarque la même structure de réponse entre les deux groupes (voir tableaux 30 et 31 et figures 26 et 27 aux pages 173-174 de l'annexe 5). Ainsi, la réponse « non, je suis encore dépendant de ressources externes » est mentionnée le plus souvent par les

deux groupes, suivi par la réponse « oui, j'ai tout ce dont j'ai besoin et le réseau d'ASC me donne tous les atouts qu'il pourrait me manquer ».

En fait, le seul croisement des trois tentés sur l'influence de l'expérience où celle-ci joue un rôle est le dernier, c'est-à-dire le regard sur l'influence de l'expérience face à l'importance de s'adapter aux besoins changeants du marché. En observant les tableaux 28 et 29 et les figures 24 et 25 présentés aux pages 171-172 de l'annexe 5, on remarque que les agriculteurs du premier groupe (ayant moins de 10 ans d'expérience) ont répondu souvent « oui, la capacité d'adaptation me donne des atouts, sans être cependant nécessaire à ma survie », alors que le deuxième groupe (ayant plus de 10 ans d'expérience) répond majoritairement « oui, la capacité d'innover et de m'adapter est ce qui me permet de survivre ». Malgré que les deux groupes soient en accord quant à l'importance de l'adaptation, les agriculteurs avec plus d'expérience semblent y donner encore plus d'importance que les agriculteurs moins expérimentés en la qualifiant d'essentielle à leur survie.

En ce qui concerne l'expérience en tant que participant au réseau d'ASC, comme ce fut le cas pour le croisement précédent, on remarque une légère différence dans les réponses selon que les répondants participent depuis moins longtemps ou plus longtemps au réseau. Si on met la limite à 4 ans d'expérience au sein du réseau, on compte 10 agriculteurs sous cette limite et 12 au-dessus de celle-ci. Ainsi, si on se fie aux tableaux 33 et 34 et aux figures 29 et 30 présentés aux pages 176-177 de l'annexe 5, on remarque que, même si les deux groupes affirment que les Québécois sont en général réceptifs à l'agriculture soutenue par la communauté, les plus jeunes participants tendent à souligner davantage le besoin de fournir de l'information aux gens, sans quoi ils n'iront pas de leur propre gré chercher de l'information sur l'ASC.

Au niveau du croisement entre le sentiment de menace et le penchant à vouloir vendre, on remarque, en observant le tableau 32 et la figure 28 présentés à la page 175 de l'annexe 5, que le sentiment de menace joue un rôle certain dans la disposition à vendre. On remarque en effet que, chez les propriétaires, ceux qui

sentent leur production menacée ont tendance à penser ou à avoir pensé à vendre plus souvent, alors que ceux qui ne voient pas de menaces à l'horizon sont moins enclins à penser ou à avoir pensé à vendre.

Un dernier croisement fut tenté afin d'analyser si le fait que la production a changé depuis les débuts de la participation au réseau d'ASC a eu une influence sur la perception qu'a l'agriculteur sur l'importance de l'adaptation. Alors qu'il serait facile de penser qu'un agriculteur dont la production n'a pas changé depuis ses débuts en ASC ne voit pas l'adaptation et l'innovation comme étant essentielles, les résultats de ce croisement sont tout autres. En effet, les trois agriculteurs qui affirment que leur production n'a pas changé depuis leurs débuts en ASC répondent favorablement à l'importance de l'adaptation. Ainsi, un d'entre eux mentionne que la capacité d'innover et de s'adapter est ce qui lui permet de survivre, un autre que la capacité d'adaptation lui donne des atouts sans être pour autant nécessaire à sa survie alors que le troisième affirme que les deux énoncés sont vrais. Parallèlement, parmi les trois agriculteurs qui ont répondu qu'il n'était pas important pour eux de s'adapter aux constants changements du marché, soit parce que le marché qu'ils visent est plutôt stable, soit parce qu'ils jugent être déjà assez diversifiés pour faire face à toutes éventualités, deux mentionnent que leur production a changé depuis leurs débuts, alors que le troisième mentionne que la question du changement ne s'applique pas à lui parce qu'il a débuté en ASC. Il est donc impossible de conclure en une relation de cause à effet entre les deux éléments, c'est-à-dire l'importance accordée à l'adaptation et les changements apportés depuis la participation en ASC.

10.3 Les conclusions des résultats

Alors que les résultats de l'enquête viennent d'être présentés, trois éléments ressortent :

- les fermes participant au réseau d'ASC prônent une diversification qui les rend toutes différentes les unes des autres ;

- la relation entre le producteur et le consommateur est très importante pour la pérennisation de petites exploitations agricoles ;
- alors que les réponses varient souvent entre les agriculteurs rencontrés, ils font preuve d'un consensus unanime quant à l'importance de l'agriculture soutenue par la communauté dans le développement des communautés rurales.

Ceci vient confirmer l'importance de certains concepts ou éléments qui furent mentionnés plus tôt dans ce travail, notamment la diversification, les rapports de proximité entre les producteurs et les consommateurs, l'implication de la communauté dans son propre développement et l'émancipation financière face à l'agro-industrie.

Lorsqu'on regarde les raisons qui poussent la majorité des agriculteurs rencontrés à pratiquer une agriculture biologique, on se rend compte du fait que les préoccupations environnementales énoncées plus tôt ne sont pas qu'exclusivement citadines et qu'elles sont partagées également par des agriculteurs. La diversification de la production, alors qu'elle permet certains avantages économiques (mise en marché plus facile), découle principalement d'une gestion holistique de la ferme, gestion mettant en avant une approche et des techniques biodynamiques chères à l'agriculture biologique, approche à travers laquelle la ferme et la production sont vues comme faisant partie d'un tout dynamique, d'un tout vivant, mais d'un tout fragile qu'il importe de sauvegarder.

Il est aussi confirmé par les agriculteurs participants que le projet d'ASC permet d'établir un pont entre les producteurs et les consommateurs et que ce pont est important, voire nécessaire, au redessin du système agroalimentaire actuel. Il importe aux agriculteurs que leur travail soit reconnu à sa juste valeur par les consommateurs, cette reconnaissance amenant le consommateur à mieux apprécier la nourriture qu'il consomme, mais aussi à mieux choisir ce qu'il consomme et prendre un rôle plus actif dans son approvisionnement alimentaire. C'est à travers cette

reconnaissance et ce rôle plus actif que le consommateur accédera à un certain niveau de citoyenneté alimentaire (*food citizenship*) mentionnée plus tôt.

Parallèlement, ce lien qui est développé entre le producteur et le consommateur favorise une prise de contrôle de la communauté envers son propre développement. Alors que le principal défi concernant le développement durable du fait agricole est de gérer les fonctions multiples de l'espace agricole (ces fonctions étant majoritairement urbaines), le rapprochement entre le producteur et le consommateur prôné par l'agriculture soutenue par la communauté permet aux citoyens de prendre davantage conscience du travail qui gît derrière ces fonctions multiples, derrière cette gestion du territoire et du paysage.

Une meilleure compréhension du fait agricole amène une meilleure qualité des échanges entre les différents acteurs du milieu rural, agriculteurs comme non agriculteurs. L'amélioration de ces échanges fait en sorte que les acteurs locaux s'impliqueront davantage dans l'élaboration d'une vision commune, d'une vision territoriale. L'ASC force en quelque sorte deux groupes d'acteurs locaux de plus en plus dissociés à se rallier à certaines causes qu'ils ont en commun : préoccupations environnementales, développement durable et sécurité alimentaire.

Finalement, à travers ces nouveaux échanges mis en place par le projet d'agriculture soutenue par la communauté, les agriculteurs trouvent un support financier qui leur assure une sécurité, mais surtout une liberté face aux différents intermédiaires présents sur les marchés. Cette sécurité financière amène une stabilisation de la communauté par le maintien d'exploitations familiales en place. Comme il a été mentionné par certains agriculteurs rencontrés, l'ASC leur permet de survivre malgré la petitesse de leur exploitation et le manque de support auquel ils font face en tant qu'agriculteurs biologiques.

11- Conclusion

Pour terminer cette étude, il est important de s'attarder à son point de départ, c'est-à-dire un questionnement quant à l'utilité de l'agriculture soutenue par la communauté dans le développement des communautés rurales en milieux périurbains et la vision que les agriculteurs la pratiquant en ont. Alors que les réponses des agriculteurs rencontrés permettent de conclure que les agriculteurs participants tendent à voir l'ASC de façon positive, à croire au futur de la pratique et à être convaincus de son utilité dans le développement des communautés rurales, il faut tout de même prendre en considération certaines limites avancées par les participants à cette étude.

Alors que l'ASC paraît bien « sur papier », il est intéressant de voir que la réalité traduit bien son fort potentiel de support aux agriculteurs de petites superficies en milieux périurbains. Il apparaît que l'agriculture soutenue par la communauté, pour ceux qui la pratique, représente une piste intéressante dans le développement des communautés rurales. Le fait qu'elle dépende fortement de la proximité urbaine en tant que marché la rend encore plus utile au développement des communautés rurales en milieux périurbains alors qu'elle représente une voie de mise en marché préférentielle pour un segment de plus en plus important de la population, une clientèle de plus en plus conscientisée et préoccupée par son environnement. L'ASC profite du fait que les marchés globaux sont anonymes et que de plus en plus de gens expriment des craintes face à cet inconnu.

Malgré ce fort potentiel, il faut en contrepartie aussi se rappeler les faiblesses qui ont été avancées par les agriculteurs participants. L'ASC présente de nombreux avantages lorsque comparée à l'agriculture conventionnelle et répond favorablement à une recherche de durabilité de la part des consommateurs, mais aussi et surtout de la part des agriculteurs la pratiquant. Cependant, force est d'admettre qu'il reste quelques volets de la pratique à améliorer. Il est donc important, en conclusion de ce travail, de présenter un tableau récapitulatif qui présente les principales forces et les

faiblesses de l'agriculture soutenue par la communauté tel que vues par les agriculteurs rencontrés.

Tableau 6 : Forces et faiblesses de l'agriculture soutenue par la communauté

Forces	Faiblesses
Réseau de mise en marché bien construit	Charge de travail élevée (livraisons, diversification, recrutement)
Capital financier assuré	Organisation lourde (paniers, livraisons, recrutement)
Lien direct entre le producteur et le consommateur	Formule rigide et coût élevé (peu de choix laissé au consommateur)
Vision holistique de la production	

Ces forces et faiblesses, présentées sous forme générale, ont certaines conséquences plus particulières. Le réseau de mise en marché et le revenu assuré permettent une certaine stabilité des exploitations. Cette stabilité permet à son tour de stabiliser en partie certains segments des communautés rurales. Cette même stabilité permet également de conserver un style de vie associé à la ferme familiale qui tend de plus en plus à disparaître. Le lien direct entre le producteur et le consommateur amène une certaine solidarité entre les deux, et ce à travers une démystification de l'agriculture. La vision holistique permet une agriculture adaptée au milieu où elle est pratiquée. La meilleure compréhension de l'écosystème au sein duquel la production est faite permet une agriculture fondée sur des cycles naturels et non sur des intrants chimiques.

Cependant, l'ASC présente une charge de travail non négligeable en raison de la diversification qu'elle prône et qui rend beaucoup plus difficile l'utilisation de machinerie. Aussi, il faut ajouter aux tâches agricoles de base des tâches associées à l'ASC, par exemple le recrutement des partenaires, la composition de paniers chaque semaine et la livraison de ceux-ci. En plus de prendre du temps, ces tâches demandent une organisation particulière. Les agriculteurs, qui ont déjà beaucoup à gérer dû la diversité de la production, doivent donc prendre en considération dans la gestion de leur temps et leurs activités plusieurs tâches que d'autres agriculteurs n'ont pas à considérer. Parallèlement, alors que les agriculteurs, dans la gestion de

leurs tâches, décident des endroits, des jours et des heures de livraison, en plus de décider de la composition des paniers, on remarque que l'ASC est souvent critiquée à cause de la rigidité de son produit. Souvent, le consommateur n'a que peu d'options devant lui et, comme le relate l'article de Cone et Myhre (2000), il peut se décourager et se retirer après avoir tenté l'expérience pour une année ou deux. Le problème tient du fait que la rigidité de la formule se prête mal au rythme de vie retrouvé dans un cadre urbain où tout est ouvert toujours plus tard et tous les jours. À cela s'ajoute le fait que le paiement pour la saison entière se fait au début et d'un seul trait, rendant du coup le produit difficile d'accès pour plusieurs personnes potentiellement intéressées.

Par contre, les agriculteurs, conscients de ces faiblesses, commencent à chercher des solutions. Ainsi, certains acceptent que le paiement soit fait en plusieurs versements afin de rendre la pratique plus abordable. D'autres permettent aux consommateurs d'échanger, au point de chute, les légumes qu'ils aiment moins ou qu'ils ont en trop grande quantité pour d'autres qu'ils préfèrent en fonction d'un barème établi par l'agriculteur où celui-ci décide de la « valeur » des différents légumes (par exemple, l'agriculteur peut décider qu'une tomate vaut trois carottes ou donner une valeur monétaire à chaque légume pour faciliter l'échange). Une autre tendance afin de lutter contre cette rigidité est d'offrir différents points de chute à différentes journées à différentes heures afin que tous puissent y trouver leur compte.

Les agriculteurs, accordant beaucoup d'importance à l'ASC dans leurs stratégies et perspectives futures, tentent de rendre la pratique aussi attrayante que possible afin de s'assurer de son succès à long terme. Conscients des pressions urbaines, et même rurales, qu'ils ont à subir en tant que petite exploitation, les agriculteurs se tournent vers l'ASC afin de pérenniser leur exploitation. Ils sont les premiers à être conscients du fait que la meilleure raison pour soustraire une zone agricole d'une réserve agricole (ou zone protégée) est le fait qu'elle ne sert plus, qu'elle est en friche ! Ils voient donc toute l'importance de garder les petites exploitations en vie, particulièrement en périphérie de centres urbains. Parallèlement, il est important

pour les citoyens de comprendre que la meilleure façon de s'assurer que les terres agricoles en milieux périurbains continuent d'offrir un paysage qu'ils apprécient tant est de pérenniser l'agriculture qui y est pratiquée.

Le développement durable étant un processus continu à travers duquel il y a une recherche continue de stratégies de développement afin de construire des communautés en santé, l'ASC représente une des voies intéressantes de développement pour les communautés rurales en milieux périurbains. Cependant, il ne faut pas oublier qu'il doit y avoir d'autres voies, d'autres stratégies qui viennent s'y greffer afin de rejoindre le maximum de gens habitant le territoire. Alors que le présent travail présente et analyse l'agriculture soutenue par la communauté en tant que voie de développement, il est nécessaire de stresser l'importance qu'il y ait d'autres études faites sur les différentes façons d'impliquer les acteurs dans la construction d'une vision territoriale de développement. Tandis que cette étude visait à connaître la vision de l'ASC qu'ont les agriculteurs membres du réseau, il sera également important que des études soient faites afin de donner la parole aux consommateurs et voir leurs points de vue sur la pratique. Il est clair que les forces et les faiblesses ne seront pas nécessairement les mêmes que celles présentées ici.

À ce niveau, une des critiques qu'on peut adresser à la présente étude est le fait qu'elle ne touche qu'une partie des agriculteurs, à savoir celles et ceux qui sont membres du *Réseau Équiterre*, et qu'elle ne se concentre que sur les producteurs, les consommateurs n'ayant pas été consultés. Également, même si les agriculteurs ont été rencontrés sur le terrain, l'analyse présentée dans ce travail reste principalement conceptuelle. Alors que la pratique d'ASC a été en première partie analysée selon différents écrits et que les agriculteurs ont été questionnés en deuxième partie, aucune mesure de la réussite réelle de la pratique n'a été prise sur le terrain. Étant donné que l'étude visait une approche qualitative du sujet à travers l'analyse de concepts et de témoignages, il serait intéressant que d'autres études abordent le sujet d'une façon quantitative afin de mesurer, dans la mesure du possible, l'apport de l'ASC aux communautés.

En terminant, la force principale de l'agriculture soutenue par la communauté est le fait qu'elle donne aux acteurs impliqués la capacité à agir. Elle donne une indépendance aux agriculteurs alors qu'elle rapproche beaucoup de citoyens à leur nourriture et la façon dont elle est produite. Somme toute, l'ASC permet de sauvegarder des terres agricoles puisque, après tout, le destin des terres agricoles est intimement lié à celui des agriculteurs qui y vivent.

BIBLIOGRAPHIE

ABAIDOO, S. et H. DICKINSON (2002), Alternative and Conventional Agricultural Paradigms: Evidence From Farming in Southwest Saskatchewan, *Rural Sociology*, vol. 67, no.1, p.114-131

Agence canadienne de développement international (2003), *L'agriculture au service du développement rural durable : le Canada contribue à un monde meilleur*, Gouvernement du Canada

ALTIERI, M.A. (1998), Ecological Impacts of Industrial Agriculture and the Possibilities for Truly Sustainable Farming, *Monthly Review*, juillet-août, p.60-71

ANTLE, J.M. et S.M. CAPALBO (2002), Agriculture as a Managed Ecosystem: Policy Implications, *Journal of Agricultural and Resource Economics*, vol.27, no.1, p.1-15

APPLEBY, M.C. (2005), Sustainable Agriculture is Humane, Humane Agriculture is Sustainable, *Journal of Agriculture and Environmental Ethics*, vol.18, p.293-303

AYOUB, A.T. (1999), Fertilizers and the environment, *Nutrient Cycling in Agroecosystems*, vol. 55, p.117-121

BEAUCHESNE, A. (1998), Le rôle de l'agriculture alternative dans la transformation des espaces ruraux: les régions périurbaines du Québec, mémoire de maîtrise effectué au Département de géographie de l'Université de Montréal, 138 pages

BEAUCHESNE, A. et BRYANT, C.R. (1999), Agriculture and Innovation in the Urban Fringe : The Case of Organic Farming in Québec, Canada, *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol.90, no.3, p.320-328

BERGERON, G. (2002), Le développement local en question, dans Tremblay, M., Tremblay, P.A. et S. Tremblay (édit.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Québec : Presses de l'Université du Québec, p.293-297

BERGSTRÖM, L., BOWMAN, B.T. et J.T. SIMS (2005), Definition of Sustainable and Unsustainable Issues in Nutrient Management of Modern Agriculture, *Soil Use and Management*, vol.21, p.76-81

BERRY, W. (1977), *The Unsettling of America: Culture & Agriculture*, Sierra Club Books, San Francisco

BEUS, C.E. et R.E. DUNLAP (1990), Conventional versus Alternative Agriculture: The Paradigmatic Roots of the Debate, *Rural Sociology*, vol.55, no.4, p.590-616

BEUS, C.E. et R.E. DUNLAP (1994), Agricultural Paradigms and the Practice of Agriculture, *Rural Sociology*, vol.59, no.4, p.620-635

BLOBAUM, R. (1987), Farming on the Urban Fringe: The Economic Potential or the Rural-Urban Connection, dans Lockeretz, W. (édit.), *Sustaining agriculture near cities*, Ankeny Iowa: Soil and Water Conservation Society, p.3-8

BONERANDI, E., LANDEL, P.A. et ROUX, E. (2003), Les espaces intermédiaires, forme hybride : ville en campagne, campagne en ville? *Revue de géographie alpine*, vol.4, p.65-77

BOUFFARD, D.-P. (1993), La contribution de l'entrepreneurship agricole à la préservation de l'agriculture dans les milieux urbains et péri-urbains, mémoire de maîtrise présenté à la faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, 163 pages

BOWLER, I. (2002a), Sustainable Farming Systems, dans Bowler, I.R., Bryant, C.R. et C. Cocklin (édit.), *The Sustainability of Rural Systems*, Kluwer Academic Publishers, Hollande, p.169-187

BOWLER, I. (2002b), Developing Sustainable Agriculture, *Geography*, vol.87, no.3, p.205-212

BRABEC, E. et SMITH, C. (2002), Agricultural Land Fragmentation: The Spatial Effects of Three Land Protection Strategies in the Eastern United States, *Landscape and Urban Planning*, vol.58, p.255-268

BRYANT, C.R. (1989), L'agriculture péri-urbaine au Canada : dégénérescence ou nouvelle dynamique? *Annales de Géographie*, vol.548, p.403-420

BRYANT, C.R., DESLAURIERS, P. et MAROIS, C. (1991), L'agriculture dans la région métropolitaine de Montréal, dans Vachon, B. (édit.), *Le Québec rural dans tous ses états*, Les Éditions du Boréal, Montréal, p.215-236

BRYANT, C.R. et JOHNSTON, T.R.R. (1992), *Agriculture in the City's Countryside*, University of Toronto Press, Toronto, 233 pages

BRYANT, C.R. (1992a), Farming at the Urban Fringe, dans Bowler, I.R. (édit.), *The Geography of Agriculture in Developed Market Economies*, Longman Group, UK, London, p.275-304

BRYANT, C.R. (1992b), Community Development and Changing Rural Employment in Canada, dans Bowler, Bryant et Nellis (édit.), *Contemporary Rural Systems in Transition*, vol.2, CAB International, Oxford, p.265-278

BRYANT, C.R. (1995a), *Sustainable Community Analysis Workbook 2; Strategic Management and Planning for Local and Community Economic Development : I-The Organization*, Econotrends Limited, Ontario

BRYANT, C.R. (1997), L'agriculture périurbaine : l'économie politique d'un espace innovateur, *Cahiers Agricultures*, vol.6, p.125-130

BRYANT, C.R., et C. MAROIS (1998), Franges et agricultures périurbaines dans la région de Montréal, dans Manzagol, C. et Bryant, C.R. (édit.), *Montréal 2001 : Visages et défis d'une métropole*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, p.159-169

BRYANT, C.R. (2002), Urban and Rural Interactions and Rural Community Renewal, dans Bowler, I.R., Bryant, C.R. et C. Cocklin (édit.), *The Sustainability of Rural Systems: Geographical Interpretations*, Kluwer Academic Publishers, Hollande, 282 pages

BUCKWELL, A. et S. ARMSTRONG-BROWN (2004), Changes in Farming and Future Prospects – Technology and Policy, *Ibis*, vol.146, supp.2, p.14-21

BURTON, R.J.F. (2004), Seeing Through the 'Good Farmer's' Eyes: Towards Developing an Understanding of the Social Symbolic Value of 'Productivist' Behaviour, *Sociologia Ruralis*, vol.44, no.2, avril, p.195-215

BUTTEL, F.H., GILLESPIE, G.W.Jr., JANKE, R., CALDWELL, B. et M. SARRANTONIO (1986), Reduced-input agricultural systems: Rationale and prospects, *American Journal of Alternative Agriculture*, vol.1, p.58-64

CALLOIS, J.M. et V. ANGEON (2004), On the Role of Social Capital on Local Economic Development: An Econometric Investigation on Rural Employment Areas in France, AES Conference, 27 pages

COCKLIN, C., I. BOWLER et C.R. BRYANT (2002), Introduction: Sustainability and Rural Systems, dans Bowler, I.R., Bryant, C.R. et C. Cocklin (édit.), *The Sustainability of Rural Systems*, Kluwer Academic Publishers, Hollande, p.1-12

Commission for Africa (2005), Our Common Interest: Reports of the Commission for Africa, 464 pages, version Internet:
http://www.commissionforafrica.org/english/report/thereport/english/11-03-05_cr_report.pdf, page consultée le 18 janvier 2006

Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1989), *Notre avenir à tous*, Éditions du Fleuve, Montréal, 434 pages

CONE, C.A. et A. MYHRE (2000), Community-Supported Agriculture: A Sustainable Alternative to Industrial Agriculture? *Human Organization*, vol.59, no.2, p.187-197

Conseil de la conservation et de l'environnement (1990), *Les éléments d'une stratégie québécoise de conservation en vue du développement durable*, Gouvernement du Québec, Québec

COLEMAN, E. (2004), Can Organics Save the Family Farm, Organic Consumers Association, www.organicconsumers.org/organic/save090604.cfm, page consultée le 8 novembre 2004

CROUCH, M.L. (1995), Biotechnology Is Not Compatible with Sustainable Agriculture, *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, vol.8, no.2, p.98-111

DAHLBERG, K.A. (1992), The Conservation of Biological Diversity and U.S. Agriculture: Goals, Institutions, and Policies, *Agriculture, Ecosystems and Environment*, vol.42, p.177-193

DAHLBERG, K.A. (1994), A Transition from Agriculture to Regenerative Food Systems, *Futures*, vol.26, no.2, p.170-179

DAKERS, S. (1992), *L'avenir de l'agriculture durable*, Bibliothèque du Parlement, Gouvernement du Canada

DESLAURIERS, P., MAROIS, C. et BRYANT, C.R. (1991), Les processus agissant sur l'agriculture péri-urbaine montréalaise depuis 1980, dans Beesley, K.B. (édit.), *Rural and Urban Fringe Studies in Canada*, Geographical Monographs, Department of Geography, Trent University, Ontario, vol.21, p.211-238

DESLAURIERS, P., BRYANT, C. et C.MAROIS (1992), Farm Business Restructuring in the Urban Fringe: the Toronto and Montréal Regions, dans Bowler, Bryant et Nellis (édit.), *Contemporary Rural Systems in Transition*, vol.1, CAB International, p.74-86

DES ROCHES, S. (1999), Les défis de l'agriculture périurbaine dans une société en métamorphose. Étude comparative des transformations au Sud-Ouest de Versailles et au Nord-Est de Montréal, thèse de doctorat effectué au Département de géographie de l'Université de Montréal, 360 pages

DONADIEU, P. (1998), *Campagnes Urbaines*, éditions Actes Sud/ENSP, 219 pages

DONADIEU, P. et FLEURY (2003), A., La construction contemporaine de la ville-campagne en Europe, *Revue de Géographie Alpine*, vol.91, no.4, p.19-28

DURAM, L. A. et K.L. LARSON (2001), Agricultural Research and Alternative Farmers' Information Needs, *Professional Geographer*, vol.53, p.84-96

DURLAUF, S.N. et M. FAFCHAMPS (2004), Social Capital, The Centre for the Study of African Economies Working Paper Series, no.214, 89 pages

EHRENFELD, D. (2002), Hard Times for Diversity, dans Kimbrell, A. (édit), *Fatal Harvest : The Tragedy of Industrial Agriculture*, Island Press, p.29-33

ELMAZ, Ö, CERIT, H. ÖZÇELİK, M. et S. ULAS (2004), Impact of Organic Agriculture on the Environment, *Fresenius Environmental Bulletin*, vol.13, no.11a, p.1072-1078

EPPS, R. (2002), Sustainable Rural Communities and Rural Development, dans Bowler, I.R., Bryant, C.R. et C. Cocklin (édit.), *The Sustainability of Rural Systems*, Kluwer Academic Publishers, Hollande, p.225-246

FAVREAU, L. et L. FRÉCHETTE (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 252 pages

Filière biologique du Québec (2003), Plan stratégique du secteur des aliments biologiques du Québec : 2004-2009

FIRBANK, L.G. (2005), Striking a New Balance between Agricultural Production and Biodiversity, *Annals of Applied Biology*, vol.146, p.163-175

FLEURY, A. et DONADIEU, P. (1997), De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine, *Le Courrier de l'Environnement de l'INRA*, vol.31, août, version Internet : www.inra.fr/dpenv/fleure31.htm, page consultée le 18 mars 2005

FOGGIN, P. et MANZAGOL, C. (1998), De la ville à la région urbaine, dans Manzagol, C. et Bryant, C.R. (édit.), *Montréal 2001 : Visages et défis d'une métropole*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, p.49-58

GILLHAM, O. (2002), *The Limitless City: A Primer on the Urban Sprawl Debate*, Washington: Island Press

Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse (1982), Librairie Larousse, Paris, 11038 pages

GREY, M.A. (2000), The Industrial Food Stream and its Alternatives in the United States: An Introduction, *Human Organization*, vol.59, no.2, p.143-150

HALL, A. et V. MOGYORODY (2001), Organic Farmers in Ontario: An Examination of the Conventionalization Argument, *Sociologia Ruralis*, vol.41, no.4, p.399-422

HASHIMOTO, S. (2004), Le système Teikei pour une société durable, *actes du 1er colloque international sur les contrats locaux entre agriculteurs et consommateurs*, version Internet, http://www.urgenci.net/fr/activites/Fiche_teikei.htm, page consultée le 7 novembre 2006

HEFFERNAN, W.D. et ELDER, S. (1987), Quality of Life for Farm Families in Metropolitan and Nonmetropolitan Counties, dans Lockeretz, W. (édit.), *Sustaining agriculture near cities*, Ankeny Iowa: Soil and Water Conservation Society. P.91-103

HENDERSON, E. (1999), *Sharing the Harvest: A Guide to Community-Supported Agriculture*, Chelsea Green Publishing Company

HENDRICKSON, M.K. et JAMES, H.S.Jr (2005), The Ethics of Constrained Choice: How the Industrialization of Agriculture Impacts Farming and Farmer Behavior, *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, vol.18, p.269-291

HILL, S.B. et R.J. MACRAE (1995), Conceptual Framework for the Transition from Conventional to Sustainable Agriculture, *Journal of Sustainable Agriculture*, vol.7, no.1, p.81-87

HORRIGAN, L., LAWRENCE, R.S. et P. WALKER (2002), How Sustainable Agriculture Can Address the Environmental and Human Health Harms of Industrial Agriculture, *Environmental Health Perspectives*, vol.110, no.5, mai, p.445-456

HULSE, J.H. (1995), *Science, agriculture et sécurité alimentaire*, Les presses scientifiques du Conseil national de recherches du Canada, Ottawa

ILBERY, B. et D. MAYE (2005a), Alternative (Shorter) Food Supply Chains and Specialist Livestock Products in the Scottish - English Borders, *Environment and Planning A*, vol.37, p.823-844

ILBERY, B. et D. MAYE (2005b), Food Supply Chains and Sustainability: Evidence from Specialist Food Producers in the Scottish/English Borders, *Land Use Policy*, vol.22, p.331-344

ILTIS, H.H. (2002), The Impossible Race : Population Growth and the Fallacies of Agricultural Hope, dans Kimbrell, A. (édit), *Fatal Harvest : The Tragedy of Industrial Agriculture*, Island Press, p.35-39

INPACT Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale (2003), Socle commun de la durabilité, version Internet :
<http://www.afip.asso.fr/telechargement/socle%20commun%20inpact.doc>, page consultée le 18 mars 2005

Institut de la Statistique du Québec, Recensement 2001,
http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/lequebec/population_que/occufter20.htm, page consultée le 19 janvier 2006

JACKSON, W. (2002), Farming in Nature's Image: Natural Systems Agriculture, dans Kimbrell, A. (édit), *Fatal Harvest: The Tragedy of Industrial Agriculture*, Island Press, p.41-45

JACKSON-SMITH, D.B. et F.H. BUTTEL (2003), Social and Ecological Dimensions of the Alternative-Conventional Agricultural Paradigm Scale, *Rural Sociology*, vol.68, no.4, p.513-530

JACOBS, J. (1969), *The Economy of Cities*, Vintage Books, 268 pages

Japan Organic Agriculture Association (JOAA) (1993), "TEIKEI" system, the producer-consumer co-partnership and the Movement of the Japan Organic Agriculture Association, *Country Report for the First IFOAM Asian Conference 19-22. Aug. 1993 Japon*, <http://www.joaa.net/English/teikei.htm>, page consultée le 7 novembre 2006

JOHNSTON, T.R.R. et BRYANT, C.R. (1987), Agricultural Adaptation: The Prospects for Sustaining Agriculture Near Cities, dans Lockeretz, W. (édit.), *Sustaining agriculture near cities*, Ankeny Iowa: Soil and Water Conservation Society, p.12-21

KERKSTRA, K. et P. VRIJLANDT (1990), Landscape Planning for Industrial Agriculture: A Proposed Framework for Rural Areas, *Landscape and Urban Planning*, vol.18, p.275-287

KROESE, R. (2002), Industrial Agriculture's War against Nature, dans Kimbrell, A. (édit.), *Fatal Harvest : The Tragedy of Industrial Agriculture*, Island Press, p.21-27

LAMONDE, P. (1992), Étalement urbain dans la région montréalaise : mise à jour des tendances et comparaison intermétropolitaine : 1960-1990, INRS-Urbanisation, 31 pages

LÉVESQUE, B. (2002), Développement local et économie sociale : Démocratie et évaluation, dans Tremblay, M., Tremblay, P.A. et S. Tremblay (édit.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Presses de l'Université du Québec, p.41-68

LOCKERETZ, W. (1987), Sustaining Agriculture Near Cities: An Introduction, dans Lockeretz, W. (édit.), *Sustaining agriculture near cities*, Ankeny Iowa: Soil and Water Conservation Society, p. xv-xxii

MACEY, A. (2004), The State of Organic Farming in Canada in 2002, *EcoFarm & Garden*, Canadian Organic Growers Association

MARIOLA, M.J. (2005), Losing ground: Farmland preservation, economic utilitarianism, and the erosion of the agrarian ideal, *Agriculture and Human Values*, vol.22, no.2, p. 209-223

MAROIS, C. (1993), Transformations agricoles de la couronne péri-urbaine montréalaise et développement durable agricole, dans Bryant, C.R. et Marois, C. (édit.), *Le développement durable et les systèmes ruraux*, Département de géographie de l'Université de Montréal, p.138-152

MARSDEN, T. (1999), Rural Futures: The Consumption Countryside and its Regulation, *Sociologia Ruralis*, vol.39, no.4, p.501-520

MENDELL, M. (2002), Qu'est-ce que le développement ?, dans Tremblay, M., Tremblay, P.A. et S. Tremblay (édit.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Presses de l'Université du Québec, p.69-83

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (2003), *Le Québec bioalimentaire en un coup d'œil*, Bibliothèque nationale du Québec

NECHYBA, T. J., et WALSCH, R.P. (2004), Urban Sprawl, *Journal of Economic Perspectives*, vol.18, #4, automne, p.177-200

NINACS, W.A. (2002), Le pouvoir dans la participation au développement local, dans Tremblay, M., Tremblay, P.A. et S. Tremblay (édit.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Presses de l'Université du Québec, p.15-40

NORBERG-HODGE, H. (2002), Global Monoculture: The Worldwide Destruction of Diversity, dans Kimbrell, A. (édit.), *Fatal Harvest: The Tragedy of Industrial Agriculture*, Island Press, p.13-15

O'TOOLE, K. et N. BURDESS (2004), New Community Governance in Small Rural Towns: the Australian Experience, *Journal of Rural Studies*, vol.20, p.433-443

PLAMONDON, R. (1980), L'agriculture en région périurbaine, mémoire de maîtrise effectué au Département de géographie de l'Université de Montréal

POLÈSE, M. (1994), *Économie urbaine et régionale : Logique spatiale des mutations économiques*, Bibliothèque de science régionale, éd. Economica, 400 pages

POLÈSE, M. et W.J. COFFEY (1982), *Les politiques de développement local : éléments de définition*, Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation, Montréal, 39 pages

RERAT, A. (2002), *Production alimentaire mondiale et environnement : notre avenir en jeu*, Lavoisier – TEC & DOC, 1994, 101 pages

Réseau Équiterre (2003), Les premiers paniers..., *Le partenaire*, vol.2, juillet

Réseau Équiterre, <http://www.equiterre.org/agriculture/index.html>, page consultée le 18 janvier 2006

Réseau Prairieland Community Supported Agriculture,
www.prairienet.org/pcsa/whatisacsa.html, page consultée le 15 novembre 2004

RICHARD, M. (1998), Les comportements et stratégies d'adaptation agricole au développement durable des milieux périurbains : le cas de la rive-sud de Montréal, mémoire de maîtrise effectué au Département de géographie, Université de Montréal, 113 pages

RICKARD, T. (1992), Agricultural Policies for Urban Fringes in the United States, dans Bowler, I.R., Bryant, C.R. et Nellis, M.D. (édit.), *Contemporary Rural Systems in Transition, volume 1: Agriculture and Environment*, C.A.B. International, UK, 1992, p.166-181

RITCHOT, G., MERCIER, G. et S. MASCOLO (1994), L'étalement urbain comme phénomène géographique : l'exemple de Québec, *Cahiers de Géographie du Québec*, vol.38, no.105, décembre, p.261-300

ROBERTSON, A.I. (2000), The Gaps between Ecosystem Ecology and Industrial Agriculture, *Ecosystems*, vol.3, p.413-418

SAVORY, A. (1994), Will We Be Able to Sustain Civilization? *Population and Environment: A Journal of Interdisciplinary Studies*, vol.16, no.2, novembre, p.139-147

SEITZ, J.L. (2002), *Global Issues: an introduction*, 2^e édition, Blackwell Publishing

SHAND, H.J. (1998), Agricultural Biodiversity, Biopiracy and Food Security, dans Delisle et Shaw (édit.), *La quête de la sécurité alimentaire au 21^e siècle*, *Revue canadienne d'études du développement*, Université d'Ottawa

SMALL. E. (1997), Biodiversity Priorities from the Perspective of Canadian Agriculture: Ten Commandments, *Canadian Field-Naturalist*, vol.111, no.3, p.487-505

SPECTOR, R. (2002), Fully Integrated Food Systems: Regaining Connections between Farmers and Consumers, dans Kimbrell, A. (edit.), *Fatal Harvest: The Tragedy of Industrial Agriculture*, Island Press, p.351-354

Statistique Canada, *Recensements de l'agriculture et de la population 2001*, selon l'ordre du texte : http://www40.statcan.ca/l02/cst01/agrc42a_f.htm et http://www40.statcan.ca/l02/cst01/agrc25a_f.htm, dernières mises à jour : 2004, pages consultées le 18 janvier 2006

Statistique Canada, Division de l'agriculture – Section des projets des données complètes sur les exploitations agricoles, *Statistiques sur les revenus agricole et non agricole*, 2001, <http://www.statcan.ca/francais/freepub/21-019-XIF/21-019-XIF2004001.pdf>, document consulté le 18 janvier 2006

Statistique Canada, *Les exploitations agricoles canadiennes au XXI^e siècle*, 2003 http://www.statcan.ca/francais/agcensus2001/first/farmop/01front_f.htm, document consulté le 18 janvier 2006

Statistique Canada, Division de l'agriculture – Section des projets des données complètes sur les exploitations agricoles, *Enquête financière sur les fermes*, 2003, janvier 2004, <http://www.statcan.ca/francais/freepub/21F0008XIB/21F0008XIB2003001.pdf>, document consulté le 18 janvier 2006

Statistique Canada, Division de l'agriculture – Section des projets des données complètes sur les exploitations agricoles, *Enquête financière sur les fermes, 2004*, décembre 2004,

<http://www.statcan.ca/francais/freepub/21F0008XIB/21F0008XIB2004001.pdf>,

document consulté le 18 janvier 2006

Statistique Canada, Division de l'agriculture – Section des revenus et des prix agricoles, *Dette agricole en cours - Statistiques économiques agricoles*, novembre 2004 (vol.3, n°2) et mai 2005 (vol.4, n°1), respectivement

<http://www.statcan.ca/francais/freepub/21-014-XIF/21-014-XIF2004002.pdf> et

<http://www.statcan.ca/francais/freepub/21-014-XIF/21-014-XIF2005001.pdf>,

documents consultés le 18 janvier 2006

The Biodynamic Agricultural Association, <http://www.biodynamic.org.uk/FAQ.htm>, page consultée le 10 avril 2006

The Community Supported Agriculture Center,

<http://www.csacenter.org/movement.html>, page consultée le 7 septembre 2004

THOMPSON, P.B. (2001), The Reshaping of Conventional Farming: A North American Perspective, *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, vol.14, p.217-229

THONON, A. et B. GEORGES (1992), L'exploitation agricole familiale, mythe ou réalité?, *Landbouwtijdschrift – Revue de l'Agriculture*, vol.45, no.5, p.949-958

Transports Québec, *Distances routières*, <http://www.mtq.gouv.qc.ca/fr/information/distances/index1.asp>, page consultée le 11 décembre 2006

TRIGILIA, C. (2001), Social Capital and Local Development, *European Journal of Social Theory*, vol.4, no.4, 27 pages

TROUGHTON, M.J. (1986), Rural Canada: What Future?, dans Dykeman (édit.) *Integrated Rural Planning and Development*, Sackville, Nouveau Brunswick

TROUGHTON, M.J. (1992), The Restructuring of Agriculture : The Canadian Example, dans Bowler, Bryant et Nellis (édit.), *Contemporary Rural Systems in Transition*, vol.1, CAB International

TROUGHTON, M.J. (2002), Enterprises and Commodity Chains, dans Bowler, I.R., Bryant, C.R. et C. Cocklin (édit.), *The Sustainability of Rural Systems*, Kluwer Academic Publishers, Hollande, p.123-145

Union des producteurs agricoles du Québec, *L'établissement des jeunes en agriculture*, www.upa.qc.ca/fra/nos_preoccupations/releve_agricole.asp, page consultée le 18 janvier 2006

VAIL, D. (1987), Suburbanization of the Countryside and the Revitalization of Small Farms, dans Lockeretz, W. (édit.), *Sustaining agriculture near cities*, Ankeny Iowa: Soil and Water Conservation Society, p.23-36

VAN KOOTEN, G.C. et G. KENNEDY (1990), An Economic Perspective on Sustainable Agriculture in Western Canada, *Canadian Journal of Agricultural Economics*, vol.38, p.741-756

WALFORD, N. (2003), Productivism is Allegedly Dead, Long Live Productivism. Evidence of Continued Productivist Attitudes and Decision-Making in South-East England, *Journal of Rural Studies*, vol.19, p.491-502

WEERSINK, A. (2002), Policy Options to Account for the Environmental Costs and Benefits of Agriculture, *Canadian Journal of Plant Pathologies*, vol.24, p.265-273

WELSH, J. et R. MACRAE (1998), Food Citizenship and Community Food Security: Lessons from Toronto, Canada, dans Delisle et Shaw (édit.), *La quête de la sécurité alimentaire au 21e siècle*, Revue canadienne d'études du développement, Université d'Ottawa, vol XIX

WESTPHAL, J.M. (2001), Managing Agricultural Resources at the Urban-Rural Interface: A Case Study of the Old Mission Peninsula, *Landscape and Urban Planning*, vol.57, p.13-24

WILKINSON, R. et J. CARY (2002), Sustainability as an Evolutionary Process, *International Journal of Sustainable Development*, vol.5, no.4, p.381-391

WILSON, C. et C. TISDELL (2001), Why Farmers Continue to Use Pesticides Despite Environmental, Health and Sustainability Costs, *Ecological Economics*, vol.39, p.449-462

WU, J. et PLANTINGA, A. (2003), The Influence of Public Open Space on Urban Spatial Structure, *Journal of Environmental Economics and Management*, vol.46, p.288-309

ZILBERMAN, D., TEMPLETON, S.R. et M. KHANNA (1999), Agriculture and the Environment: An Economic Perspective with Implications for Nutrition, *Food Policy*, vol.24, p.211-229

ZINATI, G.M. (2002), Transition from Conventional to Organic Farming Systems: I. Challenges, Recommendations, and Guidelines for Pest Management, *HorTechnology*, vol.12, no.4, octobre-décembre, p.606-610

Annexe 1

Le questionnaire

L'agriculture soutenue par la communauté
(questionnaire des participants)

Nom : Adresse de votre ferme :
.....
.....

Q1- Quelle est la taille de votre ferme (en hectares)?

.....

Q2- Louez-vous des terres? Si oui, quel pourcentage de votre ferme cela représente-t-il?

.....

Q3- Depuis combien de temps êtes-vous producteur agricole?

- a) Moins de 5 ans
- b) 5 à 10 ans
- c) 10 à 20 ans
- d) 20 à 40 ans
- e) Plus de 40 ans

Q4- Comment est gérée votre exploitation, comment s'organise le travail sur la ferme? (Qui fait quoi? Exploitation à temps plein ou temps partiel? Combien de personnes y travaillent? Membres de la famille versus employés, etc.)

.....
.....
.....
.....
.....

Q5- Depuis combien de temps pratiquez-vous l'agriculture de type « biologique »?

- a) Moins de 2 ans
- b) 2 à 5 ans
- c) 5 à 10 ans
- d) Plus de 10 ans

Q6- Que produisez-vous?

.....
.....
.....

Q7- Quel pourcentage de votre production agricole, en terme de pourcentage de vos terres consacrées à cette forme de production, est « biologique »?

.....

Q8- Pourquoi pratiquez-vous l'agriculture de type « biologique »?

- a) préoccupations environnementales
- b) marché intéressant
- c) par souci d'offrir un produit de meilleure qualité
- d) toutes ces réponses
- e) aucune de ces réponses (Donnez votre réponse)

.....

.....

.....

Q9- Depuis combien de temps participez-vous au réseau d'agriculture soutenue par la communauté (ASC)?

- a) Moins de 6 mois
- b) 6 mois à 2 ans
- c) 2 à 4 ans
- d) Plus de 4 ans

Q10- Avez-vous déjà interrompu votre participation au réseau d'ASC? Si oui, pourquoi? Pour combien de temps? Combien de fois l'avez-vous fait?

.....

.....

.....

.....

.....

Q11- Votre production a-t-elle changée depuis votre participation au réseau d'ASC? Si oui, de quelle façon?

.....

.....

.....

.....

.....

Q12- Pourquoi faites-vous partie du réseau d'agriculture soutenue par la communauté (ASC)?

- a) sécurité financière
- b) meilleur réseau de contacts/distribution
- c) afin de vous permettre de développer des liens avec les consommateurs
- d) toutes ces réponses
- e) aucune de ces réponses (Donnez votre réponse)

.....

Q13- Quels facteurs ci-dessous vous ont le plus influencé dans votre décision de faire partie du réseau d'ASC? (placez-les en ordre d'importance : 1= très important; 4= pas important)

- ()-convictions personnelles
- ()-information reçue traitant de l'ASC
- ()-expériences personnelles d'autres agriculteurs près de vous qui pratiquent déjà l'ASC
- ()-autres facteurs (spécifiez)

.....

Q14- À quel point les parts prépayées récoltées à travers le réseau d'ASC au début de la saison vous sont-elles importantes?

- a) indispensables
- b) très importantes
- c) importantes
- d) peu importantes
- e) pas importantes du tout

Q15- Quelle est votre source de revenu agricole principale?

- a) recettes dues au réseau d'agriculture supportée par la communauté
- b) recettes dues aux ventes directes à la ferme
- c) recettes dues aux ventes directes au marché
- d) recettes dues aux ventes chez un grossiste/distributeur
- e) aucune de ces réponses (Donnez votre réponse)

.....

Q16- Placez ces éléments généralement retrouvés dans un réseau d'agriculture soutenue par la communauté en ordre d'importance pour vous (1= très important; 5 = pas important du tout)

- () -proximité de la ville comme marché
- () -revenus garantis par le réseau d'ASC
- () -lien solide entre le producteur et le consommateur
- () -support de la part du réseau d'ASC (aide à la gestion, planification de budget, etc.)
- () -diversification de la production et des sources de revenus

Q17- Est-il important pour vous d'établir un lien solide avec le consommateur?

- a) oui, il est très important que le consommateur puisse associer les produits qu'il consomme à un être humain, à une famille
- b) oui, l'échange est intéressant sans cependant être indispensable
- c) non, il n'y a aucun avantage à développer un lien avec le consommateur
- d) autre réponse

.....

Q18- La proximité de la ville en tant que marché est-elle importante pour vous?

- a) oui, c'est mon marché principal
- b) oui, mais je pourrais survivre sans grâce à mon réseau de distribution (ventes directes à la ferme, exportations, etc.)
- c) non, la majorité de ma production est vendue sur d'autres marchés plus éloignés
- d) autre réponse

.....

Q19- Sentez-vous que votre production est menacée? Si oui, quelles sont les menaces?

.....

Q20- Avez-vous déjà pensé à vendre votre terre? Si oui, pourquoi? Et pour quel type d'usage?

.....

Q21- Croyez-vous que la succession de votre ferme soit assurée? Pourquoi?
Comment?

.....

.....

.....

.....

.....

Q22- Croyez-vous à l'avenir de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC)?
Pourquoi?

.....

.....

.....

.....

.....

Q23- Pratiquez-vous les activités suivantes sur votre ferme? (Encerclez celles que vous pratiquez)

- a) auto-cueillette
- b) vente directe à la ferme
- c) visites de la ferme et séjours éducatifs
- d) agrotourisme (Bed & Breakfast; table champêtre, etc.)
- e) nous ne pratiquons aucune de ces activités, seulement l'agriculture
- f) nous pratiquons une autre activité non mentionnée (Spécifiez laquelle)

.....

.....

.....

Q24- Pensez-vous que les Québécois sont ouverts à l'agriculture biologique?

- a) oui, presque tous les Québécois en profite déjà
- b) oui, mais nous avons encore beaucoup à faire pour la faire connaître
- c) non, ce n'est que pour une minorité de gens
- d) non, ce n'est qu'un phénomène de mode qui ne durera pas
- e) autre réponse

.....

.....

.....

Q25- Pensez-vous qu'en général les Québécois sont réceptifs à l'agriculture soutenue par la communauté (ASC)?

- a) oui, de plus en plus de gens y sont intéressés
- b) oui, mais on doit informer les gens parce que sinon ils n'iront pas chercher l'information d'eux-mêmes
- c) non, je crois que ça n'intéresse qu'une minorité
- d) non, je crois que même intéressés, les gens ne veulent pas s'y impliquer
- e) autre réponse

.....

Q26- Est-ce qu'il est important pour vous de pouvoir vous adapter aux constants changements du marché?

- a) oui, la capacité d'innover et de m'adapter est ce qui me permet de survivre
- b) oui, la capacité d'adaptation me donne des atouts, sans être cependant nécessaire à ma survie
- c) non, le marché que je vise est plutôt stable et je n'ai donc pas à changer ma pratique
- d) non, je suis déjà assez diversifié dans ma production pour que je n'aie pas besoin de changer quoique ce soit
- e) autre réponse

.....

Q27- Êtes-vous satisfaits des conditions entourant votre production?

- a) oui, j'ai tout ce dont j'ai besoin et le réseau d'ASC me donne tous les atouts qu'il pourrait me manquer
- b) oui, j'ai tout ce dont j'ai besoin, ma production est tout à fait autonome, je n'ai besoin d'aucune aide
- c) non, je suis encore dépendant de ressources externes (prêts, etc.)
- d) non, je n'ai aucun contrôle sur ma production, je dépends entièrement de décisions prises par d'autres que moi
- e) autre réponse

.....

Q28- Pensez-vous que l'agriculture soutenue par la communauté est un outil important dans le développement d'une communauté rurale? (Pourquoi?)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Q29- Pourquoi pensez-vous que des fermiers pratiquant également une culture « biologique » ne sont pas intéressés à participer à un réseau d'ASC?

.....

.....

.....

.....

Q30- Que doit-on améliorer dans l'ASC selon vous ?

.....

.....

.....

.....

Q31- Combien de paniers faites-vous?

.....

.....

.....

.....

Annexe 2

Comparaison des paradigmes
de l'agriculture conventionnelle
et de l'agriculture alternative
selon Beus et Dunlap (1990)

Tableau 7: Points forts des paradigmes des agricultures conventionnelle et alternative

Agriculture conventionnelle	Agriculture alternative
Centralisation	Décentralisation
Production, transformation et marketing nationaux/internationaux	Production, transformation et marketing plus locaux/régionaux
Populations concentrées (moins d'agriculteurs)	Populations dispersées (plus d'agriculteurs)
Contrôle de la terre, des ressources et du capital concentré	Contrôle de la terre, des ressources et du capital plus dispersé
Dépendance	Indépendance
Larges unités et technologies de production intensives	Plus petites unités et technologies de production (faible-capital)
Grande dépendance envers des sources externes d'énergie, d'intrants et de crédit	Dépendance réduite envers des sources externes d'énergie, d'intrants et de crédit
Consumérisme et dépendance envers le marché	Autosuffisance personnelle et de la communauté plus grande
Emphase primaire sur la science, les spécialistes et les experts	Emphase primaire sur le savoir personnel, les habiletés et la sagesse locaux
Compétition	Communauté
Manque de coopération (intérêt personnel élevé)	Coopération élevée
Traditions agricoles et cultures rurales démodées	Conservation des traditions agricoles et de la culture rurale
Petites communautés rurales non nécessaires à l'agriculture	Petites communautés rurales nécessaires à l'agriculture
Travail agricole pénible; le travail est un intrant à minimiser	Travail agricole récompensé; le travail est un essentiel
L'agriculture est seulement une entreprise	L'agriculture est une façon de vivre autant qu'une entreprise
Emphase sur la vitesse, la quantité et le profit	Emphase sur la permanence, la qualité et la beauté
Domination de la nature	Harmonie avec la nature
L'être humain est différent et supérieur à la nature	L'être humain fait partie de et est assujéti à la nature
La nature est composée de ressources utilisables	La nature est valorisée pour elle-même
Cycle de vie incomplet; décomposition négligée (recyclage des déchets)	Cycle de vie complet; croissance et décomposition balancées
Systèmes humains imposés sur la nature	Écosystèmes naturels imités
Production maintenue par des produits agricoles chimiques	Production maintenue par le développement de sols en santé
Nourriture hautement transformée et fortifiée de nutriments ajoutés	Nourriture faiblement transformée et naturellement nutritive
Spécialisation	Diversité
Base génétique étroite	Base génétique large
Majorité des plants poussent en monocultures	Majorité des plants poussent en polycultures
Production unique en succession	Production alternée en rotation complémentaires
Séparation de l'élevage et la culture	Intégration de l'élevage et la culture
Systèmes de production standardisés	Systèmes de production adaptés localement

Science et technologie hautement spécialisées et réductrice	Science et technologie interdisciplinaires tournées vers une approche systémique
Exploitation	Contraintes
Coûts externes souvent ignorés	Coûts externes doivent être considérés
Profits à court terme plus importants que les conséquences à long terme	Conséquences à court terme et à long terme également importantes
Basée sur une forte exploitation de ressources non renouvelables	Basée sur des ressources renouvelables; ressources non renouvelables conservées
Grande confiance en la science et la technologie	Confiance limitée en la science et la technologie
Consommation élevée afin de conserver la croissance économique	Consommation restreinte afin de bénéficier aux générations futures
Succès financier; style de vie occupé; matérialisme	Auto découverte; style de vie plus simple; non matérialisme

Source : Beus et Dunlap, 1990; traduction libre de l'auteur

Annexe 3

Tableau transitionnel :

De l'agriculture conventionnelle à l'agriculture durable
selon Hill et MacRae (1995)

Tableau 8: Transition de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture durable

Non durable		Faiblement durable		Fortement durable	
Conventionnelle		Efficience		Redessin	
Exemples					
Ferme industrielle		Agriculture à faible consommation d'intrants et de ressources		Éco-agriculture	
Perma-culture, agriculture naturelle et écologique					
Approches					
Grande énergie, importée, non renouvelable		Conservation		Énergie solaire et renouvelable	
Intrants physiques et chimiques (engrais solubles, pesticides et biotechnologie)		Intrants physiques, chimiques et biologiques		Intrants biologiques et naturels	
Dépendance des intrants externes		Utilisation efficace des intrants		Intrants alternatifs	
Vision étroite, ferme en tant qu'entreprise (dessin et gestion linéaires)		Entreprise efficace		Entreprise inoffensive	
Problèmes sont des ennemis à éliminer et contrôler avec des produits et appareils		Contrôle efficace (surveillance des pestes, gestion intégrée des pestes)		Bio-contrôles et interventions alternatives plus inoffensives	
Prévention, contrôles sélectifs et écologiques (pestes en tant qu'indicateurs)					
Buts					
Maximiser la production (néglige l'entretien à court terme) Créer une demande, manipuler les besoins; marketing global		Maintenir la production pendant l'amélioration de l'entretien		Entretien amélioré	
Production optimisée (insister sur l'entretien et la santé du système) à long terme Rencontre les vrais besoins; distribution principalement locale					

Source : Hill et MacRae, 1995; traduction libre de l'auteur

Annexe 4

Analyses de réponses à l'enquête

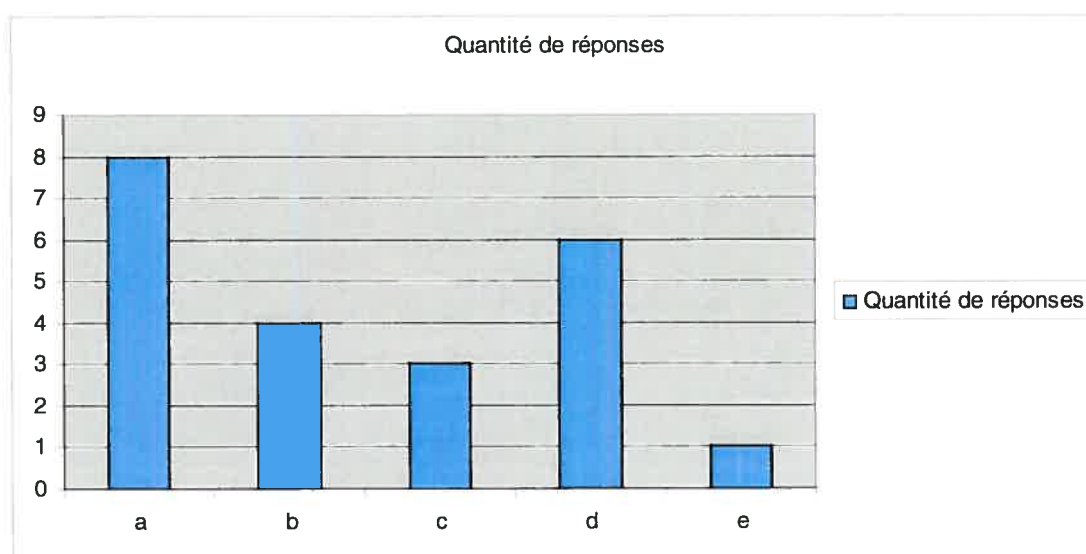
Q3- Depuis combien de temps êtes-vous producteur agricole?

- a) Moins de 5 ans
- b) 5 à 10 ans
- c) 10 à 20 ans
- d) 20 à 40 ans
- e) Plus de 40 ans

Tableau 9 : Réponses à la question 3

Q-3	Quantité de réponses
a	8
b	4
c	3
d	6
e	1

Figure 5 : Fréquence des réponses à la question 3



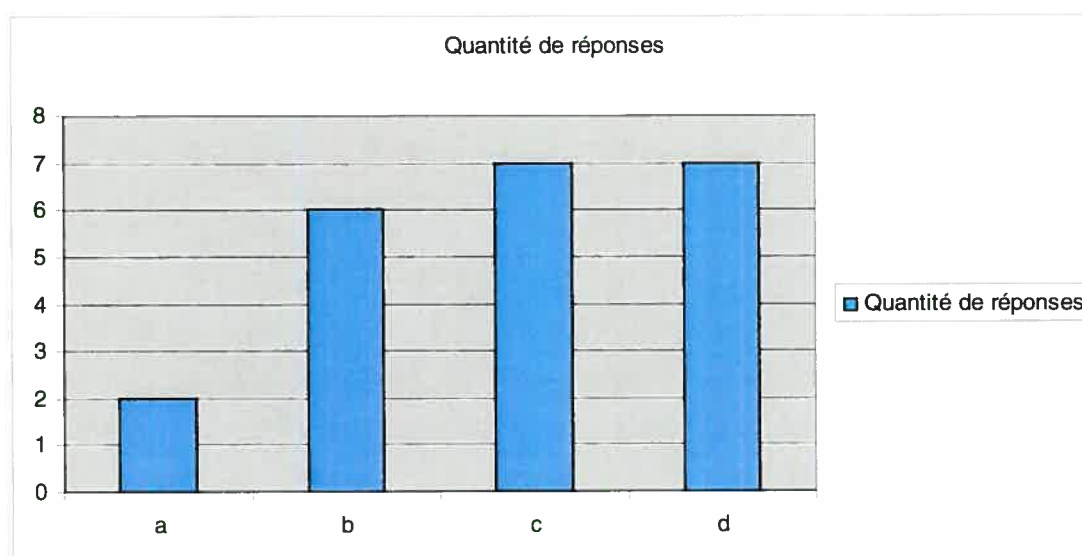
Q5- Depuis combien de temps pratiquez-vous l'agriculture de type « biologique »?

- a) Moins de 2 ans
- b) 2 à 5 ans
- c) 5 à 10 ans
- d) Plus de 10 ans

Tableau 10 : Réponses à la question 5

Q-5	Quantité de réponses
a	2
b	6
c	7
d	7

Figure 6 : Fréquence des réponses à la question 5



Q8- Pourquoi pratiquez-vous l'agriculture de type « biologique »?

- a) préoccupations environnementales
- b) marché intéressant
- c) par souci d'offrir un produit de meilleure qualité
- d) toutes ces réponses
- e) aucune de ces réponses (Donnez votre réponse)

.....

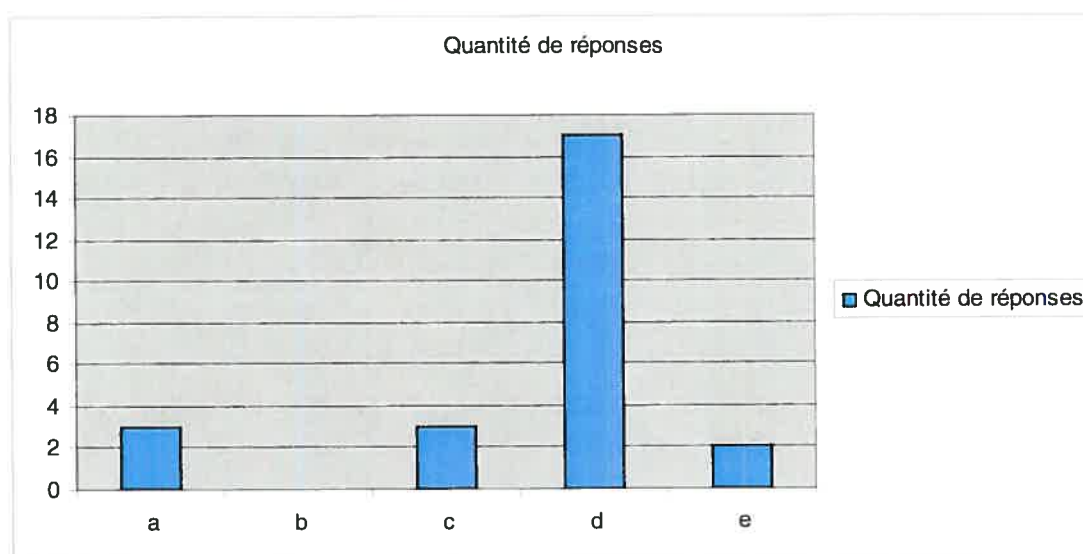
.....

.....

Tableau 11 : Réponses à la question 8

Q-8	Quantité de réponses
a	3
b	0
c	3
d	17
e	2

Figure 7 : Fréquence des réponses à la question 8



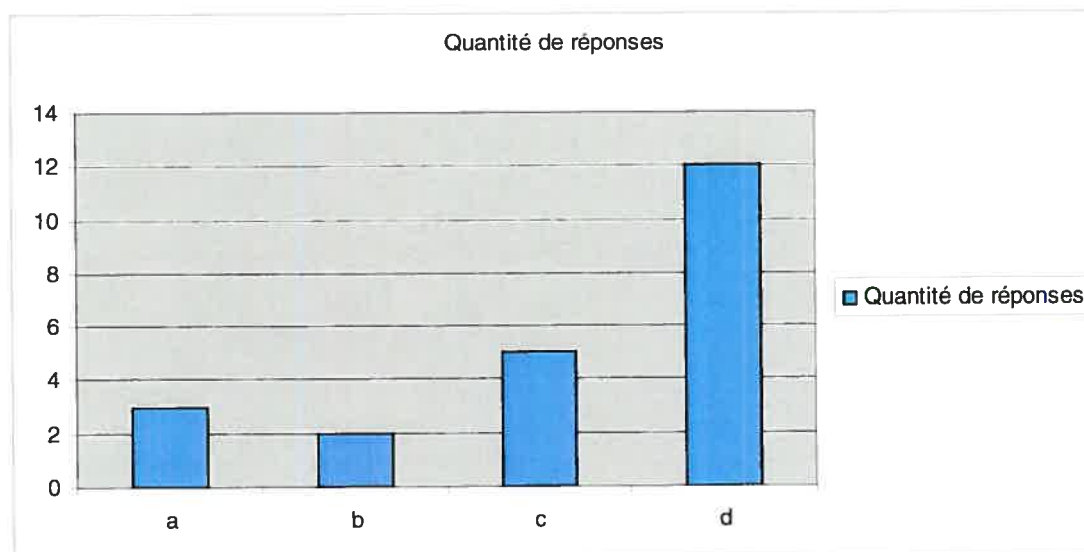
Q9- Depuis combien de temps participez-vous au réseau d'agriculture soutenue par la communauté (ASC)?

- a) Moins de 6 mois
- b) 6 mois à 2 ans
- c) 2 à 4 ans
- d) Plus de 4 ans

Tableau 12 : Réponses à la question 9

Q-9	Quantité de réponses
a	3
b	2
c	5
d	12

Figure 8 : Fréquence des réponses à la question 9



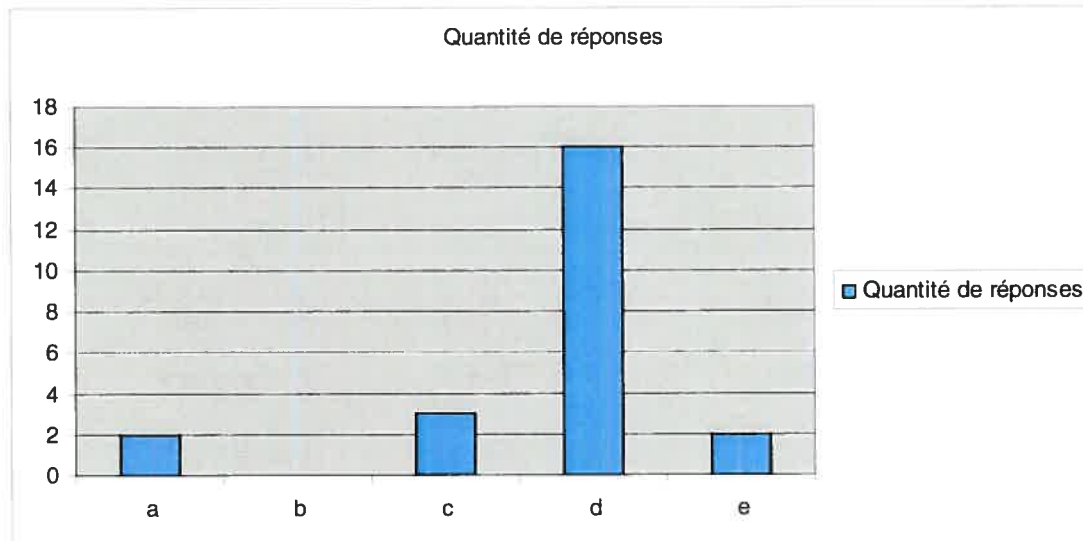
Q12- Pourquoi faites-vous partie du réseau d'agriculture soutenue par la communauté (ASC)?

- a) sécurité financière
 - b) meilleur réseau de contacts/distribution
 - c) afin de vous permettre de développer des liens avec les consommateurs
 - d) toutes ces réponses
 - e) aucune de ces réponses (Donnez votre réponse)
-
-
-

Tableau 13 : Réponses à la question 12

Q-12	Quantité de réponses
a	2
b	0
c	3
d	16
e	2

Figure 9 : Fréquence des réponses à la question 12



Q13- Quels facteurs ci-dessous vous ont le plus influencé dans votre décision de faire partie du réseau d'ASC? (placez-les en ordre d'importance : 1= très important; 4= pas important)

- () a) convictions personnelles
 () b) information reçue traitant de l'ASC
 () c) expériences personnelles d'autres agriculteurs près de vous qui pratiquent déjà l'ASC
 () d) autres facteurs (spécifiez)

Tableau 14 : Premières réponses à la question 13

Q-13	Quantité de 1ères réponses
a	9
b	5
c	10
d	2

Figure 10 : Fréquence des premiers choix à la question 13

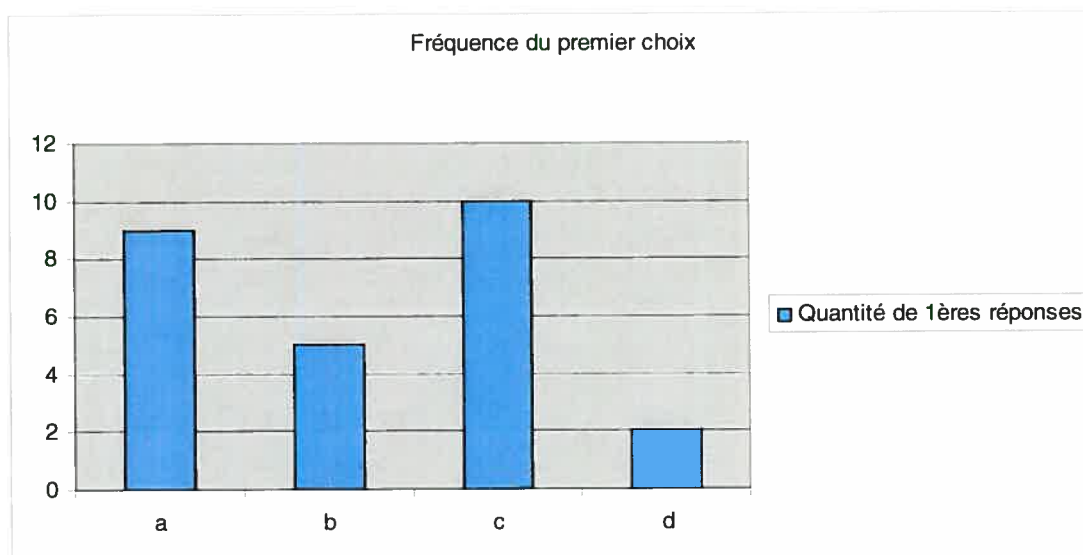
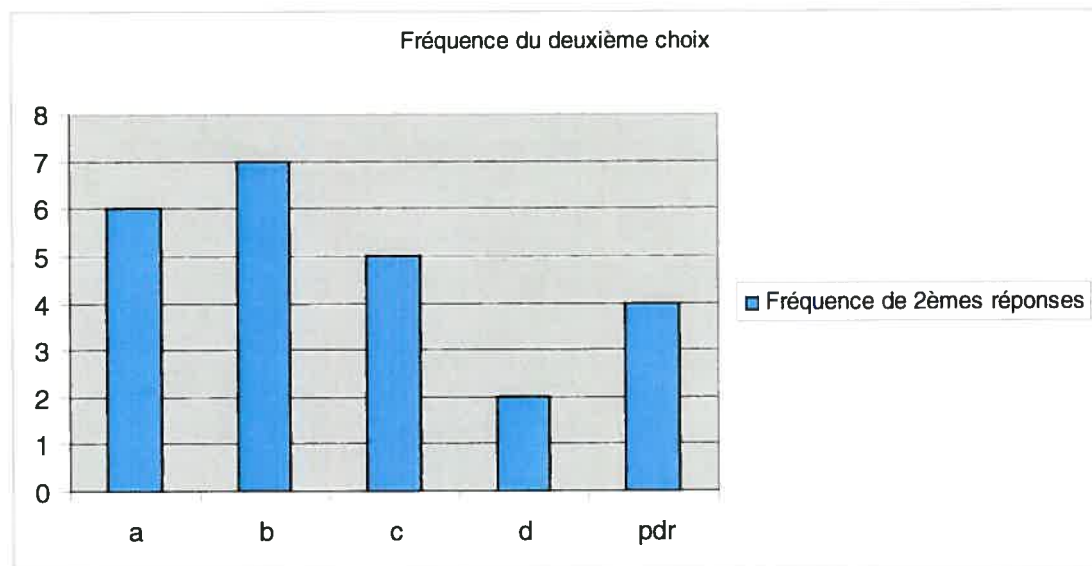


Tableau 15 : Deuxièmes réponses à la question 13

Q-13	Fréquence de 2èmes réponses
a	6
b	7
c	5
d	2
pdr	4

Figure 11 : Fréquence des deuxièmes choix à la question 13

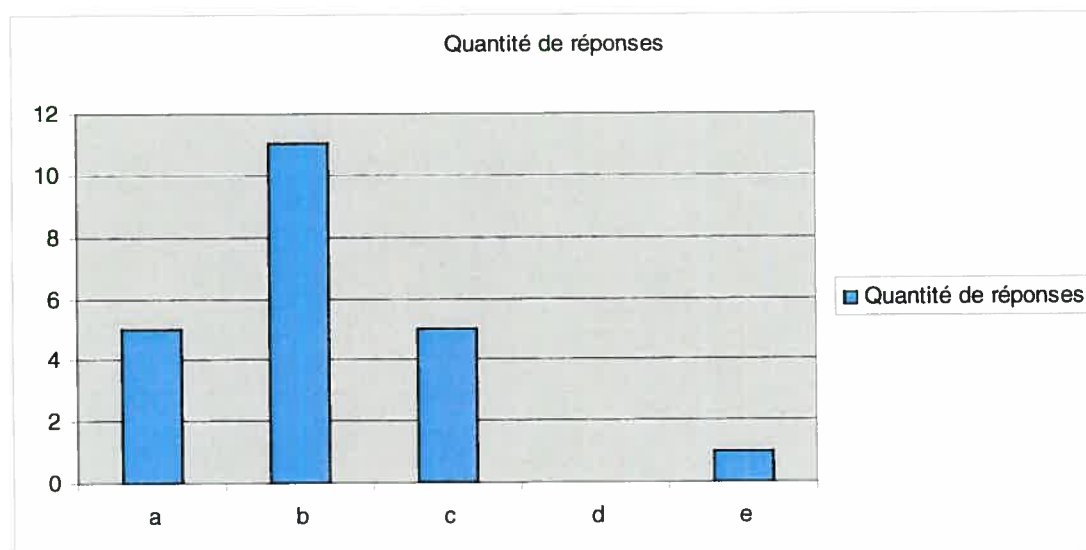
Q14- À quel point les parts prépayées récoltées à travers le réseau d'ASC au début de la saison vous sont elles importantes?

- a) indispensables
- b) très importantes
- c) importantes
- d) peu importantes
- e) pas importantes du tout

Tableau 16 : Réponses à la question 14

Q-14	Quantité de réponses
a	5
b	11
c	5
d	0
e	1

Figure 12 : Fréquence des réponses à la question 14



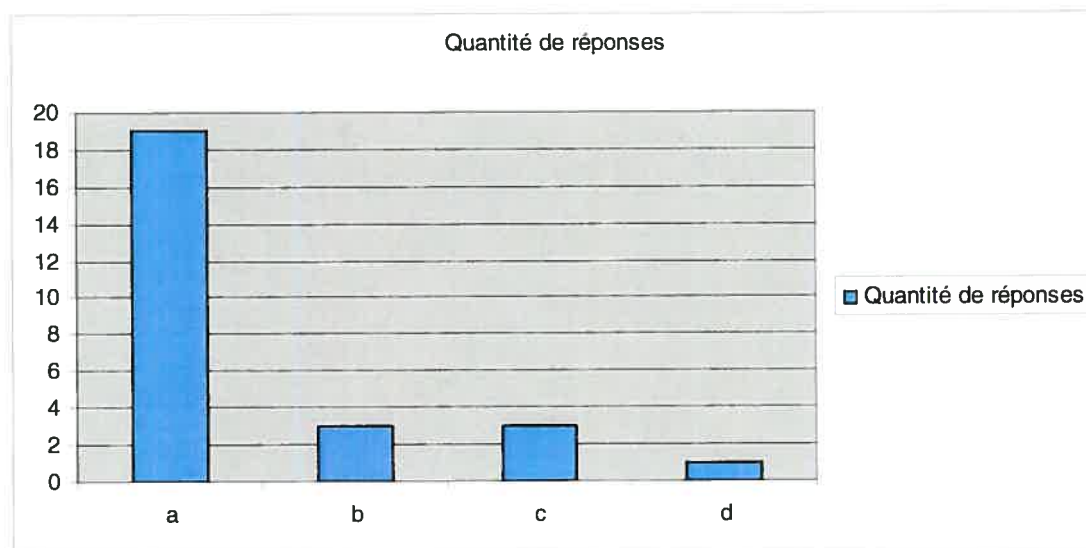
Q15- Quelle est votre source de revenu agricole principale?

- a) recettes dues au réseau d'agriculture supportée par la communauté
 - b) recettes dues aux ventes directes à la ferme
 - c) recettes dues aux ventes directes au marché
 - d) recettes dues aux ventes chez un grossiste/distributeur
 - e) aucune de ces réponses (Donnez votre réponse)
-
-
-

Tableau 17 : Réponses à la question 15

Q-15	Quantité de réponses
a	19
b	3
c	3
d	1

Figure 13 : Fréquence des réponses à la question 15



Q16- Placez ces éléments généralement retrouvés dans un réseau d'agriculture soutenue par la communauté en ordre d'importance pour vous (1= très important; 5 = pas important du tout)

- () a) proximité de la ville comme marché
- () b) revenus garantis par le réseau d'ASC
- () c) lien solide entre le producteur et le consommateur
- () d) support de la part du réseau d'ASC (aide à la gestion, planification de budget, etc.)
- () e) diversification de la production et des sources de revenus

Tableau 18 : Premières réponses à la question 16

Q-16	Quantité de 1ères réponses
a	1
b	4
c	10
d	2
e	5

Figure 14 : Fréquence des premiers choix à la question 16

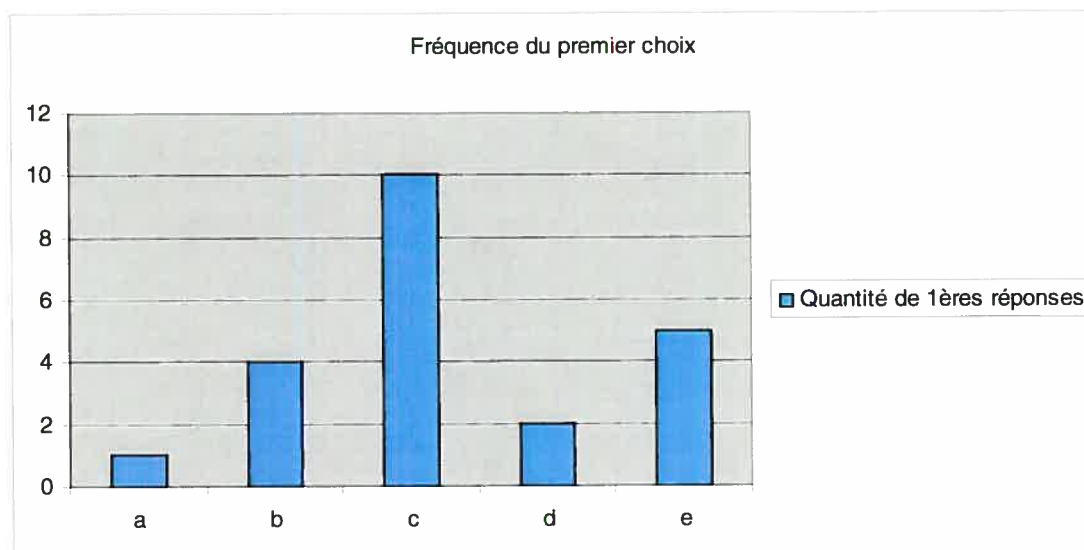


Tableau 19 : Deuxièmes réponses à la question 16

Q-16	Quantité de 2èmes réponses
a	2
b	8
c	5
d	3
e	3

Figure 15 : Fréquence des deuxièmes choix à la question 16

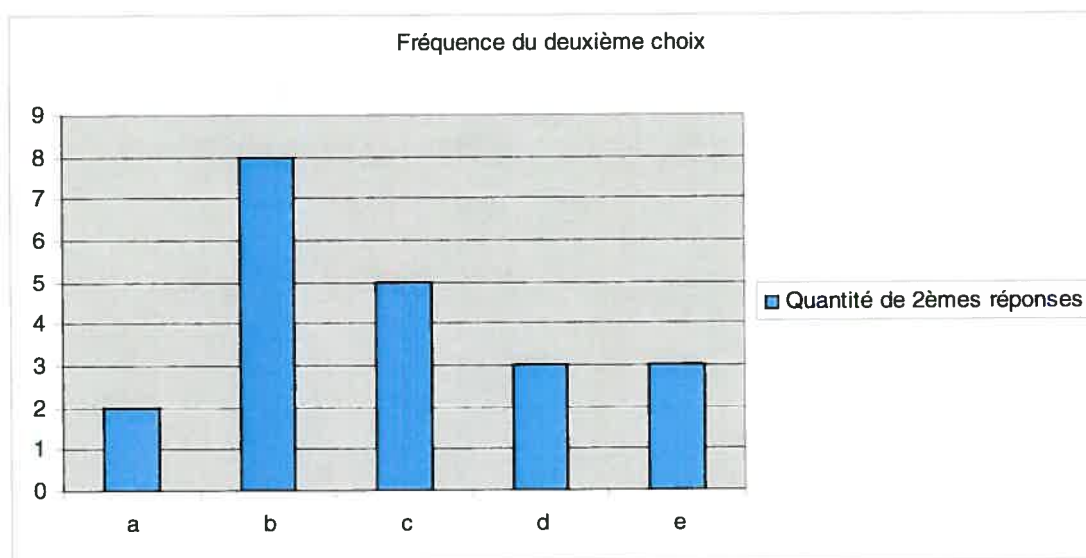
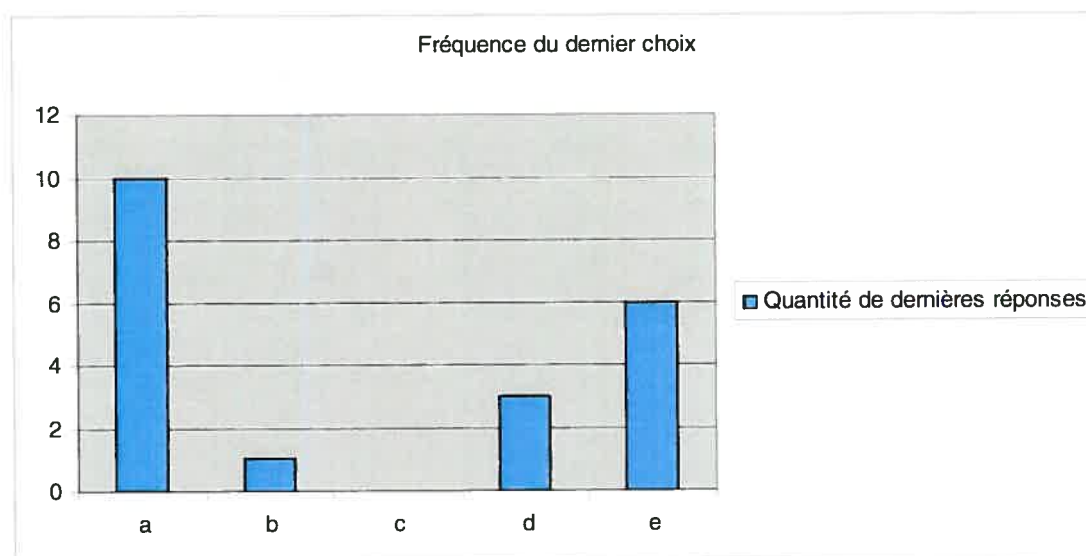


Tableau 20 : Dernières réponses à la question 16

Q-16	Quantité de dernières réponses
a	10
b	1
c	0
d	3
e	6

Figure 16 : Fréquence des derniers choix à la question 16



- Q17- Est-il important pour vous d'établir un lien solide avec le consommateur?
- a) oui, il est très important que le consommateur puisse associer les produits qu'il consomme à un être humain, à une famille
 - b) oui, l'échange est intéressant sans cependant être indispensable
 - c) non, il n'y a aucun avantage à développer un lien avec le consommateur
 - d) autre réponse

.....

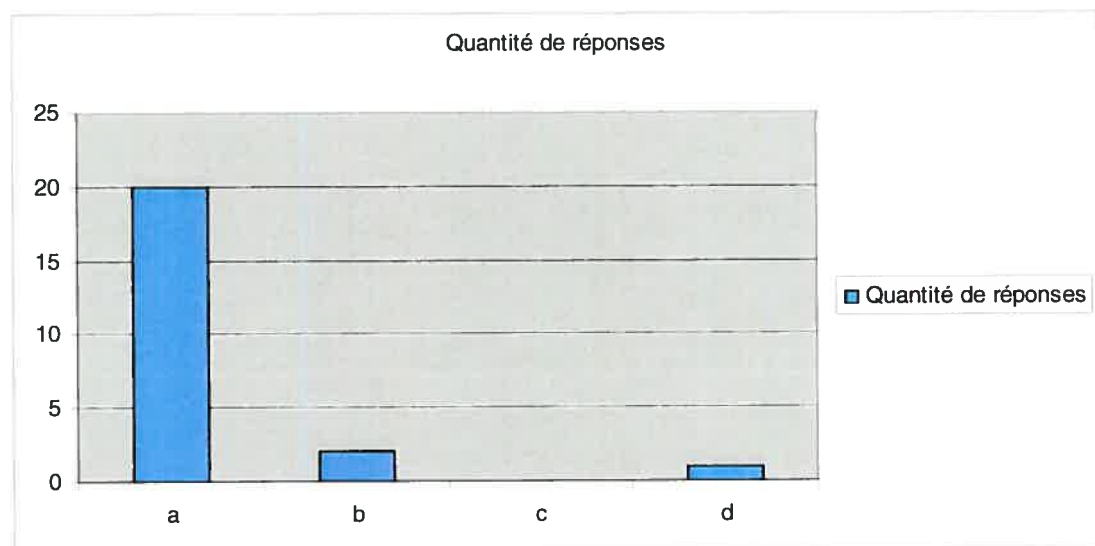
.....

.....

Tableau 21 : Réponses à la question 17

Q-17	Quantité de réponses
a	20
b	2
c	0
d	1

Figure 17 : Fréquence des réponses à la question 17



Q24- Pensez-vous que les Québécois sont ouverts à l'agriculture biologique?

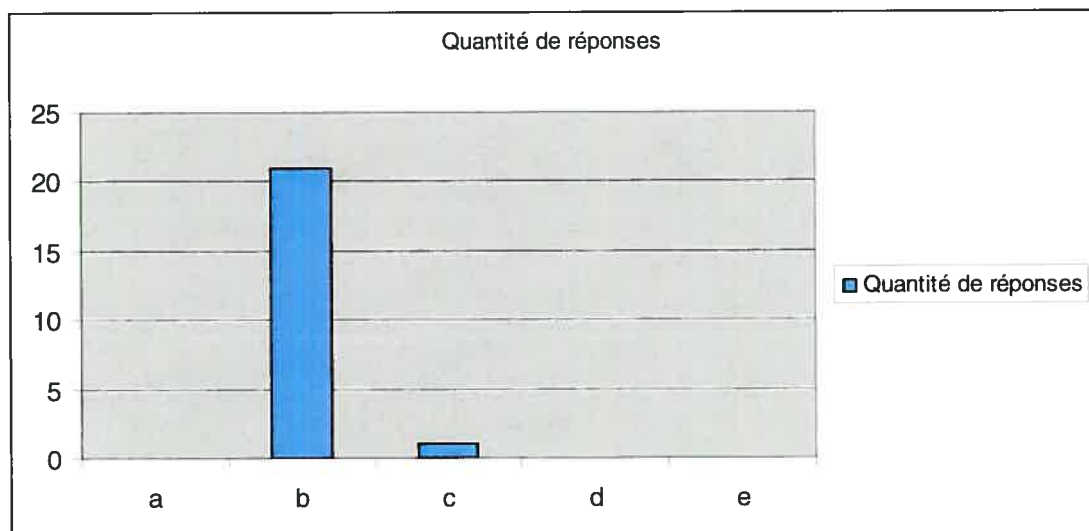
- a) oui, presque tous les Québécois en profite déjà
- b) oui, mais nous avons encore beaucoup à faire pour la faire connaître
- c) non, ce n'est que pour une minorité de gens
- d) non, ce n'est qu'un phénomène de mode qui ne durera pas
- e) autre réponse

.....

Tableau 22 : Réponses à la question 24

Q-24	Quantité de réponses
a	0
b	21
c	1
d	0
e	0

Figure 18 : Fréquence des réponses à la question 24



Q25- Pensez-vous qu'en général les Québécois sont réceptifs à l'agriculture soutenue par la communauté (ASC)?

- a) oui, de plus en plus de gens y sont intéressés
- b) oui, mais on doit informer les gens parce que sinon ils n'iront pas chercher l'information d'eux-mêmes
- c) non, je crois que ça n'intéresse qu'une minorité
- d) non, je crois que même intéressés, les gens ne veulent pas s'y impliquer
- e) autre réponse

.....

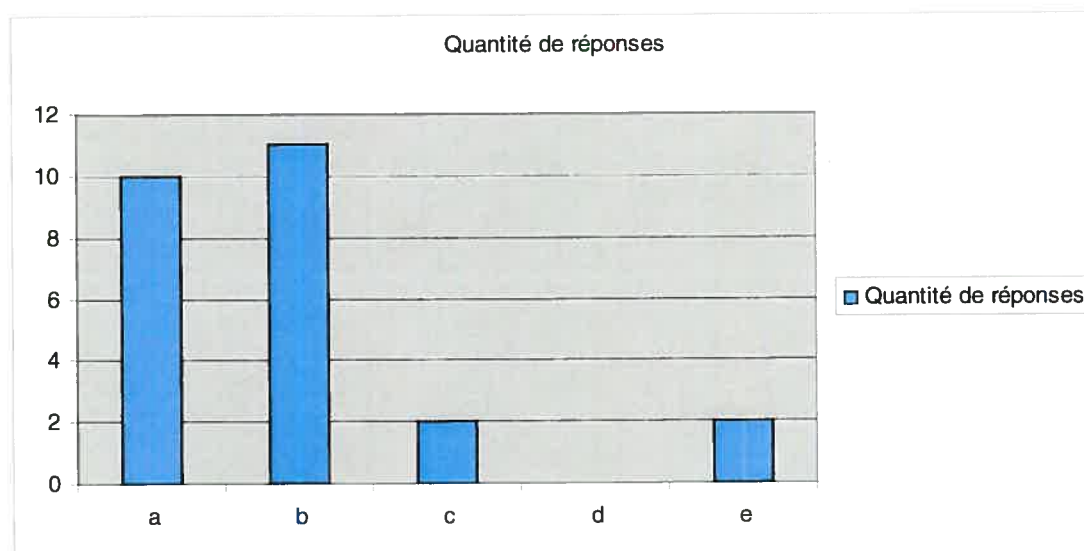
.....

.....

Tableau 23 : Réponses à la question 25

Q-25	Quantité de réponses
a	10
b	11
c	2
d	0
e	2

Figure 19 : Fréquence des réponses à la question 25



Q26- Est-ce qu'il est important pour vous de pouvoir vous adapter aux constants changements du marché?

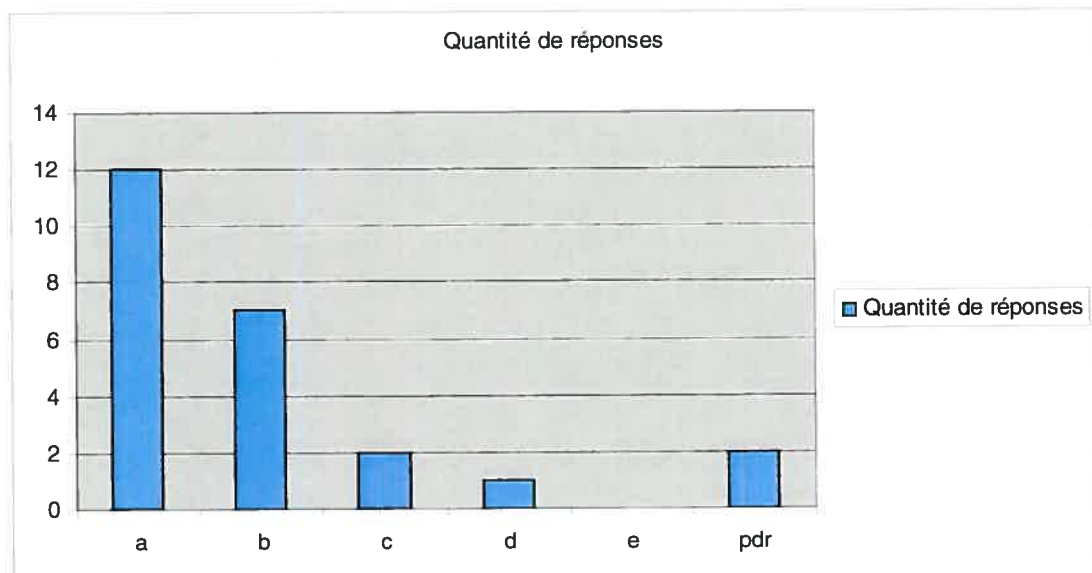
- a) oui, la capacité d'innover et de m'adapter est ce qui me permet de survivre
- b) oui, la capacité d'adaptation me donne des atouts, sans être cependant nécessaire à ma survie
- c) non, le marché que je vise est plutôt stable et je n'ai donc pas à changer ma pratique
- d) non, je suis déjà assez diversifié dans ma production pour que je n'aie pas besoin de changer quoique ce soit
- e) autre réponse

.....

Tableau 24 : Réponses à la question 26

Q-26	Quantité de réponses
a	12
b	7
c	2
d	1
e	0
pdr	2

Figure 20 : Fréquence des réponses à la question 26



Q27- Êtes-vous satisfaits des conditions entourant votre production?

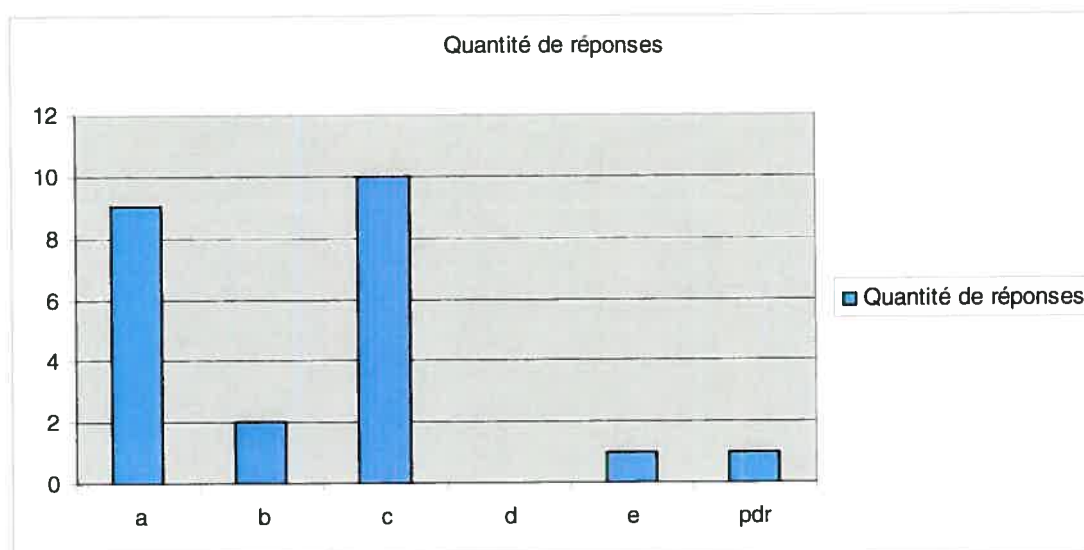
- a) oui, j'ai tout ce dont j'ai besoin et le réseau d'ASC me donne tous les atouts qu'il pourrait me manquer
- b) oui, j'ai tout ce dont j'ai besoin, ma production est tout à fait autonome, je n'ai besoin d'aucune aide
- c) non, je suis encore dépendant de ressources externes (prêts, etc.)
- d) non, je n'ai aucun contrôle sur ma production, je dépends entièrement de décisions prises par d'autres que moi
- e) autre réponse

.....

Tableau 25 : Réponses à la question 27

Q-27	Quantité de réponses
a	9
b	2
c	10
d	0
e	1
pdr	1

Figure 21 : Fréquence des réponses à la question 27



Annexe 5

Croisements entre questions

Croisement entre les questions 3 et 16

Q3- Depuis combien de temps êtes-vous producteur agricole?

- a) Moins de 5 ans
- b) 5 à 10 ans
- c) 10 à 20 ans
- d) 20 à 40 ans
- e) Plus de 40 ans

Q16- Placez ces éléments généralement retrouvés dans un réseau d'agriculture soutenue par la communauté en ordre d'importance pour vous (1= très important; 5 = pas important du tout)

- () a) proximité de la ville comme marché
- () b) revenus garantis par le réseau d'ASC
- () c) lien solide entre le producteur et le consommateur
- () d) support de la part du réseau d'ASC (aide à la gestion, planification de budget, etc.)
- () e) diversification de la production et des sources de revenus

Tableau 26 : Réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 16

moins de 10 ans	réponses
a	1
b	2
c	5
d	1
e	3

Tableau 27 : Réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 16

plus de 10 ans	réponses
a	0
b	2
c	5
d	1
e	2

Figure 22 : Fréquence des réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 16

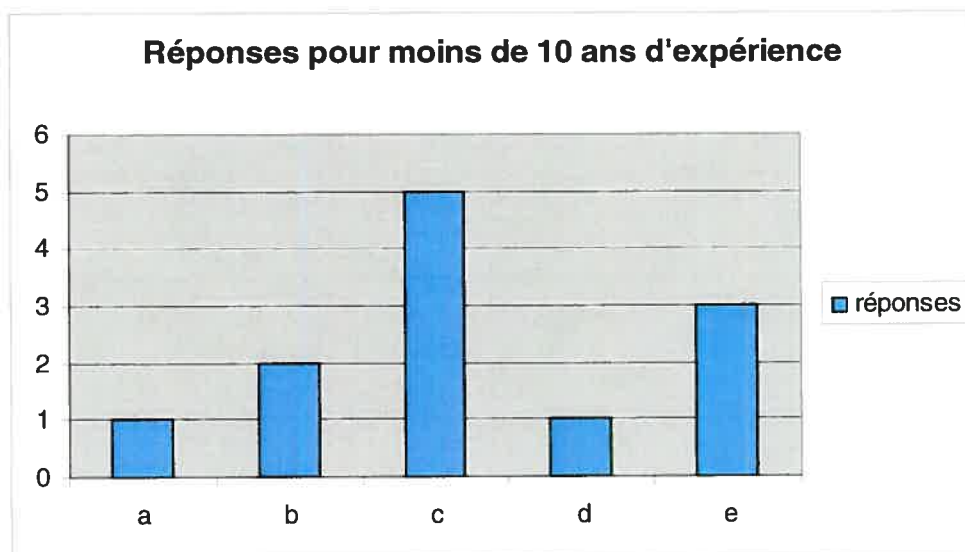
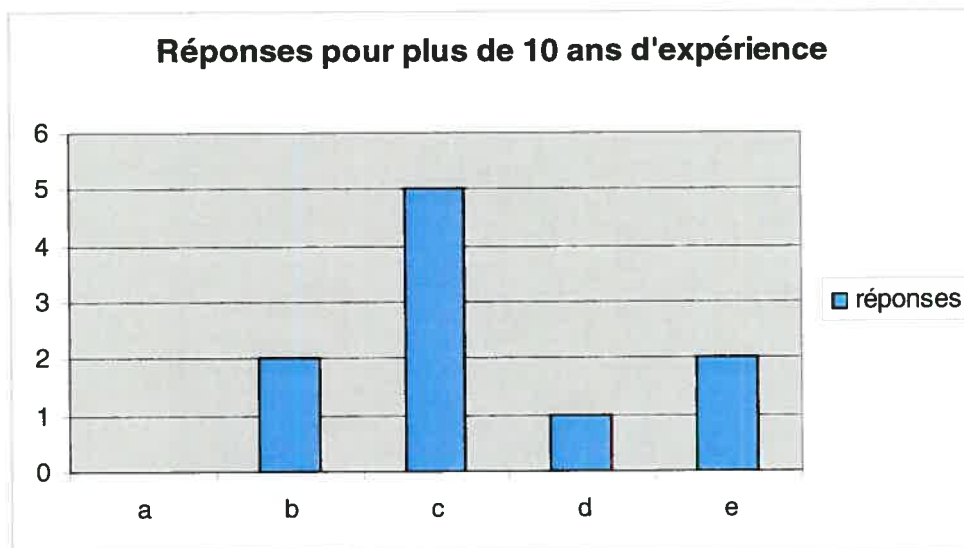


Figure 23 : Fréquence des réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 16



Croisement entre les questions 3 et 26

Q3- Depuis combien de temps êtes-vous producteur agricole?

- a) Moins de 5 ans
- b) 5 à 10 ans
- c) 10 à 20 ans
- d) 20 à 40 ans
- e) Plus de 40 ans

Q26- Est-ce qu'il est important pour vous de pouvoir vous adapter aux constants changements du marché?

- a) oui, la capacité d'innover et de m'adapter est ce qui me permet de survivre
- b) oui, la capacité d'adaptation me donne des atouts, sans être cependant nécessaire à ma survie
- c) non, le marché que je vise est plutôt stable et je n'ai donc pas à changer ma pratique
- d) non, je suis déjà assez diversifié dans ma production pour que je n'aie pas besoin de changer quoique ce soit
- e) autre réponse

Tableau 28 : Réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 26

moins de 10 ans	réponses
a	4
b	6
c	0
d	1
e	0

Tableau 29 : Réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 26

plus de 10 ans	réponses
a	8
b	1
c	2
d	0
e	0

Figure 24 : Fréquence des réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 26

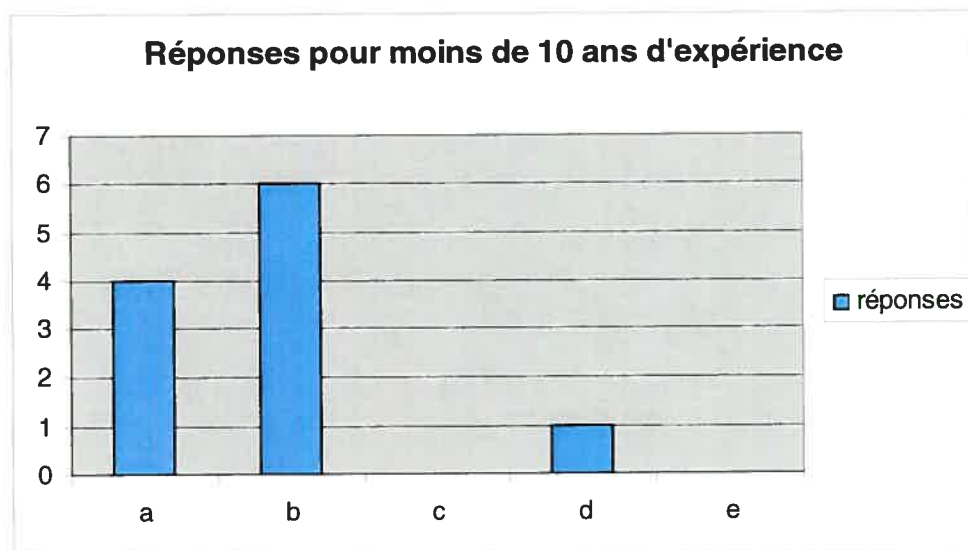
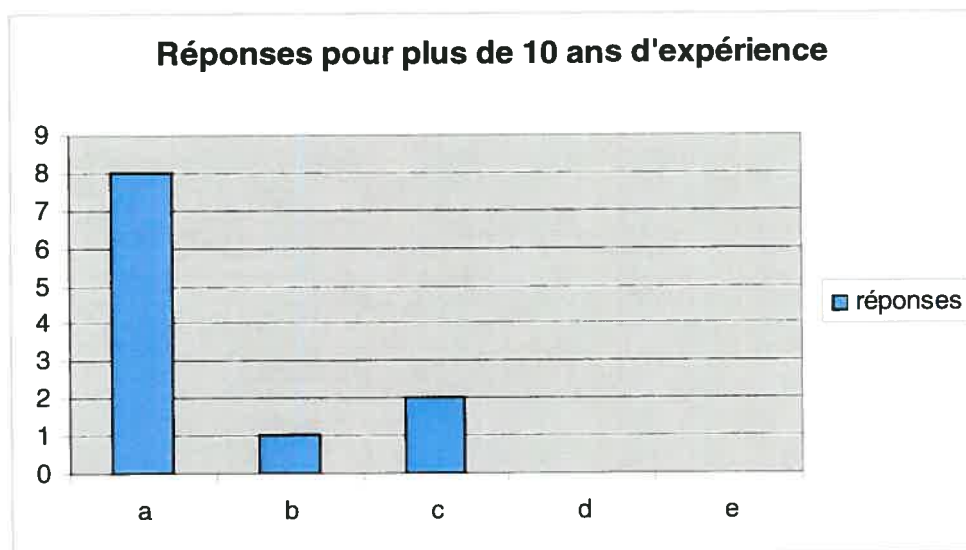


Figure 25 : Fréquence des réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 26



Croisement entre les questions 3 et 27

Q3- Depuis combien de temps êtes-vous producteur agricole?

- a) Moins de 5 ans
- b) 5 à 10 ans
- c) 10 à 20 ans
- d) 20 à 40 ans
- e) Plus de 40 ans

Q27- Êtes-vous satisfaits des conditions entourant votre production?

- a) oui, j'ai tout ce dont j'ai besoin et le réseau d'ASC me donne tous les atouts qu'il pourrait me manquer
- b) oui, j'ai tout ce dont j'ai besoin, ma production est tout à fait autonome, je n'ai besoin d'aucune aide
- c) non, je suis encore dépendant de ressources externes (prêts, etc.)
- d) non, je n'ai aucun contrôle sur ma production, je dépends entièrement de décisions prises par d'autres que moi
- e) autre réponse

Tableau 30 : Réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 27

moins de 10 ans	réponses
a	5
b	2
c	6
d	0
e	1

Tableau 31 : Réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 27

plus de 10 ans	réponses
a	4
b	0
c	5
d	0
e	0

Figure 26 : Fréquence des réponses des moins de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 27

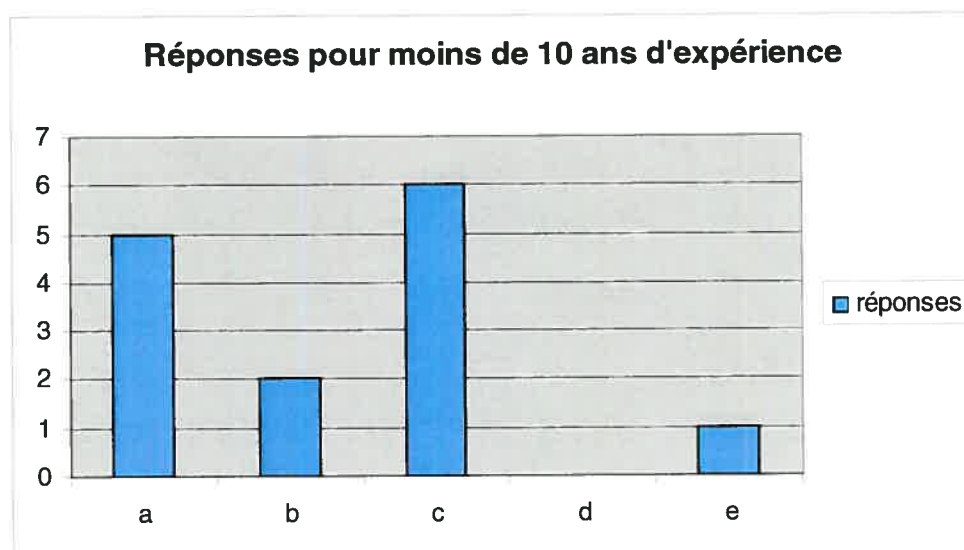
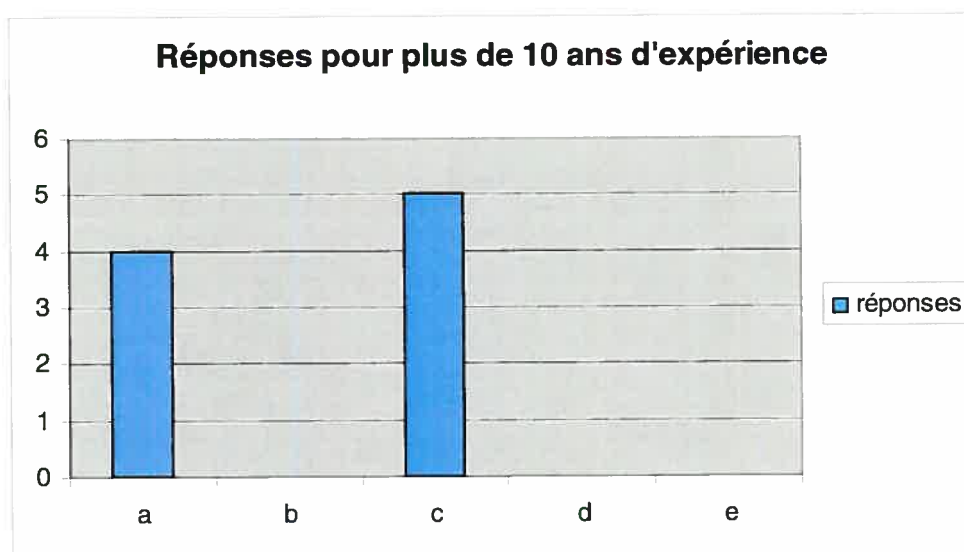


Figure 27 : Fréquence des réponses des plus de 10 ans d'expérience au croisement des questions 3 et 27



Croisement entre les questions 19 et 20

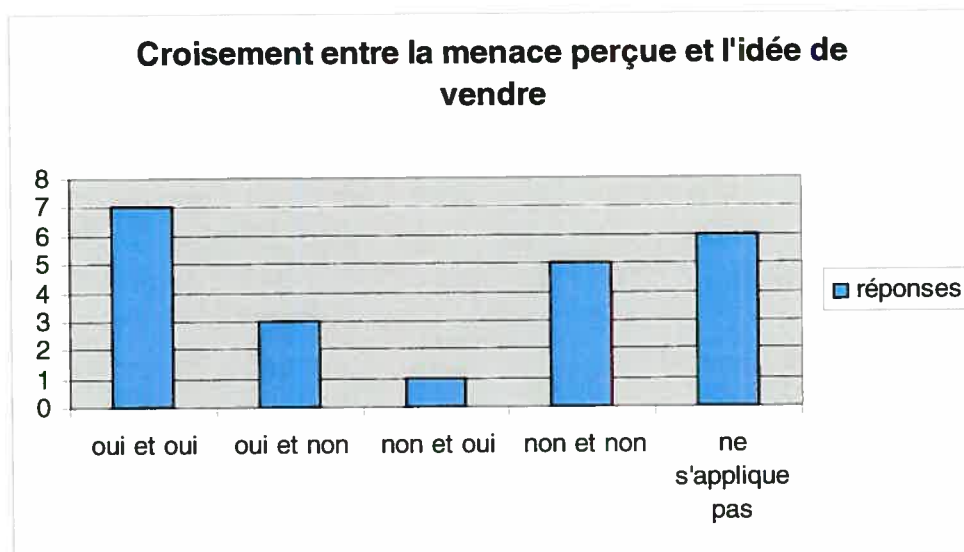
Q19- Sentez-vous que votre production est menacée? Si oui, quelles sont les menaces?

Q20- Avez-vous déjà pensé à vendre votre terre? Si oui, pourquoi? Et pour quel type d'usage?

Tableau 32 : Réponses au croisement des questions 19 et 20

Q-19 + Q-20	réponses
oui et oui	7
oui et non	3
non et oui	1
non et non	5
ne s'applique pas	6

Figure 28 : Fréquence des réponses au croisement des questions 19 et 20



Croisement entre les questions 9 et 25

Q9- Depuis combien de temps participez-vous au réseau d'agriculture soutenue par la communauté (ASC)?

- a) Moins de 6 mois
- b) 6 mois à 2 ans
- c) 2 à 4 ans
- d) Plus de 4 ans

Q25- Pensez-vous qu'en général les Québécois sont réceptifs à l'agriculture soutenue par la communauté (ASC)?

- a) oui, de plus en plus de gens y sont intéressés
- b) oui, mais on doit informer les gens parce que sinon ils n'iront pas chercher l'information d'eux-mêmes
- c) non, je crois que ça n'intéresse qu'une minorité
- d) non, je crois que même intéressés, les gens ne veulent pas s'y impliquer
- e) autre réponse

Tableau 33 : Réponses des moins de 4 ans d'expérience au croisement des questions 9 et 25

moins de 4 ans	réponses
a	3
b	5
c	1
d	0
e	1

Tableau 34 : Réponses des plus de 4 ans d'expérience au croisement des questions 9 et 25

plus de 4 ans	réponses
a	7
b	6
c	1
d	0
e	1

Figure 29 : Fréquence des réponses des moins de 4 ans d'expérience au croisement des questions 9 et 25

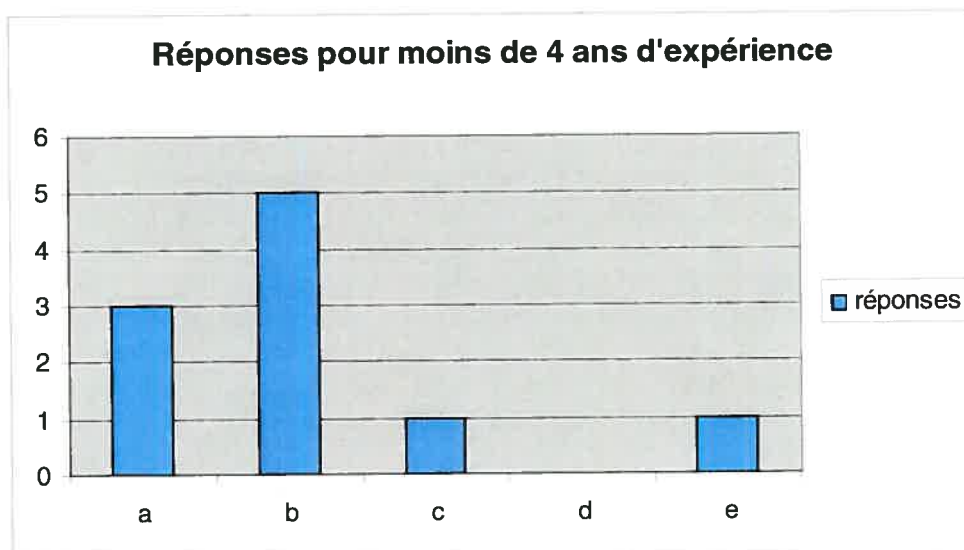


Figure 30 : Fréquence des réponses de plus de 4 ans d'expérience au croisement des questions 9 et 25

